

DÉCÈS DE QUATRE MÉDECINS DU CORONAVIRUS

## Le Président Tebboune adresse ses condoléances

P. 24

PLAN NATIONAL DE RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE

## Le Président Tebboune présidera aujourd'hui un Conseil des ministres

P. 24

GLORIFICATION DU PASSÉ COLONIAL DE LA FRANCE

## Des partis politiques s'indignent

P. 5

## SITUATION SANITAIRE DANS LE PAYS

# Pas le moment de baisser la garde

La réunion présidée par Abdelmadjid Tebboune, jeudi dernier, sur la situation sanitaire, a débouché sur de nouvelles mesures de limitation de la circulation de et vers 29 wilayates considérées comme foyer de propagation non maîtrisée du virus, et donné prérogatives aux walis dont cer-

tains, comme le wali d'Alger, ont réagi par des mesures de restriction des transports en commun, notamment le week end. Le rencontre a également été l'occasion pour le président de la République de mettre le doigt sur certains réajustements nécessaires, particulièrement en

matière, d'une part, de coordination des services et des moyens hospitaliers et, d'autre part, d'une nécessaire communication axée sur la pédagogie et l'implication des citoyens.

P. 3

DKnews



### ALGÉRIE-ITALIE

## Sabri Boukadoum effectue une visite en Italie

P. 24

CORAN/RÉCITATION

## "Ouverture d'écoles coraniques virtuelles et d'un camp coranique électronique"

P. 5

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU FFS

## Election des nouveaux membres de l'Instance présidentielle du parti

P. 4

### SANTÉ

CORONAVIRUS ET DIABÈTE

## Le profil des diabétiques à risque

P.p 12-13

### FOOTBALL

PREMIER LEAGUE

## Ryad Mahrez 2<sup>e</sup> meilleur passeur africain

P. 21



MUSIQUE-DÉCÈS

## Le chanteur Belkhir Mohand-Akli s'éteint à 69 ans

P. 16

WILAYA D'ALGER

## Interdiction, depuis vendredi, du transport urbain collectif durant les week-ends

P. 24

## COVID-19 - CONFINEMENT PARTIEL

**De 13h00 à 5h00 dans 10 communes de la wilaya de Tipasa à partir de vendredi**



Un confinement partiel sera imposé à compter de vendredi, de 13h00 au lendemain à 05h00, dans dix (10) communes de la wilaya de Tipasa pour une durée de dix (10) jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Cette mesure concerne les communes suivantes : Tipasa, Nador, Aïn Tagourait, Koléa, Hattatba, Meurad, Hadjout, Khemisti, Bourkika et Bousmail, ajoute la même source.

Ce confinement partiel impliquera "un arrêt total" de toutes les activités commerciales, économiques et sociales, y compris la suspension du transport des voyageurs et de la circulation des voitures, précise le document.

Cette mesure intervient "en application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 07 Dhou El Kaâda 1441, correspondant au 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant mesdames et messieurs les walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et au vu de l'évolution de la situation épidémiologique prévalant dans la wilaya de Tipasa", conclut le document.

## Dans toutes les communes de Ouargla à partir de samedi (ministère de l'Intérieur)

Un confinement partiel sera imposé à compter de samedi prochain, de 17h00 au lendemain à 05h00, dans toutes les communes de la wilaya de Ouargla pour une durée de quinze (15) jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre l'expansion de la Covid-19, indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

"En application des dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion de la Covid-19, notamment son article 3 obligeant mesdames et messieurs les walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et au vu de l'évolution de la situation épidémiologique à Ouargla, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire informe l'ensemble des citoyens qu'avec l'accord des autorités publiques compétentes, un confinement partiel sera imposé à compter de samedi 11 juillet 2020, de 17:00 au lendemain à 05:00, dans toutes les communes de la wilaya de Ouargla, et ce pour une durée de quinze (15) jours", précise le communiqué.

Ce confinement partiel impliquera "un arrêt total" de toutes les activités commerciales, économiques et sociales, y compris la suspension du transport des voyageurs et de la circulation des voitures, ajoute la même source.

## WILAYA D'ALGER Les taxis autorisés à poursuivre leur activité, les transporteurs de marchandises non concernés par l'interdiction de circulation entre wilayas



Les services de la wilaya d'Alger ont indiqué, vendredi, que les taxis sont autorisés à poursuivre normalement leur activité en respectant les horaires du confinement et les transporteurs de marchandises et fournisseurs des marchés ne sont pas concernés par les mesures d'interdiction de circulation entre wilayas, annoncées jeudi.

Dans le cadre des mesures visant à juguler la pandémie du Covid-19, notamment le volet relatif à l'interdiction de circulation de et vers la wilaya d'Alger, les taxis sont autorisés à poursuivre normalement leur activité en respectant les horaires du confinement, ont précisé les services de la wilaya dans un communiqué.

Les transporteurs de marchandises et les fournisseurs de marchés "ne sont pas concernés par l'interdiction de circulation de et vers la wilaya d'Alger", a-t-on ajouté de même source.

Pour rappel, les services de la wilaya d'Alger avaient accordé dans la journée des autorisations de circuler, jusqu'à 20H ce soir, pour permettre aux habitants d'Alger se trouvant en dehors de la wilaya de rejoindre leurs lieux de résidence ainsi qu'à ceux d'autres wilayas se trouvant à Alger souhaitant se rendre dans leurs wilayas.

## ALGER Des communes de la circonscription administrative de Birtouta interdisent la vente des moutons dans les lieux publics

Trois communes de la circonscription administrative de Birtouta (Birtouta, Tessala El Merdja et Ouled Chbel) ont décidé, jeudi, d'interdire la vente des moutons dans les lieux publics et les rues, en vue d'endiguer la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), indique un communiqué des services de la wilaya d'Alger. La commune de Birtouta a décidé "l'interdiction stricte de la vente des moutons dans les rues, places et lieux publics à travers le territoire de la commune, et ce du 8 juillet au 6 août prochain", lit-on dans un communiqué publié sur la page Facebook de la wilaya.

La commune d'Ouled Chbel a également décidé "d'interdire la vente des moutons au niveau des espaces publics à travers le territoire de la commune". De même, la commune de Tessala El Merdja a décidé "l'interdiction temporaire de la vente du bétail dans les lieux publics (places publiques, chaussées, propriétés publiques, lots de terrains publics, agglomérations et autres...) et dans les espaces privés dont les points de vente autorisés ou non autorisés à travers le territoire de la commune". Toute infraction à ces décisions entraînera des poursuites pénales, conformément aux lois en vigueur, conclut le communiqué.

## BORDJ BOU ARRERIDJ Un homme de 107 ans se rétablit du coronavirus

Un homme âgé de 107 ans s'est rétabli du coronavirus et a quitté jeudi l'Établissement public hospitalier (EPH) de Bordj Ghédir (Bordj Bou Arreridj) où il était hospitalisé, apprend-on auprès de la direction locale de la santé et de la population. "Le vieil homme né en 1913 et habitant à Bordj Bou Arreridj, avait été admis à l'hôpital de Bordj Ghédir le 30 juin suite à une infection pulmonaire aigue et les tests qu'il avait subi avaient confirmé son infection par la Covid-19", précise-t-on de même source. "Placé en isolement sous surveillance médicale, ce centenaire a subi des examens réguliers et les résultats de ces ultimes tests ont été négatifs lui permettant de quitter l'hôpital jeudi ce qui a suscité la joie de ses proches", ajoute-t-on, avant de relever que le concerné sera placé sous observation dans le cadre du programme de confinement à domicile.

## COMMERCE - INVESTISSEURS Le ministère du Commerce ouvre un espace de communication dédié aux investisseurs nationaux

Un espace de communication destiné à la communauté des investisseurs, des opérateurs économiques et des hommes d'affaires a été ouvert par le ministère du Commerce par le biais de son site web.

Cet espace de communication est également destiné aux consommateurs, aux universitaires, aux chercheurs et à tous les utilisateurs des informations à caractère commercial, lit-on sur le site web du ministère du Commerce. Il est à rappeler que le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait réitéré lors de ses rencontres périodiques avec les représentants des médias nationaux, sa décision portant soutien aux investisseurs souhaitant réaliser des projets basés sur des matières premières locales par des prêts bancaires allant jusqu'à 90% de la valeur du projet.

## CHLEF Un jeune meurt électrocuté à Oum Drou (Protection civile)

Un jeune a trouvé la mort électrocuté à son domicile sis à la commune d'Oum Drou (6 km à l'est de Chlef), a indiqué vendredi un communiqué de la cellule de communication de la Protection civile. Les unités de la Protection civile sont intervenues vers 01H20 pour évacuer le corps sans vie d'une personne décédée par électrocution à son domicile sis dans la localité de Bourouis, commune d'Oum Drou. La victime âgée de 15 ans a été transférée à la morgue de l'Établissement public hospitalier "Ouled Mohamed", a conclu la même source.

## DROGUE - EL-BAYADH Saisie de plus de 5 quintaux de kif traité (Douanes)

Une quantité de cinq (5) quintaux et 17 kilos de kif traité a été saisie à El-Bayadh, a-t-on appris jeudi des responsables des Douanes algériennes de la wilaya. Cette opération a été menée mercredi vers une heure du matin au niveau d'un tronçon de la route nationale 6 (RN6) reliant les communes d'Arbaouat et Labiodh Sidi Cheikh, à l'extrême sud de la wilaya, a-t-on précisé de même source. La quantité de kif a été interceptée au niveau du tronçon indiqué où étaient postés des douaniers des brigades de Labiodh Sidi Cheikh, d'El-Bayadh, de Boussemghoune et de Brezina, a-t-on expliqué. La drogue a été découverte à l'intérieur d'un véhicule tout-terrain dont le conducteur a pris la fuite à la faveur de l'obscurité, a-t-on signalé, ajoutant que la recherche du suspect se poursuit et qu'une enquête approfondie a été lancée autour de cette affaire. Les brigades des Douanes d'El-Bayadh ont procédé, en début de semaine, à la saisie de plus de 5 quintaux de kif à Brezina, au sud de la wilaya.

## SÉTIF Décès d'une infirmière de la Covid-19 à l'établissement hospitalier d'Ain El Kebira

Une infirmière en poste à l'établissement public hospitalier de santé de proximité (EPSP) de la commune d'Ain El Kebira (27 km au nord de Sétif) est décédée la nuit du mercredi à jeudi suite à une infection au nouveau coronavirus, a-t-on appris des responsables du secteur. Agée de 48 ans, l'infirmière est décédée au service de réanimation du CHU Mohamed Abdenour Saâdna où elle avait été admise mardi après la dégradation de son état de santé, a-t-on souligné de même source. La défunte qui sera inhumée après la tenue d'un rassemblement de recueillement à sa mémoire et l'accomplissement de la prière mortuaire dans la cour du CHU, se trouvait au premier rang de la lutte contre le coronavirus depuis son apparition dans la wilaya, selon la même source. Ce décès est le second en 24 heures dans les rangs des blouses blanches après celui du chef du service des urgences du même CHU, inhumé hier mercredi au cimetière Sidi Hidar de Sétif. Le directeur de la santé et de la population de wilaya, Salim Rekam, avait fait état dimanche, dans une déclaration à l'APS, de 155 cas de la Covid-19 enregistrés parmi les personnels du secteur de la santé ayant fait deux décès.

## PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

**Le président Tebboune préside une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays**

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays à la lumière de la hausse du nombre de cas de Covid-19 dans plusieurs wilayas, indique un communiqué de la Présidence, dont voici la traduction APS :

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé jeudi une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays à la lumière de la hausse du nombre de cas de Covid-19 dans plusieurs wilayas. Outre le Premier ministre, ont pris part à cette séance de travail, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, le ministre de la Communication Porte-parole du gouvernement ainsi que le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), les walis de la République d'Alger, Oran, Biskra, Sétif et Ouargla et les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus.

Prenant la parole, à l'entame de la séance de travail, le président de la République s'est dit, d'abord, soulagé de l'augmentation des cas rétablis, qui se comptent désormais par centaines, avec une stabilisation du nombre de décès à moins de dix.

Cependant, il a exprimé son inquiétude face au nombre croissant des cas de Covid-19, ce qui a induit une saturation des structures sanitaires dans certaines wilayas, aggravée par une mauvaise répartition des moyens entre hôpitaux, notamment en termes de nombre de lits disponibles. Une situation qui s'est répétée sur la qualité de la prise en charge des malades.

Exprimant son étonnement face

à une telle situation en dépit de la disponibilité de lits, le président de la République a cité le cas de la capitale où, sur les 5700 lits que totalisent les 13 hôpitaux, 643 lits seulement sont réservés aux malades du Covid-19. Après avoir rappelé également la disponibilité de tous les équipements médicaux nécessaires à l'industrie pharmaceutique et l'augmentation notable du nombre de laboratoires et de moyens de dépistage, le Président Tebboune a affirmé que si la responsabilité des gestionnaires locaux était établie en raison de l'absence de coordination entre eux, et parfois même avec leur tutelle, il n'en demeure pas moins qu'elle est partagée avec les citoyens, qui n'observent pas les mesures de prévention, suivies de par le monde. Relevant deux tendances dans la société : une catégorie de citoyens, qui plaide pour le renforcement des mesures, voire pour un confinement total et une autre qui s'obstine dans la négligence des mesures préventives, le Président Tebboune a ordonné la révision de la stratégie de communication basée sur la simple énonciation des chiffres.

Une stratégie, a-t-il estimé, qui doit plutôt s'appuyer à des explications plus pertinentes à travers les Radios locales et des messages plus éloquentes pour sensibiliser les citoyens aux dangers du non-respect de la distanciation physique et des mesures de prévention dans les lieux de rassemblement.

Il a réitéré, dans ce sens, ses instructions de durcissement des sanctions à l'encontre des contreve-



nants. Par ailleurs, le Président a souligné que l'objectif de cette réunion était de cerner les lacunes enregistrées en termes de distribution des équipements médicaux et d'actes de consultation et de dépistage, et d'en situer les responsabilités pour prendre les mesures urgentes afin de pallier à ces dysfonctionnements et rassurer ainsi le citoyen.

A ce propos, le Président de la République a appelé à adopter une stratégie permettant la prise en charge des malades au niveau de leurs wilayas pour désengorger les établissements hospitaliers à grande affluence.

En conclusion, le Président de la République a mis l'accent sur l'impératif de se référer aux sources officielles et de ne pas céder à l'alarmisme et aux rumeurs tendancieuses visant à alimenter la panique au sein de la population. Après débat des exposés présentés

par les cinq walis de la République, il a été décidé les mesures suivantes afin de garder la situation sous contrôle :

- Institution d'une assurance spéciale, à la charge de l'Etat, en faveur de tous les médecins et autres personnels de la Santé publique, directement concernés par la lutte contre la pandémie,

- Autorisation de l'ensemble des laboratoires, publics et privés, à effectuer les analyses de dépistage du Covid-19 en vue de réduire la pression sur l'Institut Pasteur et ses annexes dans toutes les wilayas.

- Implication des comités de quartiers et des associations de la société civile dans les initiatives des walis pour l'encadrement des citoyens. - Octroi aux walis des prérogatives de réquisition des moyens disponibles pour une exploitation optimale.

- Consolidation des stocks permanents de moyens de dépistage

et d'oxygène médical avec un suivi quotidien au niveau de chaque wilaya.

- Interdiction pour une semaine, à compter de ce vendredi, de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers les 29 wilayas suivantes : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbes, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaia, Adrar, Laghouat et El Oued.

- Interdiction, à compter de ce vendredi, du transport urbain public et privé durant les week-ends au niveau des 29 wilayas impactées.

- Désinfection des rues et marchés plusieurs fois par jour,

- Réquisition des médecins des entreprises et sociétés en arrêt d'activité en contrepartie d'incitations financières, le cas échéant.

**Plusieurs mesures pour garder la situation sous contrôle**

Lors de la séance de travail présidée, jeudi à Alger, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et consacrée à l'examen de la situation sanitaire dans le pays à la lumière de l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 dans nombre de wilayas, plusieurs mesures ont été décidées pour "garder la situation sous contrôle".

Après l'audition des exposés des walis d'Alger, d'Oran, de Biskra, de Sétif et d'Ouargla, il a été décidé l'institution d'une assurance spéciale, à la charge de l'Etat, en faveur de tous les médecins et autres personnels de la Santé publique, directement concernés par la lutte contre la pandémie ainsi que l'autorisation de l'ensemble des laboratoires, publics et privés, à effectuer les analyses de dépistage du Covid-19 en vue de réduire la pression sur l'Institut Pasteur et ses annexes dans toutes les wilayas.

Les mesures prises concernent en outre, l'implication des comités de quartiers et des associations de la société civile dans les initiatives des walis pour l'encadrement des citoyens, l'octroi aux walis des prérogatives de réquisition des moyens disponibles pour une exploitation optimale et la consolidation des stocks permanents de moyens de dépistage et d'oxygène médical avec un suivi quotidien au niveau de chaque wilaya.

Par ailleurs, la réunion a conclu à l'interdiction pour une semaine, à



compter de ce vendredi, de la circulation routière, y compris des véhicules particuliers, de et vers les 29 wilayas suivantes : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbes, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaia, Adrar, Laghouat et El Oued.

Dans le même contexte, il a été décidé l'interdiction du transport urbain public et privé durant les week-ends, à compter de demain vendredi, au niveau des 29 wilayas impactées. Il s'agit également de la désinfection des rues et marchés plusieurs fois par jour ou-

tre la réquisition des médecins des entreprises et sociétés en arrêt d'activité en contrepartie d'incitations financières, le cas échéant.

Outre le Premier ministre, ont pris part à cette réunion les ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que le Commandant de la Gendarmerie nationale, le Directeur général de la sûreté nationale (DGSN), les walis d'Alger, Oran, Biskra, Sétif et Ouargla et les membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus.

**COVID-19 Confinement partiel dans les communes d'El Kala et d'Echatt à la wilaya d'El Tarf**

Un confinement partiel d'une durée de 15 jours a été décidé à compter de ce jeudi, de 19 heures à 5 heures, dans les deux communes d'El Kala et d'Echatt (wilaya d'El Tarf), indique jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Conformément aux dispositions du décret exécutif 20-168 du 29 juin 2020 portant prorogation du confinement partiel à domicile et renforcement du dispositif de lutte contre l'expansion du Covid-19, notamment son article 3 obligeant les Walis, lorsque la situation sanitaire l'exige, de procéder au confinement partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs localités, communes ou quartiers connaissant des foyers ou des clusters de contamination, et vu l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya d'El Tarf, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire porte à la connaissance de l'ensemble des citoyens, qu'après approbation des autorités publiques compétentes, un confinement partiel est imposé à compter de ce jeudi 9 juillet 2020, de 19 heures à 5 heures le lendemain, dans les communes d'El Kala et d'Echatt, et ce pour une durée de quinze jours", précise la même source. Ce confinement partiel impliquera pour les deux communes suscitées un arrêt total de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales y compris la suspension du transport des voyageurs et la circulation des voitures, a conclu le communiqué.

## CORAN/RÉCITATION

**"Ouverture d'écoles coraniques virtuelles et d'un camp coranique électronique"**

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi a annoncé, jeudi à Alger, l'ouverture d'écoles coraniques d'été virtuelles dans les 48 wilayas et d'un camp coranique électronique au niveau d'Oran, comme phase pilote.

Le ministre a précisé que l'ouverture des écoles coraniques virtuelles d'été aujourd'hui à travers les 48 wilayas s'inscrit dans le cadre de la poursuite des différentes activités et programmes arrêtés par le ministère pour l'encadrement de l'enseignement coranique, en dépit de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19), qui a imposé l'adoption des plateformes virtuelles et les réseaux sociaux. Des enseignants spécialisés ont été chargés de l'encadrement de ces écoles qui dispenseront des cours virtuels de récitation et de psalmodie aux élèves inscrits, a ajouté le ministre faisant savoir que l'enseignement coranique compte en Algérie entre 900.000 et un million d'apprenants". Par ailleurs, le ministre a annoncé le lancement de la 2e session de récitation du Coran "Maqraa" regroupant quelque 10.000 élèves qui apprendront les règles de la lecture, de récitation et de psalmodie sous l'encadrement de 110 professeurs, et ce, suite à la réussite de l'expérience du mois de Ramadhan dernier.

Dans le même cadre, le ministre a fait état du lancement de "la colonie coranique électronique" au niveau d'Oran, comme phase pilote, avant sa généralisation au niveau national avec la participation de 2000 étudiants de différents paliers scolaires.

Encadré par une centaine d'enseignants, ce camp virtuel sera ouvert aux étudiants du monde entier souhaitant le rejoindre, l'Algérie étant une école séculaire dans l'enseignement et la récitation du Saint Coran, a souligné le ministre qui a précisé que la clôture de cette manifestation virtuelle est prévue le 20 août prochain, coïncidant avec la Journée du Moudjahid. En réponse à une question en rapport avec l'accomplissement du rite du sacrifice lors de l'Aïd El Adha, le ministre a fait état de contacts entrepris par la Commission ministérielle de la Fatwa avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, qui a toutes les données sur la situation épidémiologique, précisant que d'autres réunions sont prévues prochainement



pour trancher cette préoccupation. Des rencontres sont prévues également avec d'autres partenaires, à l'instar de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), des élèves et des instances nationales pour un examen plus profond de cette question, a-t-il ajouté.

Exhortant les citoyens à ne pas négliger les gestes barrières et à respecter les conditions et les règles d'hygiène imposées par cette pandémie afin de sortir du confinement, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs

a évoqué "des parties qui comptent contre l'extérieur, en semant le doute quant à l'existence du virus", les qualifiant de "suppôts".

Par ailleurs, le ministre a salué la contribution des imams au niveau national aux différentes opérations de solidarité qu'a connues le pays durant cette pandémie, les appelant à intensifier leur participation à la sensibilisation des citoyens quant aux dangers de la pandémie et à la nécessité de rester vigilants pour éviter la propagation du virus.

ALGÉRIE/MONDE ARABE  
**Le ministre de l'Éducation prend part à la 25e session du Congrès général de l'ALESCO**

Le ministre de l'Éducation nationale et président de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture, Mohamed Ouadjaout a pris part via visioconférence à la 25e session du Congrès général de l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALESCO) dans laquelle il a présenté l'expérience algérienne en matière de poursuite des cours suite à la propagation de la COVID-19, les mesures prises pour faire face à la suspension des cours et la révision de la réorganisation de la fin de l'année.

Le ministre a rappelé, dans son intervention lors de cette rencontre à laquelle ont participé des représentants de plus de 20 pays arabes, que dès l'annonce par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune de l'avancement des vacances scolaires au 12 mars 2020 puis du confinement le 19 mars 2020 pour faire face à la pandémie de COVID-19 et suite à la décision du gouvernement de prendre des mesures de prévention contre la propagation du coronavirus et celles relatives à la distanciation sociale, le ministère de l'Éducation nationale a pris les mesures nécessaires pour concrétiser les dispositions arrêtées dans ce cadre, indique un communiqué du ministère.

"Le ministère s'est basé sur des priorités relatives à des dimensions pédagogiques, à savoir la mise en œuvre des mesures relatives à la prévention et la lutte contre la propagation de la Covid-19 et la garantie de la poursuite du service public de l'éducation et l'enseignement outre la réorganisation des travaux de fin d'année scolaire et la définition du calendrier des examens scolaires nationaux", ajoute le même source.

Il a également souligné "l'attachement" de son département "à la présentation de cours à distance et un plan d'urgence pratique appuyé sur les moyens humains, matériels et techniques disponibles et leur utilisation optimale et rationnelle en vue de pallier la suspension des cours dans tous les paliers d'enseignement (primaire, BEM et secondaire) tout en respectant le principe d'égalité entre élèves sans exclusion et en donnant un intérêt particulier aux élèves des classes d'examen".

Selon le communiqué, il a été procédé à l'application du plan à partir du 5 avril 2020, en se référant aux nombreux choix accordés aux élèves, en vue de garantir la continuité de l'enseignement, à travers un service assuré à distance, et l'occasion était favorable au lancement officiel de la première chaîne de télévision dédiée à l'enseignement à distance "El Maarifa", via le satellite Alcomsat 1, citant l'enregistrement de 354 cours en prévision de leur diffusion via cette chaîne.

La 7e chaîne destinée aux membres du système éducatif dans les domaines de l'enseignement supérieur, l'Éducation nationale, l'Éducation et formation professionnels "vise à transmettre des idées, des connaissances et des expertises scientifiques, à travers la production et la diffusion de programmes de formation qualifiante développés visant à améliorer le niveau des apprenants, en sus de la production et la diffusion de programmes éducatifs destinés aux élèves des différents paliers scolaires et répondant au programme enseigné". "Des programmes de culture générale sont également assurés, de par les programmes d'enseignement destinés aux personnes aux besoins spécifiques et les révisions pour les examens nationaux reportés", a-t-il soutenu. Le ministre a annoncé "l'élaboration d'un plan d'action englobant toutes les mesures préventives visant à assurer la sécurité de nos enfants au niveau des centres d'examen", assurant être "en contact permanent avec les membres du comité scientifique chargé du suivi de la propagation du virus, composé de médecins et d'épidémiologistes pour prendre les décisions pertinentes à un moment opportun afin de préserver la santé des élèves".

CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU FFS  
**Election des nouveaux membres de l'Instance présidentielle du parti**

Le Congrès extraordinaire du Front des forces socialistes (FFS) a élu, vendredi, les cinq membres composant l'Instance présidentielle du parti. Les nouveaux membres ont été élus lors du Congrès extraordinaire tenu à l'Hôtel Mazafraan à Zeralda (Alger ouest), suite à quoi la liste dirigée par Hakim Belahcel a obtenu 182 voix contre 143 voix pour la liste de Ahmed Djeddi.

La liste élue est composée de: Hakim Belahcel, Sofiane Chouikh, Mohamed Hadji, Brahim Meziani et Nora Touahri. Conformément aux statuts du parti, l'Instance présidentielle "exerce ses missions en collégialité et veille à l'unité du parti et au respect de sa ligne politique, en application des résolutions du Congrès national". En vertu des textes réglementaires du parti, le premier Secrétaire national du parti sera choisi en accord entre les membres de l'Instance présidentielle, lequel choix sera soumis au Conseil national dont la tenue est prévue durant les deux prochaines semaines. M. Hakim Belahcel a affirmé qu'avec l'élection de la nouvelle composante de l'Instance présidentielle du parti, le FFS "aura ouvert une nouvelle page avec une vision unie", ajoutant que "la priorité consiste à aller vers un congrès national rassembleur, sans exclusive aucune".

APB

## UNIVERSITÉ-COVID-19

**Un protocole sanitaire provisoire présenté aux partenaires sociaux**

Un protocole provisoire visant la gestion de la fin d'année universitaire et la rentrée 2020/2021 dans un contexte marqué par la pandémie du coronavirus, a été présenté jeudi à Alger par aux partenaires sociaux, lors d'une réunion présidée par le secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Noureddine Ghouali. Ce protocole provisoire, qui devra être enrichi avant la fin de la semaine prochaine par les syndicats des enseignants et des travailleurs et des organisations estudiantines, explique en détail les points importants sur lesquels les chefs d'établissements doivent se baser pour l'organisation de la reprise des enseignements et de la pédagogie dans ses différentes facettes (évaluation, concours et examens) dans un environnement marqué par la pandémie du coronavirus.

Selon ce protocole, les chefs d'établissements sont habilités à apprécier la situation propre à leurs établissements et à prendre les mesures idoines et ce, en se basant sur le mode opératoire "cadre" et également en se concertant avec les responsables pédagogiques, ceux des œuvres universitaires et avec le soutien des autorités locales. Dans une déclaration à la presse, M. Ghouali a souligné que cette réunion vise à expliquer et proposer aux différents partenaires sociaux le protocole provisoire qui touche les aspects pédagogi-

ques, sanitaires et œuvres universitaires.

"Les mesures préconisées et provisoires visent à garantir une reprise des activités universitaires, une clôture de l'année en cours et une rentrée 2020/2021 dans un contexte serein et sans panique", a-t-il expliqué. Une fois le document enrichi notamment par les représentants des étudiants, des réunions de travail techniques détaillées seront programmées la semaine prochaine avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour le soumettre par la suite aux hautes autorités notamment au comité scientifique de suivi de l'évolution du coronavirus, a précisé M. Ghouali.

Le ministère propose, entre autre, l'organisation des enseignements à distance (cours et travaux dirigés) pour terminer l'année en cours, la réservation de l'enseignement en partiel lorsque les conditions le permettent (les sections ou groupes des étudiants sont établis de manière nominative et bien programmés) et la réduction du temps pédagogique (1h pour les cours, 1h pour les TD et 2h pour les travaux pratiques).

Il est recommandé également concernant le transport une charge maximale de 25 étudiants par bus en assurant plusieurs rotations par jour jusqu'à 18h. Les œuvres universitaires mettront à la disposition des étudiants plus de 6.000 bus.

M. Ghouali a aussi évoqué, lors de la réunion, l'amélioration du dispositif de l'enseignement à distance (EAD) à partir de l'année 2020/2021, précisant que 72.000 cours couvrent l'ensemble des matières à enseigner tous cycles confondus.

"L'idéal consisterait de confectionner une base de données contenant l'ensemble de ces enseignements mis en ligne selon les standards pédagogiques propres aux pratiques pédagogiques de l'EAD", a-t-il dit. "Toutefois, et comme le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CE-RIST) et l'Université de la formation continue (UFC), ne peuvent réaliser, à brève échéance, ce volume d'enregistrement et sa diffusion, le ministère propose de réaliser une base de données nationale de cours référentiels pour l'EAD au profit des étudiants des premières années de licence qui représentent le nombre de 368.000, soit 24% de l'effectif total des étudiants", a indiqué le même responsable.

Concernant les inscriptions administratives des nouveaux bacheliers, il a fait savoir que le protocole provisoire propose une procédure d'inscription à distance.

Enfin, pour ce qui est des mesures sanitaires, il est suggéré la prise de température systématique à l'accès de l'université, le port obligatoire du masque, ainsi que la mise à disposition de gel hydroalcoolique.

## DÉCLARATIONS DE MARINE LE PEN GLORIFIANT LE PASSÉ COLONIAL DE SON PAYS

# Des partis politiques s'indignent

Plusieurs partis politiques se sont indignés, jeudi, des déclarations de la présidente du parti français d'extrême droite, le Rassemblement national (RN), Marine Le Pen, coïncidant avec la célébration du 58ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et la fin de l'ère coloniale française que Le Pen a qualifiée de "œuvre civilisatrice".

Le parti de la liberté et de la justice (PLJ) a indiqué, dans un communiqué, que les déclarations de la présidente du RN "témoignent manifestement des pulsions racistes de ce courant politique qui exploite chaque occasion pour faire des déclarations de haine et d'hostilité envers tout ce qui est algérien et contre toute demande que l'Algérie, Etat et peuple, soulève pour exiger de la France des excuses quant à ses crimes commis durant plus de 130 ans de colonisation abjecte".

Le même parti a estimé que la récupération par l'Algérie des crânes des leaders de la résistance populaire "n'est pas passée inaperçue devant Marine Le Pen sans lui rappeler le passé colonial odieux de son pays, étant donné que la récupération par l'Algérie d'une partie des restes mortuaires de ses héros lui a fait rappeler les crimes commis par son père, le criminel de guerre Jean-Marie Le Pen".

Et d'ajouter que "ces déclarations insolentes ne changeront en rien les faits historiques et

les crimes de guerre qui rendent coupables son père et ses grands-parents" et que la demande des Algériens réclamant des excuses "restera un droit juste et légitime qu'il finiroit par arracher". Pour sa part, le parti du Mouvement El Bina a affirmé que les dernières déclarations de Marine Le Pen "confirment encore une fois que la résistance et la lutte du peuple algérien pour son indépendance, sa souveraineté et sa liberté dérangent toujours la France coloniale et provoquent ses relais extrémistes".

Pour le parti, "ce genre de déclarations provocatrices ne fait que renforcer l'unité et la détermination du peuple algérien à aller de l'avant pour l'édification de l'Algérie Nouvelle, en consolidant le front interne conformément au serment des chouhada de la résistance et aux valeurs de la Glorieuse guerre de libération".

L'Alliance nationale républicaine (ANR) a vivement condamné et dénoncé les propos de Marine Le Pen, estimant qu'ils "révèlent la haine viscérale de

ces descendants de criminels de l'armée coloniale française et de l'OAS et trahissent l'agacement des lobbies et cercles hostiles à notre pays qui ne supportent pas de voir le retour réussi de la diplomatie algérienne qui a su imposer sa vision éclairée sur les questions régionales et internationales et la cohésion entre le peuple et son armée".

Pour sa part, le Rassemblement national démocratique (RND) a affirmé, dans un communiqué, que les propos de la leader d'extrême droite, Marine Le Pen au sujet des excuses demandées à la France pour les crimes qu'elle a commis en Algérie durant la colonisation "montrent l'hostilité envers un pays indépendant dont les enfants ont défendu l'honneur de la France dans toutes ses guerres alors que son père Le Pen, Ausarresses, Bigeard et consorts commettaient les pires formes d'exactions et de torture contre le peuple algérien".

Pour le parti du Front de libération nationale (FLN), les déclarations de Marine Le Pen



"confirment une fois de plus le complexe historique" de certains politiques en France envers l'Algérie indépendante. "Ils auraient plutôt dû avoir honte de la séquestration par leur pays des crânes et restes mortuaires des héros des résistances populaires", a soutenu le parti.

Et d'ajouter que Le Pen "a réagi aux questions évoquées par le président de la République sur la nécessité pour la France de s'excuser pour ses crimes, la

récupération des restes mortuaires de tous les chouhada et héros de l'Algérie encore en France, les droits imprescriptibles, mais aussi au rappel de la vérité historique de l'Algérie indépendante", appelant l'ensemble des partis et des organisations de la société civile à "faire preuve de vigilance face à ce qui se trame contre notre pays et à œuvrer de concert à la consolidation du front intérieur et au renforcement de la cohésion nationale".

## L'ONEC dénonce les déclarations de la présidente du parti d'extrême droite

L'Organisation nationale des enfants de Chouhada (ONEC) a dénoncé, vendredi dans un communiqué, les déclarations "racistes et haineuses" visant l'Algérie de la présidente du parti français d'extrême droite, Rassemblement national (RN), Marine Le Pen.

Ces déclarations coïncident avec la célébration par l'Algérie de son 58ème anniversaire de l'indépendance et la récupération des restes mortuaires de 24 chefs de la résistance populaire contre l'occupation française, précise le communiqué. "A chaque occasion historique célébrée par le peuple algérien en toute fierté et gloire, la présidente de ce parti ne manque pas de faire des déclarations racistes et haineuses attentatoires à la révolution du 1er novembre et ses martyrs, ainsi qu'aux symboles de la résistance populaire nationale", souligne l'ONEC, qualifiant un tel acte de "comportement destructif reflétant l'idéologie néocolonialiste". Pour l'organisation, ces déclarations "grossières et racistes" constituent "un affront pour les porteurs du virus de la vengeance et de la haine, qui ne peut que renforcer la détermination du peuple algérien à œuvrer et à lutter contre ces idéologies et leurs partisans, dans le but de criminaliser le colonialisme et de réclamer des excuses et un dédommagement moral pour les séquelles subies durant 132 ans d'occupation française".

APS

## RÉCUPÉRATION DES RESTES MORTUAIRES DES HÉROS DE LA RÉSISTANCE POPULAIRE

### Goudjil : " un pas vers la reconnaissance par la France de ses crimes en Algérie"

Le président du Conseil de la Nation par intérim, Salah Goudjil a affirmé, jeudi à Alger, que la récupération des restes mortuaires des 24 dirigeants de la Résistance populaire contre l'occupation française se voulait un pas vers la reconnaissance par la France de ses crimes commis en Algérie, durant la période coloniale. Dans son allocution à la clôture de la session parlementaire 2019/2020, M. Goudjil a dit que "parmi nos revendications, depuis 58 ans, la récupération des crânes des héros des Résistances populaires qui se trouvaient dans les Musées de France", qualifiant cela "de pas vers la reconnaissance par la France de ses crimes en Algérie".

Concernant la mémoire et les relations entre les deux pays, M. Goudjil a fustigé la réaction "d'un certain parti issu de colons partisans de la thèse de l'Algérie française", affirmant que "la principale entrave aux relations entre les deux pays, c'est justement cette classe qui est nostalgique de l'Algérie et veut y retourner".

M. Goudjil a souligné, dans ce sens, l'importance de la mémoire pour les générations futures, rappelant les étapes phares de la Glorieuse guerre de libération nationale, depuis la Déclaration du 1er novembre, passant par le Congrès de la Soummam 1956 et la Conférence du Caire 1957, en insistant sur l'impératif "d'enseigner l'histoire aux nouvelles générations".

Il a cité, en outre, le dossier de la révision de la Constitution, soulignant que le document qui sera soumis au référendum populaire, après débat et enrichissement "sera la future Constitution qui accompagnera les générations, immuable et dans l'intérêt de l'Etat algérien où chaque citoyen s'y retrouvera".

Par ailleurs, le président du Conseil de la Nation par intérim a évoqué "les étapes difficiles vécues par l'Algérie qui a pu les surmonter, grâce à l'organisation des élections du 12 décembre 2019, et qui se sont



soldées par l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République". Dans ce cadre, M. Goudjil a rappelé que "nombreux sont ceux qui ont mis en doute le succès de ces élections, mais grâce à la détermination de l'Armée nationale populaire (ANP), et à sa tête le défunt Général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, le pays est arrivé à bon port".

Pour ce qui est de la situation que vit l'Algérie à l'instar des autres pays du monde, à cause de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, M. Goudjil a insisté sur l'importance de la mémoire algérienne en tant que source "de force et de détermination à même de surmonter les difficultés", rappelant la situation héritée de la France coloniale après l'indépendance aux niveaux social, éducatif et financier, une situation qui a été dépassée, grâce à la mobilisation du Grand peuple algérien qui

a juste besoin d'être orienté sur la bonne voie".

Concernant les efforts consentis en matière de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, le président du conseil de la Nation par intérim a salué le rôle du corps médical, de la Protection civile, de l'ANP et de tous les corps sécuritaires, ainsi que des bénévoles parmi les enfants du peuple algérien, accompli dans ce domaine, soulignant que "l'Algérie est sur la bonne voie", en dépit de toutes les difficultés.

M. Goudjil a saisi cette occasion pour mettre en avant le refus du Président de la République de recourir à l'endettement extérieur "pour préserver la souveraineté de la décision politique", insistant dans le même sens sur le rôle et la présence de l'Algérie dans les fora internationaux et ses positions vis-à-vis des différentes questions.

## NIGERIA-BUDGET Budget record pour l'année 2020 malgré les risques de récession

Le président nigérian Muhammadu Buhari a donné son accord final pour un budget 2020 record de 10.810 milliards de nairas (28,38 milliards de dollars), malgré les risques de récession en raison de la chute des cours du pétrole.

Le budget annuel pour l'année 2020 n'a finalement pas été sabré comme le gouvernement l'avait annoncé au début de la crise du coronavirus, craignant une chute de ses revenus pétroliers.

Il est même supérieur au budget initialement établi en décembre.

"Je viens juste de promulguer un budget de dépenses de 10.810 milliards de nairas, ce qui représente une augmentation de 216 milliards de nairas (environ 557 millions de dollars, NDLR) par rapport à ce qui avait été proposé", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une cérémonie à Abuja.

M. Buhari a expliqué que cette hausse était due notamment aux dépenses supplémentaires provoquées par la crise sanitaire.

Ce n'est pas la première fois que son administration adopte un budget ambitieux, mais elle peine généralement à trouver les fonds pour le financer.

Le Nigeria, premier producteur de pétrole et une des deux plus importantes économies du continent avec l'Afrique du Sud.

La ministre des Finances avait annoncé que son Produit intérieur brut pourrait cette fois se contracter de 8,9% en 2020.

Soumis au contrecoup de la baisse des cours du pétrole, dont l'exportation représente environ 90% des recettes en devises étrangères du pays, et près des deux tiers du budget national, il devra emprunter aux institutions financières internationales s'il veut tenir son budget.

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment approuvé un plan de financement d'urgence pour soutenir la lutte contre la pandémie à hauteur de 3,4 milliards de dollars.

## CANADA Les créations d'emplois bondissent à près d'un million en juin

L'économie canadienne a créé près d'un million d'emplois en juin et le chômage a reculé à 12,3%, alors que le ralentissement de la progression de l'épidémie a permis de lever la plupart des restrictions, a indiqué vendredi l'institut national de la statistique. La reprise économique a permis la création de 953.000 emplois (+5,8%) le moins dernier, soit près du double des prévisions des analystes qui tablaient en moyenne sur 550.000 créations. Avec les 290.000 de créations en mai, le marché du travail canadien a ainsi déjà récupéré environ 40% des quelque 3 millions d'emplois perdus depuis le début de la pandémie en février.

Le taux de chômage a baissé de 1,4 point en juin, après avoir atteint le chiffre record de 13,7% en mai, soit le taux le plus élevé depuis 1976, depuis que des données comparables sont publiées.

"Même s'il s'agit de la plus forte baisse mensuelle jamais enregistrée, le taux de chômage demeure beaucoup plus élevé qu'en février", où il plafonnait à 5,6%, souligne Statistique Canada.

Les créations d'emploi en juin ont été réparties entre travail à temps plein (+488.000) et travail à temps partiel (+465.000).

Le nombre de Canadiens travaillant à domicile a par ailleurs diminué d'environ 400.000.

Après être demeuré stable en mai, le nombre de personnes mises à pied temporairement a reculé de 29,1% en juin et ce chiffre "devrait diminuer", à mesure que les restrictions liées au Covid-19 sont assouplies et que l'activité économique redémarre.

Le Québec, province qui recensait vendredi plus de la moitié des 106.800 cas de coronavirus au Canada, a enregistré une baisse du taux de chômage de 3 points, pour s'établir à 10,7%.

En juin, toutes les provinces ont enregistré une hausse de l'emploi et une baisse des absences associées au Covid-19.

## DETTE - PANDÉMIE FMI : la dette publique mondiale atteindra un pic historique en 2020

La dette publique mondiale va atteindre cette année un niveau inédit dans l'histoire pour représenter 101,5% du PIB mondial, soit plus qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, soulignent des responsables du Fonds monétaire international (FMI) dans un article de blog publié vendredi.

Pour autant, Gita Gopinath et Vitor Gaspar, respectivement économiste en chef et directeur du département des finances publiques, estiment que les gouvernements devraient se garder de réduire trop tôt leurs dépenses en faveur de leur économie au risque sinon de compromettre la reprise.

"Alors que la trajectoire de la dette publique pourrait continuer à dériver dans un scénario défavorable, un resserrement budgétaire trop précoce présente un risque encore plus grand de faire dérailler la reprise, avec des coûts budgétaires futurs plus importants", écrivent-ils.

Ils soulignent que l'équation est difficile puisqu'il s'agit pour les gouvernements de stimuler durablement leur économie terrassée par la crise sanitaire sans que leur dette ne devienne insoutenable. Ils invitent ainsi à la dépense budgétaire tant que la pandémie n'est pas terminée tout en prenant acte de



l'incertitude entourant la capacité des pays à renouer avec des niveaux de dette supportables. Au total, les gouvernements ont dépensé près de 11.000 milliards en aides aux ménages et entreprises affectées par la paralysie économique résultant du confinement décrété pour contenir le nouveau coronavirus. Pour le moment, "nombre de gouvernements profitent de

coûts d'emprunts qui sont à des plus bas historiques" et les taux d'intérêt devraient rester à ces niveaux "pendant longtemps", notent les responsables de l'institution de Washington.

"Comme les économies devraient évoluer en deçà de leur potentiel pendant un certain temps, les pressions inflationnistes resteront modérées, tout comme la

nécessité pour les banques centrales de relever les taux d'intérêt", notent-ils.

Le Fonds table sur une stabilisation de la dette publique mondiale en 2021, exception faite des Etats-Unis et de la Chine.

Mais la prudence s'impose. "Il y a une diversité dans les niveaux de dettes et les capacités financières selon les pays", commentent-ils. A moyen terme, ils invitent les gouvernements à poursuivre "un plan budgétaire crédible".

Celui-ci pourrait reposer sur une meilleure mobilisation de leurs revenus "notamment en réduisant au maximum l'évasion fiscale" ou en instaurant une taxation plus forte du carbone.

Autre idée avancée: la réduction des dépenses en éliminant notamment les subventions aux énergies fossiles, le FMI prônant, à l'instar de nombreux acteurs en faveur de l'environnement, une reprise économique "verte".

## OMC L'OMC accélère la sélection du nouveau directeur général

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a annoncé vendredi la décision d'accélérer le processus de sélection d'un successeur au directeur général sortant Roberto Azevedo.

Le président du Conseil général David Walker, également l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, a annoncé le 20 mai qu'un délai d'un mois avait été convenu pendant lequel les membres de l'OMC peuvent soumettre leurs candidatures.

Ce délai a expiré le 8 juillet. L'organisation qui est basée à Genève a déclaré dans un communiqué de presse

que dans des circonstances normales, la deuxième phase du processus au cours de laquelle les candidats "s'introduisent aux membres" prendrait trois mois. Mais à la suite de discussions avec les membres, l'OMC est venue convenir que la deuxième phase sera raccourcie d'un mois et expirera le 7 septembre. A cette date, la troisième et dernière phase de "consultations" commencera, a ajouté l'OMC. M. Walker et les présidents de l'Organe de règlement des différends et de l'Organe d'examen des politiques commerciales consulteront ensuite avec tous les membres pour évaluer leurs

préférences et parvenir à un consensus sur le candidat idéal.

M. Walker a indiqué que la troisième phase ne durera pas plus de deux mois, ajoutant qu'il discutera avec les membres des procédures spécifiques pour la dernière phase dans les semaines à venir.

Roberto Azevedo avait annoncé le 14 mai dernier qu'il quittera ses fonctions à la fin du mois d'août, écourtant ainsi son deuxième mandat d'une année.

Huit membres ont présenté leurs candidatures au poste de directeur général de l'OMC pour succéder à M. Azevedo.

## EMIRATS - AVIATION La compagnie Emirates pourrait supprimer jusqu'à 9.000 emplois

La compagnie Emirates a réduit de 10% ses effectifs en raison de la pandémie, mais les suppressions d'emplois pourraient atteindre 15%, soit 9.000 postes, a indiqué son P-dg dans une déclaration publiée samedi.

La plus grande compagnie du Moyen-Orient, qui exploite une flotte de 270 gros-porteurs, a interrompu ses activités fin mars en raison de l'épidémie de nouveau coronavirus.

Elle a repris deux semaines plus tard une acti-

tivité réduite et prévoit de desservir 58 villes d'ici la mi-août, contre 157 avant la crise sanitaire. Son P-dg, Tim Clark, avait précédemment estimé qu'il faudrait jusqu'à quatre ans pour que les opérations reviennent à un "certain degré de normalité".

Jusqu'ici, Emirates n'a pas communiqué de chiffres sur les suppressions d'emplois dont les dernières ont eu la semaine dernière.

Avant la crise, la compagnie employait quelque 60.000 personnes, parmi les-

quelles 4.300 pilotes et près de 22.000 membres d'équipage de cabine, selon son rapport annuel.

Dans une interview à la BBC diffusée samedi, M. Clark a indiqué que sa compagnie avait déjà réduit de 10% son personnel.

"Nous devons probablement en licencier un peu plus, probablement jusqu'à 15%", a-t-il ajouté.

L'Association internationale du transport aérien (IATA) a indiqué que les pertes combinées des compa-

gnies aériennes pourraient atteindre plus de 84 milliards de dollars cette année, la plus importante de l'histoire du secteur. M. Clark a déclaré dans l'interview que sa compagnie n'était "pas aussi mal en point que les autres" et que la crise avait frappé Emirates au moment où elle "se dirigeait vers l'une des meilleures années de notre histoire".

La compagnie basée à Dubaï avait annoncé une hausse exceptionnelle de 21% de ses bénéfices annuels en mars.

## AFRIQUE DU SUD Repli de près de 50 % de la production industrielle

La production industrielle de l'Afrique du Sud a enregistré un repli de 49,4% en avril 2020 par rapport à la même période de l'année dernière, a indiqué, jeudi, un rapport du département sud-africain de la statistique. Le secteur a baissé de 44,3% en avril par rapport au mois de mars, comme il s'est contracté de 16,9% de février à avril par rapport aux trois mois précédents, a noté le document, signalant que le secteur a reculé de 5,5% durant le mois de mars. Cette

baisse importante intervient suite aux mesures de confinement strictes mises en place par le gouvernement sud-africain, durant les mois d'avril et mai, pour mitiger la propagation du coronavirus. Par conséquent, l'économie du pays a été presque complètement immobilisée.

Les secteurs qui ont été les plus affectés sont notamment l'industrie automobile (-98%), l'industrie métallurgique (-65,4%), l'industrie pétrochimique (-41,5%) et l'in-

dustrie du bois et du papier (-49,2%), a précisé le département de la statistique.

L'impact de la pandémie du coronavirus sur le secteur est plus sévère que la crise financière mondiale de 2008, a estimé le directeur des statistiques industrielles au sein de Stats-SA, Nicolai Claassen. Selon des chiffres officiels, l'économie sud-africaine devrait se contracter de 7,2% en 2020 alors que la dette atteindra 81,8% du PIB.

## PÉTROLE

## Les cours du pétrole se redressent en fin de semaine

Les prix du pétrole ont retrouvé de l'allant vendredi, portés par les espoirs d'un vaccin contre le Covid-19, un léger repli du dollar et des dégâts sur la demande plus limités qu'attendu selon l'Agence internationale de l'Énergie (AIE).

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre s'est apprécié de 89 cents, ou 2,1%, pour clôturer à 43,24 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août a gagné 93 cents, ou 2,4%, pour finir à 40,55 dollars. "Des nouvelles positives autour de vaccins et traitements contre le Covid-19 ainsi que la baisse du dollar" soutiennent les cours du brut, a estimé Edward Moya, analyste de Oanda.

Deux des candidats vaccins sont au stade le plus avancé, la phase 3, où l'efficacité est mesurée à grande échelle: le projet européen de l'Université d'Oxford, en coopération avec la société AstraZeneca, et celui, chinois, du laboratoire Sinovac, en partenariat avec l'institut de recherche brésilien Butantan. Par ailleurs, les acteurs et observateurs de marché ont accueilli vendredi les derniers chiffres de



l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dont les prévisions de chute de la demande en 2020 se sont révélées moins sévères qu'anticipé: elle est attendue à 92,1 millions de barils par jour (mb/j) cette année, soit une chute de 7,9 mb/j par rapport à 2019. Mais c'est un peu mieux que ce que l'AIE avait prévu jusqu'ici, car la baisse au deuxième trimestre a été finalement moins

sevère qu'attendu. Après avoir atteint son plus bas en neuf ans, la production mondiale de pétrole devrait de son côté repartir à la hausse dès juillet avec la reprise de la demande, a aussi anticipé l'AIE. Toutefois, "il est clair que les coupes record mises en place par l'Opep+ (les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et dix alliés, dont la Russie), combinées à la

baisse de la production aux Etats-Unis ont réduit de façon importante le surplus existant et ralentit la hausse des réserves" de brut dans le monde, souligne Robbie Fraser de Schneider Electric.

L'AIE a aussi évoqué dans son rapport la production libyenne, perturbée par les troubles politiques et sécuritaires, qui pourrait se reprendre et atteindre 900.000 barils par jour d'ici la fin de l'année. La Compagnie libyenne nationale de pétrole (NOC) a d'ailleurs annoncé vendredi la reprise de la production et des exportations de pétrole en Libye après environ six mois de blocage.

Mais elle prendra du temps pour atteindre ses niveaux d'avant le blocage (environ 1,2 million de barils par jour) "en raison des dommages importants aux réservoirs et aux infrastructures causés par le blocus illégal imposé depuis le 17 janvier", a précisé la NOC.

## L'AIE voit la production mondiale repartir à la hausse

La production mondiale de pétrole devrait repartir à la hausse dès juillet avec la reprise de la demande après avoir atteint son plus bas en neuf ans, a estimé vendredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

"Menés par l'Arabie saoudite, les producteurs mondiaux ont abaissé la production de près de 14 millions de barils par jour (mb/j) en moyenne d'avril à juin, en réponse à un effondrement sans précédent de la demande et des cours du pétrole", note l'AIE dans son rapport mensuel sur le pétrole. Cet effondrement a été causé par la pandémie de Covid-19, qui a

ralenti, voire mis quasiment à l'arrêt, certaines activités comme le transport aérien.

En juin, la production mondiale a ainsi atteint son plus bas en neuf ans, à 86,9 mb/j, selon l'AIE.

L'Arabie saoudite est en effet allée au-delà des accords volontaires de réduction de la production décidés par l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep) et ses alliés, tandis que des pays comme les Etats-Unis ou l'Irak pompaient moins également.

"A partir de juillet, cependant, la production de pétrole devrait commencer à être orientée à la hausse, les producteurs réagissant aux signes

de reprise de la demande alors que les confinements s'assouplissent", poursuit-elle. L'Agence, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique, pense en effet que l'Arabie saoudite cessera d'aller au-delà des accords avec ses partenaires, tandis que la production doit se reprendre en Amérique du Nord. L'AIE pense aussi que la production libyenne, perturbée par les troubles politiques et sécuritaires, pourrait se reprendre de 0,9 mb/j d'ici la fin de l'année.

Elle se montre toutefois prudente dans ses prévisions, soulignant que l'accélération du nombre de contamination

au nouveau coronavirus montre que "la pandémie n'est pas sous contrôle", avec des risques pour le marché.

La demande de son côté est attendue à 92,1 mb/j cette année, soit une chute de 7,9 mb/j sur 2019. C'est un peu mieux que ce que l'AIE avait prévu jusqu'ici, car la baisse au deuxième trimestre a été finalement moins sévère qu'attendu, explique-t-elle.

Pour 2021, elle attend une demande à 97,4 mb/j, soit un rebond de 5,3 mb/j.

Celui-ci est un peu moindre qu'anticipé le mois dernier, mais c'est en raison des prévisions rehaussées pour 2020.

## LIBYE

## Reprise de la production et des exportations de pétrole après des mois de blocage

La Compagnie libyenne nationale de pétrole (NOC) a annoncé vendredi la reprise de la production et des exportations de pétrole en Libye après environ six mois de blocage.

Un premier navire devait commencer à charger le brut du port pétrolier al-Sedra, dans l'est du pays, a indiqué la NOC dans un communiqué.

Mais la production prendrait du temps pour atteindre ses niveaux d'avant le blocage (environ 1,2 million de barils par jour) "en raison des dommages importants causés aux réservoirs et aux infrastructures par le blocus illégal imposé depuis le 17 janvier", a précisé la compagnie. Dans son communiqué, la compagnie pétrolière libyenne a en outre annoncé "la levée de la force majeure sur les exportations" en Libye. La "force majeure" est une mesure invoquée dans des circonstances exceptionnelles qui permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

Cité dans le communiqué, le patron de la NOC, Mustafa Sanalla, s'est félicité de la reprise de la production pétrolière.

"Nous sommes enfin très heureux de pouvoir franchir cette étape importante vers le rétablissement" de la production nationale, a-t-il dit. La Libye qui produi-

sait 1,22 million de barils par jour comptait porter sa production à 2,1 millions de barils en 2024. Mais en raison des dégâts causés par le long blocage des sites pétroliers, la production ne devrait pas dépasser les 650.000 barils/jour en 2022. La NOC avait fait état récemment de pourparlers, "supervisés par l'ONU et les Etats-

Unis" en vue de permettre la reprise de la production, dont l'arrêt a provoqué des pertes de plus de 6,5 milliards de dollars, selon la compagnie.

La répartition de la rente pétrolière est fréquemment la cause de dissensions en Libye, notamment dans l'Est du pays où elle est jugée inéquitable.

## UE - PANDÉMIE

## Charles Michel appelle les 27 à adopter un plan de relance de 750 milliards d'euros

Le président du Conseil européen, Charles Michel, a exhorté vendredi à l'action les 27 pays de l'UE qui doivent se réunir les 17 et 18 juillet pour adopter un vaste plan de relance de l'économie européenne affectée par la pandémie de coronavirus, en présentant la proposition de négociation d'un plan de relance de 750 milliards d'euros. "Il est temps d'agir, il est temps de décider", a déclaré M. Michel, qui a repris la proposition de la Commission européenne du plan de relance de 750 milliards d'euros, composé de subventions et de prêts.

Il a en revanche révisé légèrement à la baisse le projet de budget pluriannuel de l'UE (2021-2027), sur lequel ce plan s'adosse, à 1,074 milliards euros (contre

1,094 milliards dans sa proposition de février). Un geste à l'intention des quatre pays "frugaux" de l'Union - Autriche, Pays-Bas, Suède et Danemark.

Ces derniers sont très réticents à l'égard de ce plan de relance qui profitera surtout aux pays du Sud, Italie et Espagne en tête, les plus touchés par la pandémie.

Ce plan de relance a pour but de compenser en partie les conséquences de la pandémie de coronavirus qui va plonger l'économie du Vieux Continent dans une profonde récession.

Pour la première fois, la Commission européenne va emprunter à grande échelle sur les marchés financiers, créant une dette commune.

## FMI - BM

## Les réunions d'automne du FMI et de la Banque mondiale essentiellement virtuelles

Les traditionnelles réunions d'automne de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international seront essentiellement virtuelles à l'instar de ce que les deux institutions avaient déjà fait au printemps à cause de la pandémie de Covid-19.

"Alors que nous continuons à surveiller la situation du Covid-19 dans le monde et étant donné les problèmes sanitaires liés à la pandémie, les directions du FMI et du groupe Banque mondiale recommandent que les réunions annuelles 2020 FMI-Banque mondiale, qui se tiendront la semaine du 12 au 18 octobre, se fassent dans un format principalement virtuel cette année", explique un bref communiqué commun aux deux institutions de Bretton Woods. Les directions du Fonds et de la Banque soulignent toutefois qu'elles feront preuve de "souplesse sur le format de ces réunions au regard de la façon dont évolue la situation".

"Notre but est de servir nos membres de façon efficace tout en préservant la santé et la sécurité des participants aux réunions annuelles, des employés ainsi que de la communauté locale dans la région de Washington", poursuit le communiqué.

Les réunions de printemps des deux institutions s'étaient déjà tenues en format virtuel au mois d'avril alors que les Etats-Unis - après la Chine et l'Europe - étaient frappés de plein fouet par la pandémie et qu'une bonne partie du pays était confinée.

En temps normal, ces réunions attirent des dizaines de milliers de participants du monde entier, qui apportent des sommes importantes à l'économie locale.

## MALNUTRITION

## La malnutrition coûte jusqu'à 850 mds USD/an aux entreprises des pays à revenu faible

La malnutrition coûte annuellement entre 130 et 850 milliards dollars aux entreprises opérant dans les pays à revenu faible et intermédiaire, selon un rapport de l'Institut de recherche britannique.

Au-delà de son coût important pour les finances publiques, la mauvaise alimentation a également un coût économique énorme pour les entreprises de toutes tailles opérant dans les pays les plus touchés. Dans son rapport publié récemment, l'Institut de recherche politique britannique Chatham House révèle que les compagnies actives dans les pays à revenu faible et intermédiaire perdent entre 130 et 850 milliards dollars par an de productivité en raison du fléau. Cette perte de productivité peut se traduire notamment par une diminution de la performance des travailleurs dans l'exécution des tâches physiques, le retard dans la réalisation des tâches ou encore les absences plus fréquentes aux postes liés aux problèmes de santé.

Baptisée "The Business Case for Investment in Nutrition?" l'étude examine l'impact d'une mauvaise nutrition sur 13 secteurs économiques (agriculture, distribution, éducation, santé, mines notamment) dans 19 pays répartis en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique centrale.

Selon le document, l'insuffisance pondérale et l'obésité chez les adultes comptent parmi les aspects les plus coûteux de la malnutrition avec jusqu'à 65 milliards dollars de pertes de productivité pour les entreprises. Si cette évaluation est importante, l'organisation estime qu'elle est sans doute plus élevée dans la réalité, en raison de la non-prise en compte des coûts indirects liés au paiement de l'assurance aux employés malades, des salaires versés au personnel de remplacement ou des congés maladie payés. "Les entreprises ont un rôle significatif à jouer. En dehors des pertes de productivité, la mauvaise alimentation peut affecter la réputation des compagnies qui ont une forte empreinte dans les pays en développement, mais ne font rien pour lutter contre la malnutrition. La pandémie de coronavirus peut encore aggraver les coûts parce que l'insécurité économique va de pair avec l'insécurité alimentaire, a indiqué Laura Wellesley, chargée de recherche à Chatham House.

## TOURISME

## Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj : reprise des prestations aujourd'hui

Le Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj (Alger) reprendra, à partir de dimanche prochain, ses prestations en faveur du public, après son affectation, depuis mars dernier, à la mise en quarantaine des ressortissants algériens rapatriés, a-t-on appris auprès du Président directeur général (P-dg) du Complexe, Saïd Bekhti.

L'établissement qui avait été rouvert, à titre d'essai, en juin 2019 après des travaux de réaménagement et d'extension suivant les normes internationales, avait commencé à accueillir les clients en janvier 2020, a indiqué à l'APS M. Bekhti.

Il a précisé, que le Centre n'accueillera, au début de sa mise en service, que 50% de sa capacité d'hébergement globale, et ce, en respect des mesures préventives décrétées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus.

Il a mis en avant, à ce propos, le respect scrupuleux de toutes les mesures de prévention et d'hygiène, à savoir la désinfection quotidienne des espaces, la distanciation sociale et le port obligatoire des masques pour les clients.

Le Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj est le seul du genre à l'échelle nationale offrant des cures thermales pour les malades souffrant d'affections articulaires et de rhumatisme, a rappelé M. Bekhti qui explique que l'eau de mer, riche en oligo-éléments et en minéraux (sodium, calcium, potassium et chlore), soulage les douleurs articulaires. Evoquant les mesures prises pour proposer "des prix concurrentiels", le directeur du Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj a rappelé les conventions signées, en janvier dernier, notamment avec les Caisses de sécurité sociale et les comités de participation et des œuvres sociales de plusieurs secteurs pour élargir l'accès aux cures thermales.

Ces conventions visent à renforcer la couverture sanitaire et sociale au profit des clients en leur offrant la possibilité d'accéder aux prestations proposées par le Centre et les stations thermales à des prix raisonnables, a-t-il précisé. Par ailleurs et s'agissant des travaux d'aménagement réalisés au niveau du complexe, M. Bekhti a affirmé que cet établissement thermal et touristique a bénéficié, depuis 2016, d'une grande opération de réaménagement et de renforcement de sa capacité d'accueil avec la construction d'un nouvel hôtel de 33 chambres, en plus de l'ancien qui compte 122 chambres.

Pour M. Bekhti ces structures et projets contribueront grandement à la promotion de la destination Algérie, en ce sens qu'ils permettront d'attirer des touristes locaux et étrangers qui préfèrent ce genre d'activités touristiques et thérapeutiques.

Le complexe dispose de deux hôtels comptant plusieurs pavillons, dont un sauna, une salle de massage, des jacuzzis, deux piscines, un bain et une salle de bien-être et de remise en forme, selon le même responsable.

Concernant l'opération d'extension, M. Bekhti a indiqué que le nouveau hôtel qui a renforcé les capacités du complexe, est "une structure de remise en forme et de bien-être, à l'instar de l'ancien hôtel qui est consacré à la thalassothérapie".

Soulignant que dans l'objectif d'améliorer le niveau des prestations, des cycles de formation en été dispensés aux travailleurs et employés du complexe dans différentes spécialités, M. Bekhti a insisté sur l'importance de former des médecins en thalassothérapie, des masseurs et des spécialistes dans le domaine de la maintenance des équipements afin de rattraper les lacunes enregistrées dans les ressources humaines.

Le complexe de thalassothérapie a été doté, selon son premier responsable, "de nouveaux équipements modernes répondant aux normes internationales appliquées dans cette spécialité de remise en forme", ajoutant que cet espace thérapeutique et touristique constitue également "un espace de repos et de bien-être dans un environnement propre et calme, au regard des espaces verts qu'il dispose, de la plage qui l'entoure, des piscines et du matériels modernes de sport".

M. Bekhti a rappelé que le service de la thérapie avec le bain en eau de mer, compte des bassins de kinésithérapie et de remise en forme, des piscines pour la natation et le bien-être, des bassins pour le massage et des bains chauds à vapeur et aux algues marines.

Evoquant les causes de l'arrêt dernièrement de ses prestations, M. Bekhti a affirmé qu'en raison "des conditions sanitaires qui a connu l'Algérie à l'instar des autres pays du monde à cause de la propagation du nouveau coronavirus, le complexe a été réservé au confinement sanitaire des ressortissants algériens venus de l'étranger", relevant la prise en charge trois (3) groupes, le premier est composé de 160 personnes, le deuxième groupe de 200 personnes et le troisième de 207 citoyens.

Le P-dg du complexe a affirmé que cette mesure préventive a été accomplie de bonnes conditions, et tous les moyens matériels et humains nécessaires pour le bon déroulement de l'opération de confinement, ont été mobi-

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

## 5 morts et 347 blessés en 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 347 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le pays, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile (PC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger, avec le décès d'une personne et 17 autres blessés, soignées sur place, puis évacuées vers les structures sanitaires locales, a précisé la même source.

Concernant les activités de lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la protection civile ont effectué durant les dernières 48 heures, 221 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas (178 communes), portant sur la pandémie, rappelant aux citoyens la nécessité du respect du confinement ainsi que les règles de la distanciation physique.

Les unités de la PC ont effectué 205 opérations de désinfections générales à travers 48 wilayas (127 communes ont été ciblées), a relevé la même source, ajoutant que ces opérations ont touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, où la PC a mobilisé pour les deux opérations 520 agents, tous



grades confondus, 93 ambulances, 63 engins ainsi que la mise en place des dispositifs de surveillance dans un site d'hébergement destiné au confinement à travers la wilaya d'Alger.

Dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis, récoltes et broussailles, les unités de la protection civile ont procédé à l'extinction de 77 incendies touchant différentes espèces végétales ( 20 incendies de

forêts, 16 maquis, 32 broussailles et 09 incendies de récoltes) ayant causé des pertes estimées à 153 ha de forêts, 106 ha de maquis, 215 ha de broussailles 08 ha de blés, 05 ha d'orges et 2.420 bottes de foin, 1954 arbres fruitiers et 107 palmiers.

L'intervention rapide des secours de la PC a permis de circonscrire ces incendies et d'éviter leurs propagation vers d'autres récoltes, et sauvé un important patrimoine de végétations estimées à des centaines

d'hectares.

Les secours de la PC sont intervenus également dans la wilaya de Skikda, pour le repêchage d'un adolescent âgé de 15 ans décédé par noyade, dans un barrage (Boussiaba), au lieu-dit la Laghdira, dans la commune d'El Ouedja Boulboute. Ils sont aussi intervenus dans la wilaya d'Ain Témouchent pour l'évacuation de deux enfants (filles) âgées de 07 et 10 ans décédées intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe bain à l'intérieur de leurs domicile, sis la cité Karrita, dans la commune de Bouzedjar.

Par ailleurs, les unités de la protection civile ont enregistré 6.724 interventions diverses pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuation sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité, en sus d'opérations de sensibilisation et de désinfection relatives au Covid-19.

## TÉBESSA - DROGUES

## Saisie de 224 000 comprimés et 1300 flacons de médicaments classés psychotropes

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) d'Ain Zeroug relevant de la sûreté de wilaya de Tébessa ont saisi 224.000 comprimés et 1.300 flacons de substances classées hallucinogènes, a-t-on appris vendredi, auprès des services de ce corps constitué.

L'affaire a débuté par l'ouverture d'une enquête sur la possession, la vente, l'achat et le stockage illicites de médicaments classés comme substances hallucinogènes par des professionnels de la santé dans le cadre d'un groupe criminel organisé, a précisé la même source relevant que les investigations se sont soldées par la saisie de 224.000 comprimés et 1.300 flacons de médicaments psychotropes.

Selon la même source, l'affaire a démarré suite à l'arrestation de deux personnes âgées de 30 et 31 ans avec en leur possession 24 ordonnances médicales contenant des médicaments classés comme substances psychotropes

portant la griffe de médecins généralistes et spécialistes exerçant dans un établissement public hospitalier d'une commune de la wilaya de Tébessa. Ces ordonnances médicales ne portaient pas de cachet de cet établissement, a-t-on noté.

Les médecins généralistes et spécialistes entendus par les enquêteurs de la même brigade dans le cadre de cette affaire, ont affirmé qu'ils n'ont pas prescrit ces ordonnances médicales et les patients dont les noms figurent sur ces mêmes ordonnances ont souligné qu'ils n'ont reçu aucun traitement médical dans cet même établissement, a-t-on encore détaillé.

Après extension de la compétence des enquêteurs, et en coordination avec la Direction locale de la santé et de la population, il a été procédé à la saisie, depuis la pharmacie de l'hôpital, de pas moins de 9.400 boîtes représentant 120 médicaments de différents noms commerciaux, classés comme subs-

tances hallucinogènes et totalisant 224.000 comprimés et 1.300 flacons, a-t-on encore détaillé. Après la finalisation des procédures nécessaires, les sept (7) personnes impliquées dans l'affaire dont cinq (5) sont pensionnaires d'un établissement pénitentiaire pour leur implication dans une affaire similaire antérieure et deux autres travaillant dans l'établissement hospitalier cité dans l'enquête ont été présentées devant les instances judiciaires pour "présentation d'ordonnances médicales fictives contenant des médicaments catégorisés substances psychotropes", "possession, offre, achat et vente de médicaments de la classe psychotropes, usurpation d'identité, abus de confiance, abus d'influence, et non déclaration auprès de la sécurité sociale".

Les deux mis en cause, employés à l'établissement hospitalier ont été placés sous contrôle judiciaire, a conclu la même source.

## ORAN

## Plus de 17 000 infractions aux mesures de confinement sanitaire enregistrées en quatre mois

Les services de police de la wilaya d'Oran ont enregistré, du 28 mars au 7 juillet courant, quelque 17.000 infractions aux mesures de confinement sanitaire prises pour lutter contre le Covid-19, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité. Durant cette période, quelque 17.375 procédures judiciaires ont été ouvertes à l'encontre de personnes ayant transgressé les mesures de confinement et de prévention contre la propagation de la

pandémie, tandis que 28.735 autres individus ont fait l'objet de contrôles, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, 5.836 personnes ont été interpellées pour le non-port de bavettes. Le bilan fait également état de la mise en fourrière de 3.164 véhicules et 1.022 motocycles. Leurs propriétaires avaient bravé l'interdiction de circuler durant la période de confinement. Par ailleurs, durant ces quatre mois, 5.602 commerces ont été contrôlés

quant au respect des mesures de prévention et de protection contre le coronavirus.

Ces opérations ont permis de prononcer 4.085 avertissements et 1.017 propositions de fermeture de locaux ont été formulées pour cause d'exercice des activités en dépit de leurs interdictions et du manque d'hygiène, précise-t-on de même source.

Les éléments des services de police ont également rédigé des PV contre

469 chauffeurs de taxis et 118 autres de bus pour non respect de ces consignes de prévention. Enfin, 103 conducteurs ont été interpellés pour défaut du permis de conduire. Durant cette période, quelque 759 opérations d'information et de sensibilisation sur les dangers de la pandémie ont été organisées au profit des taxis et 266 autres en direction des conducteurs de bus, précise-t-on de même source.



## ANIMAUX - CRIME - ENVIRONNEMENT

**Le trafic d'espèces sauvages favorise les nouvelles maladies infectieuses (ONU)**

La criminalité liée aux espèces sauvages et l'exploitation non durable de la nature augmentent le risque de transmission de maladies telles que le nouveau coronavirus, causées par des agents pathogènes se propageant de l'animal à l'homme, selon un rapport d'une agence onusienne publié vendredi.

"Sans l'interférence humaine par la déforestation, la capture, l'abattage, le trafic et la consommation d'animaux sauvages, l'évolution et la transmission du coronavirus auraient été hautement improbables", écrit l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans son rapport annuel sur la criminalité.

"Environ 75% des nouvelles maladies infectieuses qui ont affecté l'homme au cours des trois dernières décennies proviennent des animaux. Quand ils sont braconnés à grande échelle et commercialisés de manière clandestine, hors de tout contrôle sanitaire, le potentiel de transmission est accru", observe l'ONUDC.

Les pangolins, identifiés comme possibles vecteurs du coronavirus, sont les mammifères sauvages les plus souvent braconnés, précise le rapport: les saisies de leurs écailles ont



été multipliées par dix entre 2014 et 2018.

La pandémie actuelle pourrait mener à un accroissement des trafics, prévient l'ONUDC: les produits issus de la faune et de la flore peuvent être présentés comme des "remèdes" au coronavirus, notamment la bile d'ours utilisée dans la

médecine chinoise traditionnelle.

Le rapport note par ailleurs que le commerce illégal de l'ivoire africain et de la corne de rhinocéros est "en déclin", tandis que la demande de bois exotique a "considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies".

L'ONUDC base ses conclusions sur 180.000 saisies dans près de 150 pays montrant que plus de 6.000 espèces différentes de mammifères, reptiles, coraux, poissons et oiseaux ont été saisies entre 1999 et 2019.

Aucune espèce n'est responsable de plus de 5% des saisies et aucun pays n'a été identifié comme étant la source de plus de 9% du nombre total des saisies selon l'agence onusienne, les réseaux criminels ayant diversifié les ressources qu'ils exploitent.

"Pour mieux reconstruire après la crise du coronavirus, nous ne pouvons pas nous permettre d'ignorer la criminalité liée aux espèces sauvages", a déclaré la directrice générale de l'Office des Nations Unies à Vienne Ghada Waly, dans un communiqué.

Elle appelle les gouvernements à renforcer leur législation et à améliorer la coopération internationale.

## BRÉSIL

**Déforestation record de l'Amazonie au premier semestre**

La déforestation de l'Amazonie a atteint un record avec une accélération de 25% au cours du premier semestre par rapport à la même période de 2019, a annoncé vendredi l'Institut National des recherches spatiales (INPE). La déforestation a touché 3.069 km<sup>2</sup>, le chiffre le plus élevé depuis la compilation de ces données, selon l'INPE.

Le mois de juin, qui marque le début de la saison sèche et des incendies, a lui aussi

atteint un record avec 1.034 km<sup>2</sup> déboisés, soit une hausse de près de 11%.

Le Brésil est la cible de critiques constantes de la part de nombreux pays et des défenseurs de l'environnement pour la déforestation et les incendies à grande échelle qui ravagent chaque année, lors de la saison sèche, la plus grande forêt tropicale du monde. Le vice-président du Brésil, Hamilton Mourao, a révélé jeudi

que les représentants de fonds d'investissement internationaux avaient conditionné leur participation à des projets de protection de l'environnement à des "résultats" dans le combat contre la déforestation. "Ce n'est pas vrai qu'on détruit la forêt pour produire des aliments", a affirmé le vice-président de Jair Bolsonaro qui coordonne le Conseil national de l'Amazonie.

## RUSSIE

**Les incendies de forêts se poursuivent en Sibérie avec des températures record**

Les incendies de forêts se poursuivent en Sibérie, où les températures estivales atteignent des records, mais ils ont diminué durant la semaine écoulée, ont annoncé samedi les services russes chargés des forêts qui les combattent en ensemençant des nuages et en utilisant des explosifs.

La Sibérie connaît depuis janvier des températures anormalement élevées par endroits ce qui, combiné à un faible taux d'humidité du sol, a contribué à de nouveaux feux après ceux qui avaient dévasté la région l'été dernier, a noté cette semaine le service européen Copernicus sur le changement climatique.

Depuis mi-juin, le nombre

comme l'intensité des incendies ont augmenté dans l'extrême Nord-Est de la Sibérie et dans une moindre mesure en Alaska, selon Copernicus, provoquant l'émission de 59 mégatonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, un record pour ce mois depuis le début des mesures en 2003.

Le Service aérien de protection des forêts russes a indiqué qu'il luttait samedi contre 136 incendies sur 43.000 hectares, en utilisant des explosifs pour contenir les flammes et en tentant de déclencher la pluie avec l'ensemencement des nuages.

La plupart des foyers sont toutefois considérés comme trop éloignés et trop coûteux à traiter, avec actuellement

333.000 hectares en feu au total dans des zones où les efforts des pompiers ont été interrompus, précise-t-il.

Ce chiffre s'inscrit toutefois en nette baisse par rapport à celui rapporté voilà une semaine par le service qui était de plus de deux millions d'hectares. Depuis la mi-juin, les régions situées dans le Grand Nord et au-delà du cercle arctique ont enregistré des records de température sans précédent. Les anti-cyclones sont bien plus fréquents et difficiles à prévoir, provoquant une hausse des températures et de l'ensoleillement, avait expliqué fin juin aux journalistes à Moscou Roman Vilfand, chef de l'agence météoro-

logique russe. "C'est le principal problème et l'une des conséquences du changement climatique", avait-il estimé.

Des images satellites présentées samedi montrent que les principaux incendies sévissent toujours en Yakoutie (Sibérie orientale) qui borde l'océan Arctique. La région a déclaré l'état d'urgence le 2 juillet en raison des incendies.

Le service de contrôle des forêts de Greenpeace en Russie, qui se fonde sur des données recueillies par satellite, a déclaré samedi que 9,26 millions d'hectares au total, soit davantage que la superficie du Portugal, avaient été touchés par des incendies depuis le début de l'année.

## BIRMANIE

**Inquiétudes après l'autorisation d'élever tigres et pangolins**

L'autorisation récente en Birmanie de l'élevage à des fins commerciales de tigres, pangolins et autres animaux d'espèces en danger suscite l'inquiétude des défenseurs de l'environnement.

Le ministre chargé des Forêts a assuré que la nouvelle liste avait été dressée "dans le plein respect de la loi" et après consultation des associations de défense de l'environnement, scientifiques et experts de terrain". L'élevage pour leur viande ou leur peau est dorénavant autorisé pour les

tigres, dont le nombre en Birmanie n'est estimé qu'à 22, pangolins, éléphants et différentes espèces de vautours ainsi que les dauphins de l'Irrawaddy et les crocodiles siamois, deux espèces en voie de disparition.

Les défenseurs de l'environnement font valoir que l'élevage commercial légitime à long terme l'utilisation d'espèces en danger et nourrit la demande du marché. "Les échanges commerciaux sont connus de longue date pour augmenter le commerce

illégal d'animaux sauvages en créant un marché parallèle et en favorisant la demande pour tous les produits issus d'animaux sauvages", ont averti le Fonds mondial pour la nature (WWF) et Fauna & Flora International (FFI) dans un communiqué conjoint, relayé par des médias. Des experts redoutent également le manque de moyens du pays pour réglementer ce commerce et le risque de voir des maladies animales contaminer les humains, y compris une éventuelle "nouvelle maladie Covid-19".

## CANADA - GÉNÉTIQUE

**La Cour suprême valide une loi contre la discrimination génétique**

La Cour suprême du Canada a validé vendredi la constitutionnalité d'une loi criminalisant le fait de contraindre quelqu'un à se soumettre à un test génétique ou à en révéler les résultats.

Dans un jugement partagé à cinq juges contre quatre, la plus haute instance du pays a infirmé une décision de la Cour d'appel du Québec, laquelle estimait que les provinces, plutôt que le Parlement fédéral, avaient compétence pour édicter ces règles en matière de droit criminel.

La Coalition canadienne pour l'équité génétique, qui regroupe 15 organismes, avait formé un pourvoi contre cette décision.

Cette loi entrée en vigueur en 2017 interdit la discrimination en encadrant les tests génétiques. Elle interdit notamment d'exiger d'une personne qu'elle subisse et divulgue les résultats d'un test génétique comme condition d'accès à des biens, des services ou à des contrats. Par exemple, les compagnies d'assurance ne peuvent obliger personne à subir un tel test pour obtenir une assurance-vie. De plus, recueillir, utiliser ou communiquer les résultats d'un test génétique de quelqu'un sans sa permission est passible d'une amende pouvant s'élever à un million de dollars (650.000 euros) et/ou de jusqu'à cinq ans de prison. Le Parlement avait adopté cette loi contre l'avis du gouvernement Trudeau, qui estimait que le texte excédait la compétence du Parlement et était "susceptible de rompre l'équilibre constitutionnel entre pouvoirs fédéraux et provinciaux".

"Les interdictions prévues par la Loi protègent l'autonomie, la vie privée, l'égalité et la santé publique, et représentent donc un exercice valide de la compétence du Parlement en matière criminelle", ont souligné la majorité des juges.

## EUROPE - MIGRANTS

**Plus de 500 migrants ont accosté à Lampedusa depuis jeudi, selon l'OIM**

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé vendredi que plus de 500 migrants ont débarqué sur l'île italienne de Lampedusa en deux jours, à la faveur d'un temps calme en Méditerranée.

"Les arrivées sont en hausse par rapport à l'an dernier, mais restent basses par rapport à celles d'il y a deux ans, et à plus forte raison celles d'il y a trois ou quatre ans", a affirmé Flavio Di Giacomo, porte-parole de l'OIM.

Neuf bateaux ont accosté jeudi en provenance de Tunisie, avec 116 passagers à bord.

Sept bateaux partis du même pays et deux plus grandes embarcations en provenance de Libye leur ont succédé vendredi, amenant 434 migrants sur le continent européen.

Parmi les arrivants, quelque 362 migrants sont originaires du Bangladesh, selon les chiffres de l'OIM.

Si les dernières 48h ont vu un afflux inhabituel de petits bateaux tunisiens, et qu'il est rare de voir débarquer à cette période de l'année une embarcation de 260 passagers en provenance de Libye, M. Di Giacomo ne voit aucun signe annonciateur d'une hausse prononcée des arrivées en Italie.

"Il y a toujours eu des arrivées depuis la Tunisie..."

parfois elles sont nombreuses, parfois moindres, et la présence de Bangladais sur des bateaux partis de Libye n'est pas une nouveauté", a-t-il commenté. Quelque 8.000 personnes sont arrivées par la mer en Italie depuis le début de l'année, davantage qu'en 2019 (3.000) à la même période de l'année, mais bien moins que l'année d'avant (17.000 en 2018).

Par rapport aux étés précédents, la principale différence pour les candidats à la traversée est qu'il n'y a "pas assez de patrouilles en mer", selon M. Di Giacomo. En conséquence, "ceux qui partent courent un grand risque".

## SANTÉ - ALGÉRIE

COVID19 - TIPASA

## Les médecins retraités appelés à prêter main forte dans la prise en charge des malades

La direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de Tipasa a lancé un appel, jeudi, aux médecins et paramédicaux retraités, en vue de se porter volontaires pour prêter main forte à leurs collègues, dans la prise en charge des malades atteints par le nouveau coronavirus.

Cet appel a été lancé, via une publication mise en ligne sur la page facebook officielle de la direction de la santé de la wilaya, en direction de l'ensemble des médecins privés, à la retraite, au même titre que tous les professionnels retraités de la santé, des secteurs public et privé, notamment les réanimateurs, cardiologues, infectiologues, radiologues et spécialistes en maladies respiratoires et infectieuses, et médecine préventive, est-il précisé.

La même invitation a été, également, lancée aux infirmiers retraités du secteur, ayant exercé au niveau des hôpitaux, en vue de "prêter main forte à leurs collègues en exercice dans les établissements de santé de Tipasa, et les aider à prendre en charge les malades atteints de la Covid-19 et dont le nombre est en hausse, ces derniers temps", est-il déploré. Selon les derniers chiffres annoncés, hier, par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, la wilaya de Tipasa compte 580 cas de Covid-19, dont 19 nouveaux cas confirmés, hier mercredi. D'où cet appel lancé en direction des professionnels retraités du secteur de la santé (public et privé) "pour contribuer à l'effort national de lutte contre cette pandémie, en se rapprochant des services locaux de la santé pour porter leurs noms sur la liste des bénévoles", est-il indiqué de même source. La direction de la santé de Tipasa a, également, mis en ligne, sur la même page facebook, des vidéos mettant en scène des médecins en charge de différents services de prise en charge des malades du Covid-19, appelant les citoyens à l'impératif du respect des mesures préventives contre le virus.

Parmi eux le Dr Dali Youcef Fatima Zohra, médecin principale au service des urgences médicales de l'Établissement public hospitalier (EPH) "Abdelkader Tighzrai" de Tipasa, hôpital de référence pour la prise en charge des cas positifs, qui a appelé à la "vigilance" et à l'"impératif du respect des mesures barrières". "Il ne faut pas sous estimer le virus. Les cas d'infection sont en constante hausse", a-t-elle déploré. Son confrère Dr Terad Mounir, réanimateur et chef du service Réanimation au niveau du même EPH, a, quant à lui, mis l'accent sur "l'impact de ce virus mortel sur les personnes âgées et les malades chroniques". "Les staffs médicaux ont atteint leur limites, et font face à une pression intolérable", a affirmé pour sa part, le responsable du service Covid-19 de l'hôpital de Koléa, Dr Belemou Mohamed, assurant que son service est "à son comble, ce qui peut constituer un risque pour la santé des autres", a-t-il regretté.

## COVID-19 À ORAN

## Malgré la hausse du nombre des contaminés, les gestes barrières ne sont pas respectés

L'insouciance d'une partie de la population et le non-respect des gestes barrières par une partie de la population sont parmi les causes à l'origine de la hausse inquiétante du nombre de nouveaux cas de Covid-19, ces derniers jours, dans la wilaya d'Oran, estiment les spécialistes.

Devant cette situation alarmante, les professionnels de la santé publique ont tiré la sonnette d'alarme quant à l'importance de respecter les mesures de prévention pour endiguer la progression de la pandémie et d'éviter les lieux à haute fréquentation de la population. Le chef de service de prévention à la direction de santé de la wilaya, Dr. Yousef Boukharri a souligné que le port du masque, l'hygiène des mains et le respect de la distanciation sociale sont des gestes très importants dans la lutte contre le virus, ajoutant qu'il faudrait également éviter les occasions familiales (décès, mariages, circoncisions, anniversaires) afin de stopper la propagation du Covid-19. La wilaya d'Oran enregistre, depuis quelques jours, une hausse du nombre de cas de Covid-19. Elle figure parmi les villes du pays les plus touchées par la pandémie, avec plus de 1.500 cas positifs enregistrés depuis le début de la crise sanitaire, rappelle-t-on.

Toutefois, cette recrudescence des cas de Covid-19 à Oran n'a pas poussé une partie de

## 470 nouveaux cas, 251 guérisons et 8 décès durant les dernières 24h

Quatre-cent-soixante-dix (470) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 251 guérisons et 8 décès ont été enregistrés les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 18712, soit 42 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 1004, alors que le nombre des patients guéris est passé à 13375, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

En outre, 13 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures, alors que 15 autres ont enregistré entre 1 et 5 cas et 20 autres ont notifié plus de 6 cas chacune. Lire aussi: Covid19: 434 nouveaux cas, 487 guérisons et 8 décès en Algérie durant les dernières 24h

Par ailleurs, 59 patients sont actuellement en soins



intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le même responsable a souligné que "la situation épidémiologique actuelle exige de

tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique", rappelant "l'obligation du respect du confinement

et du port des masques". Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celle souffrant de maladies chroniques.

## CORONAVIRUS - PRÉVENTION

## Instructions fermes aux gestionnaires des hôpitaux d'Alger pour le renforcement du dispositif

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a donné vendredi des instructions fermes à l'ensemble des gestionnaires des hôpitaux publics de la wilaya d'Alger concernés par la prise en charge des cas affectés par le coronavirus (Covid19).

La réunion avec ces gestionnaires vise à "redynamiser le dispositif mis en place et anticiper sur les capacités de prise en charge des cas de Covid-19", a-t-il indiqué lors de cette réunion à laquelle ont pris part les gestionnaires des Centres hospitaliers universitaires Mustapha Bacha, Beni-Messous, Bab-El-Oued, Hussein Dey et Douéra, et les directeurs d'établissements publics hospitaliers de Zéralda, Birtraria, Kouba, Ain Taya, Rouiba, El-Harrach et Bologhine, ainsi que les directeurs des Établissements hospitaliers spécialisés d'El Kettar, du CPMC (Centre Pierre et

Marie-Curie), de Ben Aknoun et de Salim Zemirli. Parmi les principales directives qui ont été données aux gestionnaires, figurent notamment le renforcement du dispositif sur le terrain afin d'augmenter les capacités de prise en charge et anticiper sur la saturation des services dédiés au Covid-19, l'augmentation des capacités des lits d'hospitalisation et des lits de réanimation au niveau des structures en les renforçant en équipements et personnels et l'ouverture éventuelle d'autres services et d'autres établissements dans ce cadre.

Il s'agit aussi de renforcer les équipes médicales et paramédicales qui, selon le ministre, "sont souvent épuisées".

Le ministre a exhorté également les gestionnaires des hôpitaux publics de la wilaya d'Alger à l'effet de mobiliser l'ensemble du personnel médical et paramédical, toutes spécialités confondues, pour renforcer les équipes de praticiens au

niveau des services dédiés à la prise en charge des malades du Covid 19, en associant les praticiens volontaires du secteur para-public et libéral, ainsi que les professionnels de santé retraités qui se proposent pour intégrer le dispositif de lutte. Il a appelé, en outre, à "veiller à l'application des instructions concernant le soutien psychologique du personnel et l'organisation de rotations continues de repos des effectifs pour éviter l'épuisement du personnel soignant". M. Benbouzid a souligné aussi la nécessité de solliciter éventuellement le secteur privé pour le renforcement en lits d'hospitalisation, équipements et personnels, tout en veillant à la continuité de l'activité des services essentiels et la prise en charge des citoyens pour les autres pathologies. Le ministre a, enfin, rendu un hommage appuyé aux différentes équipes de la santé qui "ne ménagent aucun effort sur le terrain".

la population locale à respecter les mesures de prévention et les gestes barrières.

Le constat sur le terrain est des plus déplorables, a-t-on constaté. Les 82 nouveaux cas, enregistrés le 3 juillet dernier à Oran et annoncés par le porte-parole du comité scientifique de suivi du Covid-19, ont fait que la capitale de l'Ouest occupait, ce jour-là, la première place pour ce qui est du nombre de personnes contaminées. Cette triste nouvelle n'a pas empêché beaucoup d'oranais à sortir le lendemain, samedi, sans la moindre protection, a-t-on constaté.

## Un acte de civisme

Les femmes plus que les hommes, les personnes âgées plus que les jeunes sont plus strictes à respecter ces règles de prévention.

Farid, un commerçant d'électroménager à la cité Ibn Rochd (ex-HLM), masque sanitaire coïncé sur le menton, admet que le masque est une obligation.

"Toutefois en cette période de canicule, je ne peux pas le porter tout le temps.

Par contre, je veille au respect des autres mesures comme l'hygiène des mains et la distanciation physique avec mes clients", reconnaît-il. Pointant le doigt sur une affiche, apposée à l'entrée de son magasin, sur laquelle il est recommandé que "le port du masque est obligatoire", Farid souligne à l'APS qu'il exigeait à tous ses clients de res-

pecter cette règle avant d'accéder au magasin. "C'est impératif", s'est-il exclamé.

Amel est une fonctionnaire dans une entreprise privée. Rencontre au centre-ville, en compagnie de ses deux enfants, tous les trois portent des masques. Cette mère affirme qu'elle ne sort plus sans masque depuis plus de 3 mois. "Je respecte aussi bien le port du masque que l'hygiène des mains et la distanciation physique. C'est devenu presque des réflexes naturels pour moi", a-t-elle dit. "Dans le rue, à l'intérieur des magasins ou même dans l'administration où je travaille, je porte le masque. Je tiens toujours à le faire rappeler à mes collègues ou mes interlocuteurs. Je ne veux pas prendre de risques. J'ai une famille à protéger et je dois faire attention", a-t-elle ajouté, estimant qu'"adopter ces gestes quotidiennement est un acte de civisme avéré et un signe indéniable du respect d'autrui".

## L'insouciance des jeunes

M'khaïssia, une femme d'un certain âge, attend sagement son tour pour accéder à une boucherie. Elle porte un masque et veille scrupuleusement au respect de la règle de la distanciation physique. "Ces gestes barrières sont des bouées de sauvetage pour sortir de cette crise sanitaire sans précédent", affirme-t-elle, tout en soulignant la nécessité de les respecter et les faire respecter. "Rien n'em-

pêche les jeunes de se saluer en respectant une distance d'un mètre et demi, de porter un masque jusqu'au retour à la maison et de laver les mains fréquemment. Aucune excuse n'explique ce rejet", s'est-elle exclamée. "Ces gestes simples, beaucoup de nos jeunes ne les appliquent malheureusement pas souvent. Ce sont leurs parents et grands-parents qui risquent d'en payer les conséquences", a encore souligné M'khaïssia.

Les jeunes incriminés pour ces "faillies" ont un autre point de vue à avancer pour expliquer leur insouciance et leur non respect des gestes barrières largement constatés dans plusieurs cités d'Oran.

"Le virus touche beaucoup plus les personnes âgées et les malades chroniques. Nous les jeunes, sommes plus ou moins immunisés", expliquent plusieurs jeunes, interrogés par l'APS. Des scènes de groupes de jeunes s'adonnant à d'interminables parties de dominos ou de cartes ou encore s'échangeant des vidéos et des applications mobiles sans aucun moyen de protection ni respect de distanciation physique sont devenues normales et quasi-quotidiennes au sein des cités d'habitants et quartiers populaires. Si sur les réseaux sociaux ces comportements sont condamnés, dans le monde "réel", la situation est toute autre.

# P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## BILAN DANS LE MONDE Au moins 560.425 morts

Au moins 560.425 personnes sont mortes du nouveau coronavirus dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi par des médias sur la base de sources officielles hier.

Plus de 12.522.050 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 6.688.300 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 134.097 décès pour 3.184.722 cas.

Au moins 983.185 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 70.398 morts pour 1.800.827 cas, le Royaume-Uni avec 44.650 morts (288.133 cas),



L'Italie avec 34.938 morts (242.639 cas), et le Mexique avec 34.191 morts (289.174 cas).

La Chine (sans les terri-

toires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 83.587 cas (2 nouveaux entre vendredi et samedi),

dont 4.634 décès et 78.623 guérisons. L'Europe totalisait samedi à 11h00 GMT 201.976 décès pour 2.812.444 cas, les Etats-Unis et le Canada 142.890 décès (3.291.743 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 140.829 décès (3.257.244 cas), l'Asie 42.104 décès (1.693.529 cas), le Moyen-Orient 19.744 décès (896.302 cas), l'Afrique 12.746 décès (559.664 cas), et l'Océanie 136 décès (11.126 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## BRÉSIL Le cap des 70.000 morts du coronavirus franchi

Le Brésil a franchi le cap des 70.000 morts du coronavirus après avoir enregistré vendredi 1.214 décès supplémentaires au cours des dernières 24 heures, a annoncé le ministère de la Santé.

Le plus grand pays d'Amérique latine déplore au total 70.398 morts du Covid-19 et plus d'1,8 million de contaminations avec 45.048 nouveaux cas en une seule journée, selon ces données qui sont considérées largement sous-estimées par la communauté scientifique. Ces chiffres n'augurent pas d'une inflexion rapide de la courbe de la pandémie dans le pays de 212 millions d'habitants, qui enregistre le plus de cas de contaminations et de décès au monde derrière les Etats-Unis. L'Etat de Sao Paulo (sud-est) est de loin le plus touché avec 17.442 décès (pour près de 360.000 cas confirmés), devant celui de Rio de Janeiro (sud-est également), qui déplore 11.280 décès pour près de 130.000 contaminations. Ceci n'a pas empêché ces deux Etats de mettre en oeuvre récemment un retour progressif à la normale, avec la réouverture des cafés, bars, restaurants et magasins.

Le président Jair Bolsonaro, 65 ans, a lui-même a été rattrapé par le virus. Depuis l'annonce de sa contamination mardi, il assure se sentir "très bien" grâce à la prise d'hydroxychloroquine, dont les effets bénéfiques sont pourtant loin d'avoir été prouvés de manière incontestable.

## FRANCE Le cap des 30.000 morts dépassé

La France a franchi vendredi le cap des 30.000 décès dus au Covid-19, avec 25 nouveaux décès signalés en 24 heures dans les hôpitaux, a annoncé la Direction générale de la Santé (DGS).

Cette annonce intervient alors que l'agence sanitaire Santé publique France a relevé une "nouvelle tendance à l'augmentation de la circulation du virus SARS-CoV-2" en France métropolitaine et que les autorités ont appelé vendredi à "la vigilance" face au risque d'une deuxième vague de l'épidémie.

La baisse du nombre de malades atteints d'une forme grave en réanimation se poursuit, passant sous la barre des 500, à 496 (-16 en 24 heures), précise la DGS dans un communiqué.

Au total, 7.062 personnes sont hospitalisées pour une infection au Covid-19, avec 136 nouvelles admissions enregistrées en 24 heures.

Quatre régions accueillent 70% des patients hospitalisés en réanimation: l'Ile-de-France (qui inclut Paris), le Grand-Est, les Hauts-de-France (nord) et la Guyane (territoire français en Amérique du Sud).

## EUROPE - VIRUS - VACCINS Feu vert du Parlement européen à la mise au point plus rapide de vaccins contre le coronavirus

Les députés au Parlement européen ont approuvé vendredi un nouveau règlement qui permettra de développer plus rapidement des vaccins et des traitements contre le nouveau coronavirus sur le continent, a indiqué l'institution.

Ce règlement qui permet une dérogation temporaire à certaines règles pour les essais cliniques a été adopté par 505 voix pour, 67 contre et 109 abstentions, suite à un débat mené en procédure d'urgence la semaine dernière, a-t-il indiqué dans un communiqué de presse. La Commission européenne avait proposé le mois dernier une stratégie en matière de vaccins, en demandant une dérogation temporaire et strictement liée à la crise du COVID-19 à certaines règles pour les essais cliniques de vaccins ou de traitements qui contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Comme les exigences nationales pour évaluer les risques environnementaux des essais cliniques sur les médicaments contenant des OGM varient considérablement d'un Etat membre à l'autre, une dérogation à ces règles était nécessaire pour éviter un retard important dans le développement de ces vaccins et traitements pouvant sauver des vies, a déclaré le communiqué.

APS

## SELON L'OMS Le nombre de cas de COVID-19 a doublé au cours des six dernières semaines

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré vendredi, lors d'un point de presse virtuel organisé depuis Genève que les cas de COVID-19 "ont plus que doublé" au cours des six dernières semaines.

Selon un nouveau bilan publié le même jour par l'agence onusienne, plus de la moitié des cas de COVID-19 dans le monde ont été recensés dans les Amériques (plus de 6,2 mil-

lions). En outre, plus de 551.000 décès dus au COVID-19 ont été signalés dans le monde. "Nous avons besoin de leadership, de participation communautaire et de solidarité collective."

Seule une action agressive combinée à l'unité nationale et à la solidarité mondiale peut renverser cette pandémie", a indiqué le chef de l'OMS.

"De nombreux exemples dans le monde entier ont montré que même

si l'épidémie est très intense, elle peut toujours être maîtrisée", a-t-il souligné.

Par contre, le directeur général de l'OMS a reconnu qu'"il y a encore beaucoup de travail à faire".

"Un fort accent sur l'engagement communautaire et les bases du test, du traçage, de l'isolement et du traitement de tous ceux qui sont malades est la clé pour briser les chaînes de transmission et supprimer le virus", a-t-il martelé.

## L'OMS estime "encore possible de ramener la situation sous contrôle"

L'Organisation mondiale de la santé a assuré vendredi qu'il était encore possible de ramener l'épidémie de Covid-19 sous contrôle, même si le nombre de cas a "plus que doublé" ces six dernières semaines. "Il existe de nombreux exemples dans le monde entier qui ont montré que même si l'épidémie est très intense, elle peut encore être ramenée sous contrôle", a déclaré au médias le directeur général de l'OMS, Tedros

Adhanom Ghebreyesus, en citant les cas de l'Espagne, de l'Italie et de la Corée du Sud.

"Seule une action agressive combinée à une unité nationale et une solidarité mondiale peuvent renverser la trajectoire de la pandémie", a-t-il averti.

Le chef de l'OMS a de nouveau insisté sur l'importance de dépister, de tracer les cas et d'isoler les malades "pour briser les chaînes de transmission".

La pandémie du nouveau coronavirus a fait plus de 555.000 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles. Plus de 12 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués, dont au moins 6,5 millions sont aujourd'hui considérés comme guéris. Mais alors que le déconfinement se poursuit dans de

nombreux pays, les craintes d'une nouvelle vague s'amplifient. En cas de réapparition de cas, il faut "agir vite", a insisté Maria Van Kerkhove, une responsable de l'OMS en charge du dossier Covid-19.

Michael Ryan, un autre responsable de l'OMS, a également appelé les autorités "à venir à bout rapidement des foyers d'infection" afin d'éviter le confinement de pays entiers.

## ETATS-UNIS 63.643 contaminations supplémentaires enregistrées

Les Etats-Unis ont recensé 63.643 cas de coronavirus supplémentaires sur les dernières 24 heures, révèlent les données vendredi soir à 20h30 locales de l'université Johns Hopkins, qui fait référence.

La veille, le pays avait enregistré un nouveau record du nombre d'infections au Covid-19 avec plus de 65.500 cas supplémentaires en une journée.

Depuis le début de la pandémie, plus de 3,18 millions de cas de coronavirus ont été détectés sur le territoire américain mais le nombre de personnes ayant contracté la maladie est probablement bien supérieur, en raison des difficultés d'accès aux tests qui existaient dans le pays en mars et avril. Quelque 774 personnes sont

mortes du Covid-19 aux Etats-Unis lors des dernières 24 heures, et l'épidémie a fait 133.969 victimes au total dans le pays, qui est de loin le plus endeuillé au monde.

Les experts craignent que la courbe des décès ne suive rapidement la même trajectoire que celle des nouvelles infections.

Ces derniers jours, le Texas et la Floride ont rapporté chacun leur nombre record de décès depuis le début de la pandémie.

Le plus haut expert en maladies infectieuses du gouvernement américain, Anthony Fauci, tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs jours dans des interviews.

Certaines parties du pays, comme

New York, "ont pris le contrôle des choses", a-t-il affirmé jeudi au site FiveThirtyEight.

"Mais en tant que pays, quand nous nous comparons à d'autres pays, je ne crois pas qu'on puisse dire que nous nous en sortons bien."

Ce n'est tout simplement pas le cas", a-t-il martelé.

Donald Trump, qui continue à minimiser la flambée des nouveaux cas de Covid-19 dans le pays, s'est rendu vendredi à Miami, en Floride, l'un des gros foyers actuels de l'épidémie de Covid-19, mais le coronavirus n'était pas à l'ordre du jour de ses déplacements, centrés notamment sur le commandement militaire pour l'Amérique du Sud.

# DIABÈTE

## QUELS SONT LES SIGNES QUI DOIVENT ALERTER ?

3.7 millions de Français souffrent de diabète. Quels sont les signaux d'alerte à ne pas ignorer ? On fait le point.

### DIABÈTE : DE QUOI PARLE-T-ON EXACTEMENT ?

Le diabète est une maladie chronique et, plus précisément, "un trouble de l'assimilation, de l'utilisation et du stockage des sucres apportés par l'alimentation" selon la Fédération Française des Diabétiques.

Très concrètement, lorsqu'une personne non-diabétique consomme des glucides (c'est le sucre qu'on ajoute dans le café, mais aussi les pâtes, la sauce tomate industrielle, le croissant du matin...), ils sont transformés en glucose lors de la digestion. Le glucose est alors stocké dans les cellules grâce à une hormone : l'insuline, puis le glucose est libéré dans le sang (par exemple : en cas d'effort physique) par une autre hormone : le glucagon.

Problème : chez une personne diabétique, le système insuline/glucagon ne fonctionne pas, ce qui se traduit par un taux de glucose dans le sang trop élevé quasi en permanence : on parle d'hyperglycémie chronique.

Il existe deux types de diabète :

Le diabète de type 1 est le plus rare. Cette maladie auto-immune se caractérise par une impossibilité pour le glucose d'être stocké dans les cellules.

Le diabète de type 2 représente 90 % des cas. Il s'agit d'un défaut de fonctionnement de l'insuline, qui est insuffisamment efficace par rapport à la quantité de glucose qui circule dans le sang.

À savoir. D'après l'OMS, le nombre

de diabétiques de type 2 dans le monde est passé de 108 millions à 422 millions entre 1980 et 2014. En France, 3,7 millions de personnes souffrent de diabète, type 1 et type 2 confondus.

### DIABÈTE : QUELS SONT LES SYMPTÔMES QUI DOIVENT ALERTER ?

**Le diabète de type 1**

Le diabète de type 1 apparaît généralement durant l'enfance. Les symptômes de cette hyperglycémie chronique auto-immune sont facilement reconnaissables :

Une augmentation du besoin d'uriner. L'enfant a besoin de "faire pipi" fréquemment, de jour comme de nuit, et présente des urines abondantes (on parle de polyurie).

Une augmentation de la soif. L'enfant a constamment soif et la bouche sèche (polydipsie).

Une perte de poids. L'enfant maigrit sans raison, malgré un appétit normal voire important.

Une fatigue importante. L'enfant dort beaucoup, se plaint d'être fatigué.

Une vision trouble. L'enfant se plaint de "voir flou", surtout en fin de journée. Si le diabète n'est pas pris en charge, des symptômes plus prononcés apparaissent : des nausées et des vomissements (surtout après les repas), une perte d'appétit, une somnolence durant la journée, des troubles de la vue (enfant voit flou, voit des taches noires...) ou encore des urines avec une odeur "piquante".

**Le diabète de type 2**



Le diabète de type 2 apparaît généralement chez les personnes âgées de plus de 40 ans. Il est à noter qu'il existe un facteur familial : ainsi, si l'un de vos deux parents est diabétique de type 2, votre risque d'être malade est de 40 %. Si vos deux parents sont atteints, ce risque grimpe à 70 %. Les symptômes du diabète de type 2 sont les suivants :

### Une augmentation du besoin d'uriner (polyurie),

Une augmentation de la soif (polydipsie).

Une perte de poids sans raison (malgré un fort appétit),

Une fatigue anormale, Des démanégeons au niveau des organes génitaux,

Une cicatrisation anormalement lente en cas de plaie, de brûlure...

Des problèmes de vue (vision trouble),

Des infections plus fréquentes (grippe, cystite...).

### JE SUIS (PEUT-ÊTRE) DIABÉTIQUE : QUE FAIRE ?

À savoir. L'Assurance Maladie propose un test pour connaître vos risques d'être diabétique. Première étape : prendre rendez-vous chez votre médecin traitant ou

chez un médecin généraliste. Celui-ci prescrira un dosage de la glycémie : si le résultat de la prise de sang est supérieur à 1,26 g/L (ou 7 mmol/L) à jeun et à deux reprises, le diagnostic de diabète sera posé.

Le médecin généraliste (ou diabétologue) pourra alors prescrire des examens complémentaires afin de déterminer le type de diabète et le traitement nécessaire : un bilan sanguin, un bilan lipidique (cholestérolémie), un bilan de la fonction rénale, un bilan urinaire à la recherche d'une atteinte rénale, un électrocardiogramme ou encore une consultation ophtalmologique.

## QUE PEUT-ON MANGER AU PETIT-DÉJEUNER ?

Cette maladie chronique (qui se définit comme "un trouble de l'assimilation, de l'utilisation et du stockage des sucres apportés par l'alimentation" selon la Fédération Française des Diabétiques) entraîne une hyperglycémie chronique, c'est-à-dire un taux de sucre dans le sang qui est constamment trop élevé.

Il existe deux formes de diabète : le diabète de type 1 est une maladie auto-immune et apparaît généralement durant l'enfance ; le diabète de type 2 (qui représente 90 % des cas) survient plutôt autour de 40 ans.

Lorsque le diabète n'est pas pris en charge ou que le traitement est mal suivi, des symptômes graves peuvent apparaître : troubles de la vision (rétinopathie diabétique), troubles rénaux (néphropathies), risque cardiovasculaire accru (accident vasculaire cérébral, infarctus du myocarde...), problèmes dentaires...

JE SUIS DIABÉTIQUE : QU'AI-JE LE DROIT DE MANGER AU PETIT-DÉJEUNER ?

On le sait : une fois la maladie diagnostiquée, il est important de limiter drastiquement notre consommation de sucre quotidienne. Ainsi, les aliments sucrés ne doivent pas représenter plus de 10 % de l'apport énergétique journalier - soit 50 grammes de sucre maximum par jour !

C'est une recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui devrait être suivie par tous, affirme Mélanie Mercier, diététicienne-nutritionniste. Toutefois, chez une personne diabétique, c'est une règle à suivre absolument car une situation d'hyperglycémie peut favoriser le développement de complications graves - au niveau des yeux, des reins, du cœur...

Quels sont les aliments à éviter au petit-déjeuner ? "On essaye au maximum d'éviter les produits industriels très sucrés, recommande Mélanie Mercier. Il ne s'agit toutofais

pas de les bannir : on peut les consommer de façon occasionnelle, le dimanche matin par exemple !

La pâte à tartiner industrielle : "on peut préparer soi-même une pâte à tartiner pauvre en sucre !",

La confiture : "1 cuillère à soupe de confiture (sauf non industrielle), c'est déjà 20 g de sucre",

La brioches : "idem pour la baguette et tous les pains blancs qui sont très sucrés",

Les céréales vendues dans le commerce : "mieux vaut privilégier les oléagineux ou les flocons d'avoine",

Le jus de fruit : "même fait maison ou 100 % pur jus, il fait monter la glycémie",

5 IDÉES DE PETIT-DÉJEUNERS SAINS POUR LES DIABÉTIQUES

Quel est le menu ? "Un petit-déjeuner sain pour une personne diabétique se compose d'1 boisson chaude + 1 source de fibres + 1 matière grasse + 1 produit laitier + 1 fruit" dé-

veloppe la spécialiste. Quelques exemples : 1 thé vert sans sucre + 1 tranche de pain complet + 10 g de beurre + 1 yaourt sans sucre + 2 clémentines,

1 café sans sucre + 1 bol de fromage blanc + 1 belle poignée de flocons d'avoine + quelques noisettes + 1 pomme,

1 thé noir avec du lait + 1 tranche de pain aux céréales + 1 c.à.c. d'huile d'olive + 1 fromage blanc à la compote sans sucre,

1 bol de lait chaud avec du cacao sans sucre + 1 barre de céréales maison + quelques dattes séchées,

1 café au lait sans sucre + 2 biscottes + 1 c. à s. de purée d'amandes + 1 morceau de fromage + 1 grappe de raisin.

Le conseil de la diététicienne : "pensez aussi au petit-déjeuner continental : 1 café + 1 tranche de saumon fumé + 1 œuf + 1 tranche de pain complet + 1 œuf à la coque, c'est également un petit-déjeuner sain, bien qu'un peu inhabituel !"

## De la vitamine A pour améliorer la vision des diabétiques

Pour améliorer la vision des personnes souffrant de diabète de type 2 et prévenir la rétinopathie diabétique, des chercheurs américains recommandent un supplément en vitamine A. La rétinopathie diabétique est une complication grave du diabète de type 2 : elle survient lorsque l'excès de sucre dans le sang (hyperglycémie chronique) conduit à la rupture puis à l'éclatement des petits vaisseaux sanguins (capillaires) de la rétine. La rétinopathie diabétique atteint environ 50 % des malades et représente la principale cause de cécité après l'âge de 55 ans. Des chercheurs de la University of Oklahoma (aux États-Unis) viennent tout-à-recent découvrir un moyen de prévenir les troubles de la vision qui constituent les premiers signes de la rétinopathie diabétique. Dans leurs travaux (publiés dans la revue spécialisée The American Journal of Pathology), les scientifiques affirment qu'un supplément en vitamine A permettrait de préserver la vision des personnes atteintes de diabète.

Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs américains ont travaillé avec deux groupes de patients : le premier groupe (composé de souris diabétiques) a reçu une injection de rétinaldéhyde. Une des 3 formes de la vitamine A. Le second groupe (également composé de souris diabétiques) a reçu un placebo. Le deuxième groupe (de souris non-malades) était un "groupe-contrôle".

LA VITAMINE A, ESSENTIEL AU BON FONCTIONNEMENT DES YEUX  
Verdict ? Les souris du premier groupe (ayant reçu une supplémentation en vitamine A) avaient une vision plus performante que les souris du groupe 2. "Notre hypothèse est que le diabète entraîne des perturbations dans le métabolisme de la vitamine A, ce qui favorise les troubles de la vision annonciateurs de la rétinopathie diabétique" expliquent les chercheurs. Si des études complémentaires sont évidemment nécessaires pour confirmer ces résultats, ces travaux soulignent l'importance de la vitamine A dans l'alimentation. Les meilleures sources de vitamine A sont : le foie de bœuf, la patate douce, les épinards, les carottes, la mangue, le potiron, le persil, l'abricot et le melon. Sans oublier l'huile de foie de morue : 1 c. à s. (15 ml) de cet aliment peu appétissant apporte 15 000 unités internationales (UI) de vitamine A, tandis que l'apport quotidien recommandé est d'environ 2400 UI pour les femmes !

# CORONAVIRUS ET DIABÈTE UNE ÉTUDE IDENTIFIE LE PROFIL DES DIABÉTIQUES À RISQUE

Les diabétiques de type 2, âgés de plus de 75 ans et souffrant de complications liées à leur maladie risquent davantage de souffrir de forme sévère de Covid-19, selon une étude publiée vendredi.

Le coronavirus est plus agressif chez individus "fragiles", à savoir : personnes souffrant de maladies chroniques, personnes en situation d'immuno-dépression, personnes de plus de 65 ans. On sait depuis le début de l'épidémie Covid-19 que le diabète est l'un des facteurs aggravants. Mais ce qu'on ne savait pas, c'est que tous les diabétiques ne sont pas tous autant à risque de développer des formes sévères. Une étude publiée ce 29 mai dans la revue médicale Diabetologia apporte des précisions.

### Les diabétiques âgés avec complications plus à risque

Cette étude, relayée par l'AFP, a passé en revue les caractéristiques de 1 317 diabétiques ayant souffert d'une forme grave de Covid et admis à l'hôpital en France entre le 10 et le 21 mars. Objectif : établir une photographie plus précise du patient diabétique à risque. Résultats ? Les diabétiques les plus à risque face au SARS-CoV-2 sont ceux qui sont âgés, souffrent de diabète de type 2, forme la plus fréquente de la maladie, avec complications (cardiaques, rénales, rétinienne) et qui sont en surpoids. A l'inverse, l'étude révèle qu'il y a très peu de patients diabétiques de type 1 parmi les formes sévères de Covid (seulement 3% des cas).

Quant aux facteurs de risques de décès, il s'agit en premier lieu l'âge : les diabétiques de plus de 75 ans ont 14 fois plus de risque de décéder après sept jours d'hospitalisation que ceux qui ont moins de 55 ans. Ceux qui souffrent de complications liées au diabète (atteintes de la rétine, des reins, atteintes cardiovasculaires) ont également plus de chance de mourir de la Covid-19.

Le principal enseignement de l'étude est qu'il faudrait "personnaliser les messages de prévention vis à vis des diabétiques à l'heure du confinement", en ciblant ceux âgés et souffrant de complications, commente à l'AFP, l'endocrinologue Bertrand Cariou qui a co-dirigé ce travail.

### 1/3 des patients décédés du Covid-19 sont diabétiques

Selon le dernier bulletin épidémiologique Covid-19 de Santé publique France (7 mai), les patients admis en réanimation pour Covid-19 ont dans 80% des cas des comorbidités. Et parmi les décès, 84% présentent au moins une comorbidité : le plus fréquemment rapportées sont à cette date l'hypertension artérielle (72%), une pathologie cardiaque (51%), le diabète (31%), un surpoids ou une obésité (27%),



dont une obésité morbide pour 7% des cas, et une pathologie pulmonaire (23%). "Le diabète est l'une des situations à risque d'infection sévère à COVID-19", explique le Pr Ronan Rouchel, diabétologue à l'hôpital Bichat. "Selon les premières études chinoises, il multiplierait par 2 à 4 le risque de décès lié à cette infection et les patients sont nombreux à s'interroger sur leur risque personnel".

### Diabète et coronavirus : les signes d'aggravation

Le coronavirus Covid-19 se caractérise par des symptômes variés qui apparaissent environ 14 jours après la contamination par une fièvre (ou une sensation de fièvre), des maux de gorge et d'autres symptômes non spécifiques (perte d'odorat, diarrées, maux de tête...) et difficultés respiratoires (toux, essoufflement).

La Fédération Française des Diabétiques (FFD) rappelle depuis le début de l'épidémie que les personnes souffrant de diabète (type 1 ou type 2) sont plus sensibles au coronavirus Covid-19 : "L'élevation permanente de la glycémie peut altérer le système immunitaire et vous rendre plus vulnérable aux maladies infectieuses et à leurs complications". En outre, "les infections peuvent également déclencher vos glycémies et/ou aggraver certaines complications du diabète déjà présentes".

Diabète mal équilibré = évolution vers des formes graves de Covid-19. La Haute autorité de santé (HAS), en lien avec la FFD, publie ce 7 mai des recommandations pour les personnes diabétiques. Elle incite les patients dont la maladie n'est pas équilibrée ou qui présente-

raient des complications, à suivre les recommandations visant à se protéger vis-à-vis du virus (gestes barrière, distance physique, port du masque). Et d'être vigilant en cas de signe physique de déstabilisation du diabète : augmentation des urines, soif, perte de poids.

Elle incite également à appeler son médecin (ou le SAMU) face à des symptômes d'aggravation : fièvre, toux, fatigue, perte de goût et d'odorat, diarrhée, douleurs thoraciques, etc.

### Je suis diabétique : comment me protéger contre le coronavirus ?

La Fédération Française des Diabétiques (FFD) rappelle les "gestes-barrière" recommandés par les autorités sanitaires : ne pas serrer la main, ne pas faire la bise, se laver les mains régulièrement (à l'eau et au savon, ou avec du gel hydroalcoolique), tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir, porter un masque.

Un conseil plus spécifique à destination des diabétiques : "en cas de fièvre, surveillez bien vos glycémies, la fièvre (peu importante la cause) est un facteur de déstabilisation du diabète".

### Poursuivre son traitement, surveiller sa glycémie

Pour les patients dont la glycémie est équilibrée et sans complication, la HAS rappelle dans un document d'information à destination des diabétiques (publié le 7 mai) qu'il est primordial de poursuivre son traitement et leur implication dans leur propre prise en charge. "La priorité de chaque patient est de maintenir l'équilibre de sa glycémie (taux de sucre dans le sang) en période d'épidémie comme en dehors, en suivant son traitement de manière régulière et en ne relâ-

chant pas le contrôle de cette glycémie. Il faut également ne pas relâcher le contrôle de la cétonurie pour ceux qui sont traités par insuline et surtout ne jamais interrompre son traitement par injection d'insuline lente par pompe à insuline", recommande la HAS.

Maintenir un lien avec les professionnels de santé. "Faire le point avec ses médecins (médecins traitants ou spécialistes) permettra de maintenir ou reporter les différentes consultations ou soins nécessaires suivant leur degré d'urgence", rappelle la Haute autorité de Santé dans un avis du 7 mai. Il est à noter que des consultations sont possibles en présentiel ou à distance. Des centres d'urgence spécialisés sont accessibles, en particulier pour les plaies des pieds pour lesquels un retard de soins peut conduire à de graves complications. De façon générale, le patient ne doit pas hésiter à demander l'aide de professionnels (médecin ou infirmier habituel, pharmacien, psychologue, etc.) ou des associations, pour être soutenu en cas de difficultés, notamment d'ordre psychologique ou pratique (par exemple pour l'utilisation des bandelettes, la disponibilité des médicaments et produits)".

### Les conseils hygiéno-diabétiques

Être diabétique, c'est aussi respecter des règles hygiéno-diabétiques. Celles-ci doivent être poursuivies en cette période épidémique. Comme en période normale, il est donc conseillé - dans la mesure du possible - de : Garder une alimentation équilibrée ; ajuster sa consommation de glucides, limiter les graisses saturées et l'alcool. Maintenir son poids et conserver une activité physique.

## NIGERIA

## Le directeur de l'agence anti-corruption suspendu pour "corruption"

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a suspendu le directeur de la principale agence nationale anti-corruption après des accusations de "détournements de fonds", a annoncé vendredi le cabinet du Procureur général.

Ibrahim Magu, directeur de la Commission des crimes économiques et financiers (EFCC), est interrogé depuis lundi par un "comité spécial d'enquête" pour s'expliquer sur des accusations de détournements de biens saisis et d'insubordination", mais les autorités refusent de dire que cet ancien proche du président a été formellement arrêté.

Sa suspension "permettra à la commission d'enquête de poursuivre son travail selon les lois en vigueur", a expliqué le cabinet du Procureur et Ministre de la Justice nigérian, Abubakar Malami dans un communiqué.

Il est également indiqué qu'il serait remplacé par Mohammed Umar à la tête de la EFCC, "en attendant les conclusions de l'enquête en cours".

Ibrahim Magu était l'un des piliers de la présidence de Muhammadu Buhari, qui avait fait de la lutte contre la corruption, ce "cancer" de la nation, l'un de ses principaux objectifs de gouvernance.

## TCHAD

## Procès de onze personnes, dont des officiers, pour trafic de drogue

Le procès de onze personnes, dont quatre hauts responsables de l'armée et des services de renseignement tchadiens, jugés pour leur participation à un trafic de drogue a repris vendredi, a indiqué le parquet de N'Djamena.

"Le procès s'est ouvert ce vendredi. Les personnes accusées sont présentement à l'audience", a déclaré le premier substitut du procureur de la République, Gérard Nedeou.

En janvier, 246 cartons de Tramadol - un puissant antidouleur également utilisé comme drogue dans plusieurs pays - avaient été découverts dans un véhicule et plusieurs personnes arrêtées, selon une source judiciaire citée par l'AFP.

La valeur du chargement était évaluée à environ 12,3 milliards de francs CFA (18,8 millions d'euros), selon cette source.

Il s'agit d'une affaire sensible, puisque trois officiers de l'armée tchadienne - un général et deux colonels - ainsi qu'un responsable de l'Agence nationale de Sécurité (ANS, services de renseignement) figurent parmi les accusés.

Le général de l'armée tchadienne, Tougout Abassolo, est accusé notamment de "trafic de drogue" et de "blanchiment d'argent". Les deux colonels et le responsable de l'ANS sont accusés d'"association et tentative de trafic de drogue", selon le parquet.

Des chefs d'accusation passibles jusqu'à 10 ans d'emprisonnement, selon la loi tchadienne. Une première audience s'était ouverte fin juin, mais le procès avait ensuite été ajourné, car "le président du tribunal était malade", a indiqué le ministre de la Justice, Djimet Arabi. "Le procès s'est ouvert vendredi et va se poursuivre", a-t-il précisé.

APS

## LIBYE

## Près d'un demi-million de dollars d'aide d'urgence pour la lutte contre le Covid-19

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé l'octroi d'une subvention de 480.000 dollars à la Libye pour l'achat d'équipements de protection individuelle (EPI), pour le traitement des infections au nouveau coronavirus, a indiqué l'institution financière sur son site web.

La subvention de la Banque au titre du Fonds spécial de secours (FSS) contribuera au plan national d'intervention de la Libye face au Covid-19, fait savoir la même source.

Elle permettra de privilégier la prévention et le contrôle des infections, et de protéger les communautés, en particulier les personnes les plus vulnérables, notamment les agents de santé, poursuit la BAD.

"Cette subvention est la première accordée depuis 2014 à la Libye dans le cadre du FSS.

Elle a été approuvée à la suite d'une demande du gouvernement libyen et valide le travail de coordination entre les ministères des Finances et de la Santé du pays", détaille le communiqué.

L'aide de la Banque portera sur la fourniture d'EPI destinés à être utilisés dans les unités de soins intensifs et dans le traitement des patients infectés.

Les EPI, qui restent à acquérir, seront distribués dans les hôpitaux du pays assignés au traitement des



patients infectés par le Covid-19.

Cette opération complètera les activités humanitaires actuellement menées par les agences des Nations unies et les organisations internationales pour limiter les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur la population libyenne.

En conséquence, les mesures d'assistance de la Banque seront mises en place par les bureaux de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) en Libye. "Bien que le nombre d'infections signalées en Libye reste gérable (156 cas confirmés et 5 décès au 1er juin 2020), les services de santé du pays manquent de personnel, de médicaments et de matériel médical", fait observer la BAD. La pandémie de Covid-19 survient à un moment difficile pour l'économie libyenne, gravement touchée par une forte baisse de la production pétrolière, doublée d'une chute des cours

du brut sur les marchés internationaux. L'aide apportée par la BAD vise à garantir que les secours et l'assistance nécessaires soient apportés à la population libyenne.

Les interventions demeurent axées sur la prévention des infections chez les médecins, les infirmières et les agents de santé qui se trouvent en première ligne face à la pandémie et sont indispensables au succès des opérations de prévention et de contrôle menées.

## TROUBLES À BAMAKO

## Keïta annonce l'ouverture d'une enquête après la mort d'un manifestant

Le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a annoncé l'ouverture d'une enquête après la manifestation de vendredi à Bamako qui a dégénéré faisant un mort et 20 blessés, tout en affirmant sa volonté de poursuivre le dialogue et "d'apaiser la situation", ont rapporté les médias.

Le chef de l'Etat a annoncé l'ouverture d'une "enquête" pour établir "le bilan et les circonstances exactes des pertes humaines et matérielles", dans un message diffusé dans la nuit.

Il a avancé qu'il entendait "assurer la sécurité des biens, des citoyens et des Institutions", et ce "sans faiblesse aucune", tout en affirmant sa "volonté de poursuivre le dialogue" et "d'apaiser la situation".

La capitale malienne affichait samedi les stigmates de violences au lendemain d'émeutes considérées comme les plus graves depuis des années, avec des barricades calcinées et des rues jonchées de pierres, lors d'une nouvelle manifestation contre le président Keïta qui a dégénéré, avec un bilan d'au moins un mort et 20 blessés et des attaques d'édifices publics, dont l'Assemblée nationale et le siège de la TV nationale.

"Nous avons enregistré 20 blessés (et) un mort à la morgue", a déclaré le Dr Yamadou Diallo, en service aux urgences de l'hôpital Gabriel-Touré, dans la capitale.

Le décès a été confirmé par un responsable de la Primature.

Mais le chef de l'Etat a lui-même signifié que le bilan humain et matériel des événements restait à établir.

Les tensions sont brutalement montées pour ce troisième grand rassemblement organisé en deux mois dans la capitale malienne.

A l'origine de cette mobilisation : la coalition du Mouvement du 5 juin, formée de chefs religieux, d'hommes politiques et de la société civile.

Deux des principaux chefs de file de la contestation, Issa Kaou Djim et Clément Dembélé, ont été interpellés, a rapporté le mouvement, dont certains leaders ont explicitement donné le signal de la "désobéissance civile" vendredi après-midi après le rassemblement de milliers de personnes, place de l'Indépendance, dans le centre de Bamako.

Les manifestants contestent la "dégradation sécuritaire et l'incapacité à y faire face après des années de violence, le marasme économique, la défaillance des services de l'Etat, ou encore le discrédit répandu d'institutions suspectes de corruption".

Lors de la manifestation de vendredi, des foules d'hommes ont attaqué l'Assemblée nationale, saccageant et pillant les bureaux.

Il s'en sont pris aussi au siège de la télévision nationale, autre symbole du pouvoir, qui a interrompu ses programmes.

La télévision nationale a depuis recommencé à émettre.

Des dizaines d'hommes des forces de sécurité se trouvaient dans sa cour samedi matin. L'Assemblée a également été évacuée de tout manifestant dans la matinée. Occupés jusque tard dans

la nuit, deux des trois ponts reliant les deux parties de la capitale par dessus le fleuve Niger, axes cruciaux de circulation, ont été libérés.

Le président Keïta a tenté mercredi soir un nouveau geste d'apaisement, ouvrant la voie à un réexamen de l'inversion par la Cour constitutionnelle des résultats d'une trentaine de résultats des législatives de mars-avril, considérée comme déclencheur de l'actuelle crise politique.

Il a laissé entendre qu'une Cour nouvellement formée pourrait revenir sur cette décision, qui aurait profité selon les médias à une dizaine de membres de sa majorité, à commencer par celui qui allait ensuite être élu à la présidence du Parlement.

Le Mouvement du 5 juin réclame la dissolution du Parlement, la formation d'un gouvernement de transition dont il désignerait le Premier ministre, ainsi que le remplacement des neuf membres de la Cour constitutionnelle, accusée de "collusion avec le pouvoir".

Selon les médias, la coalition, dont la principale figure est l'imam Mahmoud Dicko, réputé très influent, mène cette fronde contre le président soutenu par la communauté internationale dans sa lutte antiterroriste depuis sa première élection en 2013.

Cette contestation fait craindre aux partenaires du Mali un renforcement de la déstabilisation d'un pays déjà confronté depuis 2012 à des attaques terroristes, auxquelles se mêlent depuis cinq ans des violences intercommunautaires.

## LIBAN "La situation devient rapidement incontrôlable" (ONU)

La situation au Liban, en proie à la pire crise économique de son histoire, "devient rapidement hors de contrôle", a alerté vendredi la Haut Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, Michelle Bachelet.

Certains des Libanais les plus vulnérables "risquent de mourir de faim en raison de cette crise", a déclaré Michelle Bachelet dans un communiqué, ajoutant: "nous devons agir immédiatement avant qu'il ne soit trop tard".

Mme Bachelet a lancé un appel au gouvernement et aux partis politiques libanais pour qu'ils mettent en oeuvre des "réformes urgentes" et répondent "aux besoins essentiels de la population tels que la nourriture, l'électricité, la santé et l'éducation".

"La crise économique, couplée à l'épidémie de Covid-19, a touché toute la société. Beaucoup ont perdu leur travail, ont vu leur épargne disparaître sous leurs yeux, et ont perdu leurs maisons", a-t-elle déploré. "Et comme souvent dans ce genre de situation, ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui souffrent le plus", a-t-elle souligné. Le petit pays du Proche-Orient vit la pire crise économique de son



histoire, aggravée par la pandémie mondiale de Covid-19 et un contexte politique délicat.

Ces derniers mois, des dizaines de milliers de Libanais ont été licenciés ou ont subi des coupes salariales.

La monnaie nationale libanaise est en chute libre, de même que le pouvoir d'achat. Et les épargnants

n'ont pas libre accès à leur argent, les banques ayant imposé des restrictions draconiennes sur les retraits et les transferts à l'étranger à cause de la pénurie du dollar. Les dirigeants libanais eux-mêmes sont accusés de "profiter d'un système gangrené par le clientélisme et la corruption".

Parmi les plus fragiles se trouvent quelque 1,7 million

de réfugiés, en majorité syriens, et 250.000 travailleurs immigrés, qui ont perdu leur emploi et se retrouvent sans abri, a rappelé Mme Bachelet.

"Il est important en cette période difficile de réévaluer la façon dont nous traitons les migrants", a-t-elle déclaré, appelant à la protection de tous "quelle que soit leur origine ou leur statut".

## USA

### Biden dévoile un gigantesque plan de relance économique

En promettant 700 milliards de dollars pour relancer l'économie américaine, Joe Biden a présenté jeudi un ambitieux plan de relance de la production américaine après la crise du coronavirus, qui défie le programme économique de Donald Trump, son adversaire à la présidentielle du 3 novembre.

L'ex-vice président américain, en tête dans les sondages nationaux, a voulu marquer un grand coup pour relancer sa campagne bouleversée depuis plus de trois mois par l'épidémie dans un secteur, l'économie, où il est à la traîne face au milliardaire républicain.

Son plan, baptisé "Reconstruire mieux" (Build Back Better), est "audacieux, pratique et concentré sur la

construction d'une économie du futur" qui sera "faite en Amérique, entièrement en Amérique", a-t-il affirmé après la visite d'une usine à Dunmore, petite ville de Pennsylvanie d'où est originaire son père.

Cet Etat clé du nord-est fait partie de la "Ceinture de la rouille", ces régions frappées par la désindustrialisation et le chômage qui s'étaient offertes à Donald Trump en 2016.

Ce programme prévoit de retrouver les emplois effacés par la crise du Covid-19 qui a décimé l'économie américaine comptant fin juin 18 millions de chômeurs, et de créer plus de cinq millions d'emplois supplémentaires grâce à des investissements publics massifs sur quatre ans.

400 milliards de dollars seront ainsi

alloués "pour acheter des produits et du matériel dont notre pays a besoin pour moderniser les infrastructures, reconstituer nos stocks et améliorer notre sécurité", a-t-il dit.

300 autres milliards iront à la Recherche et au développement (R&D), ainsi que dans les innovations technologiques comme les énergies renouvelables et les véhicules électriques.

"Les Chinois dépensent des milliards de dollars pour tenter de s'approprier la technologie du futur, nous restons là les bras croisés", a-t-il affirmé. L'argent du gouvernement "sera utilisé pour acheter des produits américains et soutenir les emplois américains", a assuré Joe Biden, devant une assistance clairsemée, distanciation physique oblige.

## ETATS UNIS

### Un revers à Trump sur ses déclarations d'impôt

La Cour suprême des Etats-Unis a infligé jeudi un revers au président Donald Trump, en jugeant qu'un procureur new-yorkais était en droit de réclamer les archives comptables du président américain, y compris ses déclarations d'impôt, mais a bloqué, pour l'instant, leur transfert au Congrès, selon les médias.

Ces deux décisions, prises à chaque fois à une majorité de sept juges sur neuf, ne devraient pas permettre aux citoyens américains d'en savoir plus sur les finances du milliardaire républicain,

avant la présidentielle du 3 novembre à laquelle il se représente.

La Cour suprême a d'abord réaffirmé que le président ne jouissait pas "d'une immunité absolue" et qu'un procureur new-yorkais pouvait lui réclamer des éléments de preuves, en l'occurrence ici toute une série de documents financiers, portant sur ses affaires entre 2010 et 2018, détenus par son ancien cabinet comptable Mazars.

"Aucun citoyen, pas même le président, ne peut éviter d'avoir à produire des

documents en cas d'enquête pénale". "Le président ne jouit pas d'une immunité absolue face aux injonctions des procureurs de la justice des Etats", a-t-elle ajouté.

Mais l'enquête est supervisée par un grand jury, un collectif de citoyens tirés au sort qui opère dans le plus grand secret et, en théorie, rien ne devrait être rendu public.

Dans un second arrêt, la haute Cour a toutefois bloqué, dans l'immédiat, la transmission de documents comparables réclamés par le Congrès. Elle a renvoyé

cette demande devant des tribunaux en demandant aux juges de prendre en compte toute une série de critères pour évaluer si les injonctions parlementaires étaient justifiées.

Contrairement à tous ses prédécesseurs depuis les années 1970, Donald Trump, qui a fait de sa fortune un argument de campagne, refuse de publier ses déclarations d'impôt.

Son "manque de transparence" alimente les spéculations sur l'étendue de sa richesse ou sur de potentiels "conflits d'intérêt".

## RUSSIE

### Sergueï Lavrov : "la Russie assurera sa sécurité même sans le traité New START"

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a affirmé vendredi que la Russie sera en mesure d'assurer sa propre sécurité même si le nouveau traité sur la réduction des armes stratégiques (New START) n'est pas prolongé.

"Nous savons, et nous sommes fortement convaincus, que nous avons la garantie de pouvoir assurer notre sécurité sur le long terme même en l'absence de cet accord", a déclaré l'agence de presse TASS, citant M. Lavrov qui s'exprimait lors d'une réunion par visioconférence avec des experts et des journalistes.

La Russie est prête à faire face à tout nouveau développement, si les Etats-Unis refusent de renouveler le traité, "les options pourraient être différentes", a-t-il dit.

Toutefois, la priorité globale restera de poursuivre le dialogue avec les Etats-Unis sur les questions stratégiques, et les nouveaux mécanismes de contrôle des armes, dans un contexte où tous les facteurs affectent la stabilité stratégique, a-t-il ajouté.

Selon M. Lavrov, la Russie n'a pas besoin d'une prolongation du traité plus que les Etats-Unis. Si les Etats-Unis refusent catégoriquement de le prolonger, la Russie ne cherchera pas à les en persuader, a déclaré M. Lavrov.

Moscou et Washington ont signé le nouveau traité START en 2010. Cet accord fixe les limites au nombre d'armes stratégiques diverses que peuvent posséder chacun des deux pays.

Cet accord doit expirer en février 2021 et il peut être prolongé pour une durée de cinq années supplémentaires par accord mutuel.

## CORÉE DU SUD

### La justice réduit de 10 ans la peine de prison de l'ex-présidente Park

La justice sud-coréenne a réduit vendredi de 10 ans la peine de prison cumulée de 32 ans infligée à l'ex-présidente Park Geun-hye après révélation de faits de corruption qui avaient causé sa destitution en 2017.

La première femme à avoir dirigé la Corée du sud avait été condamnée à des peines cumulées de 30 ans de prison pour corruption et abus de pouvoir notamment.

Mais la Haute cour de Séoul, statuant en appel vendredi, l'a condamnée à 15 ans de prison pour corruption et à 5 ans cumulables pour les autres chefs d'accusation. Mme Park "n'a pas rempli ses obligations constitutionnelles de présidente", mais n'a pas fait usage des fonds obtenus illégalement pour son intérêt personnel, ont estimé les juges. Elle a également été condamnée à payer un total de 21,5 milliards de won (15,5 millions d'euros) d'amende. Mme Park n'était pas présente lors de l'énoncé du jugement. Elle a refusé de se rendre aux audiences.

Elle avait été par ailleurs condamnée à deux ans de prison pour des violations de la loi électorale, ce qui portait le total de la peine initiale à 32 ans. Ce total est désormais de 22 ans. Première femme élue présidente en Corée du Sud, Mme Park avait été destituée en 2017 à l'issue de manifestations provoquées par des révélations selon lesquelles sa confidente et elle auraient touché des pots-de-vin soutirés aux plus grands conglomérats du pays en échange de faveurs. En 2018, elle avait été condamnée à 32 ans de détention pour "corruption, abus de pouvoir, violation de la loi électorale et pour avoir détourné des fonds du Service national du renseignement (NIS)".

APS

## MUSIQUE

# Le chanteur Belkhir Mohand-Akli s'éteint à 69 ans

Le chanteur de folklore kabyle, Belkhir Mohand-Akli, est décédé vendredi à l'âge de 69 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de son entourage.



Natif de Boudjima (Tizi Ouzou) en 1951, Belkhir Mohand-Akli a commencé sa carrière musicale au début des années 1960, date à laquelle il se fait remarquer à travers une émission radiophonique dédiée aux chanteurs amateurs et animée

par le défunt Cherif Kheddoum. En 1973, le chanteur enregistré son premier disque, avant de partir - cinq ans plus tard - en France, où il compose une de ses plus célèbres chansons "A sidi hend avudali".

Belkhir Mohand-Akli a laissé

derrière lui un répertoire riche en chansons qui évoquent notamment l'exil, la patrie, l'identité et la femme. La dépouille de l'artiste sera inhumée cet après-midi au cimetière de Boudjima, au nord-est de Tizi Ouzou, selon ses proches.

## DROITS D'AUTEUR

# Plus de 2.700 artistes ont bénéficié d'une aide financière



Un total de 2.795 artistes ont bénéficié d'une aide financière dans le cadre de l'opération de soutien aux personnes impactées par la pandémie Covid-19, a indiqué l'Office national des droits d'auteurs et droits voisins (ONDA) dans un communiqué. "Ce sont quelque 2.795 artistes, dont l'activité a été suspendue du fait du coronavirus, recensés jusqu'au 8 juillet courant ont bénéficié d'allocations versées sur comptes bancaires", précise l'ONDA sur sa page Facebook.

A noter que 5.517 artistes se sont inscrits par internet et 1.084 autres par voie directe ou par fax dans le cadre des aides annoncées, avril passé, par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Rappelant qu'il s'agit d'un recensement requérant une révision des dossiers à mettre en conformité avec les lois, l'Office rassure les inscrits que "les dossiers sont traités avec beaucoup d'intérêt et que la vérification de la conformité nécessite du temps et des efforts". Selon le bilan de 2019, l'ONDA compte environ 24.000 membres entre artistes et auteurs.

## IMPACT DU COVID-19

# La presse sportive algérienne touchée de plein fouet

Réduction du nombre de pages et du tirage, effectif diminué, grille de programmes TV chamboulée : la presse sportive algérienne, écrite et audio-visuelle, n'a pas été épargnée par la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), se trouvant souvent devant un véritable casse-tête pour offrir aux fidèles un produit consistant et de qualité.

Avec la suspension des différentes compétitions sportives, décidée par les pouvoirs publics depuis le 16 mars, les journalistes sportifs algériens se sont retrouvés dans une situation embarrassante avec la hantise de lendemains incertains en raison de circonstances inhabituelles.

Le contexte exceptionnel dans lequel se retrouvent les médias sportifs n'est pas propre à l'Algérie.

En Europe, certains journaux et chaînes de télévision sportives ont trouvé au début les pires difficultés pour s'adapter en l'absence d'événements, avant que certains pays tels que l'Allemagne, l'Espagne, l'Angleterre ou encore l'Italie, ne décident de relancer leur championnat, permettant à leurs médias, tous supports confondus, de retrouver un tant soit peu leur rythme d'avant.

En Algérie, rien n'a encore été décidé, même si le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé jeudi ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques.

De quoi prolonger l'inquiétude des gens des médias.

"La suspension du championnat a provoqué un manque flagrant de matière, il y a eu des conséquences majeures sur l'ensemble de la presse sportive.

C'est une véritable paralysie

qui a provoqué notamment la réduction, de moitié, de la publicité et du nombre de pages.

C'est une crise à laquelle on doit faire face actuellement", a déclaré à l'APS Djamel Touafek, directeur de la rédaction du quotidien Info Sport.

En dépit de "cette crise que personne n'attendait", Touafek a tenu à préciser que le journal continue toujours d'assurer les salaires de son personnel, tout en appelant les pouvoirs publics à venir en aide à la presse en général.

"Du moment que l'Etat a décidé d'aider financièrement plusieurs métiers en cette pandémie, il doit également soutenir la presse nationale, dont la plupart souffre le martyr.

L'impact économique est important, les ventes ont diminué, c'est l'effet domino où tout le monde a été touché de plein fouet".

### Impact "énorme" et crise "palpable"

Ali Hamouche, rédacteur en chef du quotidien Le Bute ur, a relevé l'obligation de s'adapter à cette "situation exceptionnelle", soulignant qu'une série de mesures ont été prises.

"Nous avons réduit le nombre de pages et le tirage d'exemplaires. Le contexte actuel nous a contraints à couvrir l'actualité des principaux clubs uniquement. Les correspondants qui suivaient les formations des divisions inférieures ont été priés de cesser provisoirement leur collaboration, c'est un cas de force majeure, tandis que les journalistes permanents ont été invités à apurer leurs congés, en l'absence de matière et d'activités", a-t-il expliqué.

Tout en évoquant "un impact économique énorme et une crise palpable", Ali Hamouche a es-

simé que la situation a engendré un manque de lectorat : "Les gens ne lisent pratiquement plus, ils sont plutôt branchés sur l'actualité liée au Covid-19 et les mesures entreprises par l'Etat pour faire face à la pandémie, notamment sur le plan économique.

Le football est en quelque sorte relégué au second plan".

Avant de poursuivre : "La reprise des différents grands championnats européens, où évoluent certains de nos internationaux, nous a permis de retrouver un semblant de rythme de travail et donc une matière pour meubler cette période creuse".

Le premier responsable de la rédaction du Buteur a estimé qu'un "retour à la normal" est tributaire de la reprise de la compétition, attendue avec impatience, en cette période estivale, marquée d'habitude par les transferts de joueurs, des entraîneurs et les stages de préparation".

À l'instar de son confrère Djamel Touafek, Ali Hamouche n'a pas omis de lancer "un appel aux autorités, notamment le ministère de la Communication, premier responsable du secteur, pour aider la presse algérienne en cette période de crise qui a secoué l'ensemble des journaux sans exception".

La chaîne de télévision El-Heddaf TV, unique canal dédié au foot dans le champ médiatique algérien, n'a pas été épargnée par la pandémie de Covid-19.

Pour Redouane Bouhanika, rédacteur en chef de cette chaîne et présentateur de l'émission "Belmekchouf", "l'impact a été énorme". "Meubler notre grille est devenu chose très difficile. La suspension du championnat national et l'absence d'activités nous a poussés à diffuser des programmes d'autres disciplines

comme le tennis et l'athlétisme, alors que la chaîne est dédiée exclusivement au football", a-t-il expliqué.

Egalement responsable du quotidien El-Heddaf, Bouhanika a indiqué que le journal a été dans l'obligation de procéder à une réorganisation afin de s'adapter à cette situation "exceptionnelle".

"Le tirage a été sensiblement réduit. Nous sommes passés de 50.000 exemplaires à 6000.

L'impact de la pandémie a été énorme pour nous. Nous avons aussi réduit automatiquement notre effectif, la plupart des journalistes ont été priés d'épurer leurs congés, mais je tiens à signaler qu'aucun élément n'a été licencié.

Le journal El-Heddaf Ed-douali (réservé exclusivement au foot international, ndlr) a cessé de paraître, nous l'avons fusionné provisoirement avec le quotidien El-Heddaf, en attendant de jours meilleurs".

### "Donner le meilleur et le plus important"

Pour Smaïl Mohamed Amokrane, journaliste au quotidien Compétition, la conjoncture difficile que traverse la presse sportive nationale implique la nécessité d'offrir au lecteur le contenu "le plus important", comme conséquence du passage d'une édition 24 pages à 16.

"Nous essayons de donner le meilleur et le plus important, déjà c'est la règle d'or en journalisme.

Le souhait de tout le monde est un retour de l'activité sportive, comme cela a été le cas en Europe, et bientôt en Tunisie et au Maroc. Les journalistes sportifs sont étroitement liés aux conséquences de la crise sanitaire ayant touché clubs et joueurs". Spécialisé dans l'ac-

tualité de l'équipe nationale et de ses joueurs, Smaïl Mohamed Amokrane a relevé la difficulté de recueillir des informations de certains "grands" clubs de l'élite en cette période d'arrêt du championnat.

"Pour moi qui traite souvent les informations relatives aux joueurs internationaux évoluant à l'étranger, il y a toujours quoi écrire.

En revanche, concernant l'actualité des clubs locaux, mes collègues et confrères souffrent beaucoup, ce n'est pas évident aujourd'hui de recueillir des informations de la JS Kabylie ou du MC Alger par exemple, deux clubs à qui on réserve d'habitude deux pages chacun".

À l'instar des autres journaux, Compétition a été obligé de prendre des mesures pour amortir l'impact de la pandémie.

"Nous étions obligés de passer de 24 à 16 pages, sans parler de la réduction du nombre du tirage. L'ensemble des journaux ne pouvaient pas préserver la même cadence, l'impact économique a été énorme.

Les gens ne lisent pas comme avant, d'autant qu'il s'agit d'une période difficile". Avant de poursuivre : "Parmi les mesures prises par la direction de Compétition, celle de rompre provisoirement la relation de travail avec les collaborateurs, en plus d'un congé de 15 jours forcé (reliquat avec solde, ndlr) pour les journalistes qui ont fait preuve de solidarité face à l'impact économique".

Ce journaliste a regretté "le sort cruel réservé à certains journaux, à l'image de La Dépêche de Kabylie, qui ont dû mettre la clé sous le paillasson. Nous sommes de tout coeur avec ces journalistes qui se sont retrouvés du jour au lendemain au chômage".



# CNAC ORAN L'accès à la plateforme "Araacom" ouvert aux porteurs de projets pour améliorer le dispositif

Les porteurs de projets relevant de la Caisse Nationale d'Assurance- Chômage (CNAC) pourront formuler des propositions et des suggestions en vue d'améliorer le dispositif, à travers la plateforme électronique "Araacom" (vos avis), a-t-on appris auprès de l'antenne de cet organisme de la wilaya d'Oran.

La plate-forme, mise en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi, et de la Sécurité Sociale, permettra aux porteurs de projets de formuler toutes les suggestions, les préoccupations et poser tous les problèmes relatifs à la création d'entreprises en vue d'améliorer la qualité des services et prestations assurés au public.

Outres les porteurs de projets, les universitaires, les experts dans le domaine du travail, les syndicalistes, et les associations et représentants de la société civile pourront également exprimer leurs propositions et intervenir sur cette plateforme.

Pour vulgariser cette plateforme, la CNAC a recouru essentiellement à des services électroniques



pour toucher ses usagers, en raison du Covid-19.

Des affiches et des dépliants sont distribués aux visiteurs du siège de la CNAC où des explications sur l'accès à cette plateforme et ses avantages sont fournis quotidiennement, a-t-on souligné de même source.

La plateforme est permanente mais elle sera ouverte pour des durées limitées plusieurs fois durant l'année.

Ce qui permettra aux cadres et experts de la Caisse d'étudier les préoccupations et les doléances des porteurs de projets, a-t-on noté.

# PROTECTION DES DONNÉES Londres et Canberra enquêtent sur la strat-up US Clearview

Les régulateurs britannique et australien chargés de la protection des données ont annoncé une enquête conjointe sur la start-up américaine Clearview AI, dont la technologie de reconnaissance faciale suscite des inquiétudes.

Les deux instances "ont ouvert une enquête conjointe sur les pratiques de Clearview AI en matière de traitement des données personnelles, se concentrant sur l'utilisation que fait l'entreprise des données et éléments biométriques +efacés+", a annoncé le régulateur britannique sur son site internet jeudi.

En janvier, une enquête du New York Times avait levé le voile sur la société californienne Clearview AI, dont les pratiques pourraient, selon le quotidien américain, "mettre fin à la vie privée".

Son fondateur, le trentenaire australien Hoan Ton-That, affirmait avoir enregistré plus de trois milliards d'images glanées sur les réseaux sociaux sans le consentement de leurs propriétaires, et être en mesure de faire des recherches à partir d'une simple photo directement sur un

smartphone, grâce à sa technologie de reconnaissance faciale.

Twitter, Facebook, Youtube ou LinkedIn ont depuis condamné cette exploitation des images de leurs utilisateurs et sommé Clearview AI de supprimer ces données, sans succès pour le moment.

La reconnaissance faciale est de plus en plus utilisée par les forces de police et les agents de douane à travers le monde, mais aussi pour "identifier" des personnes sur les réseaux sociaux ou déverrouiller des smartphones et des voitures.

Selon Clearview AI, 600 forces de police à travers le monde font déjà partie de ses utilisateurs.

Fin janvier, la police londonienne avait annoncé qu'elle allait commencer à utiliser la reconnaissance faciale dans des endroits ciblés pour identifier les auteurs de crimes et délits graves.

Une autre investigation vise déjà Clearview AI, le régulateur canadien enquêtant depuis février sur l'utilisation par la police fédérale de sa technologie de reconnaissance faciale.

## COVID-19

# La Slovénie va imposer une future application de traçage

Les Sloènes testés positifs au nouveau coronavirus ou placés en quarantaine seront bientôt tenus d'utiliser une application mobile de traçage de leurs contacts, qui n'existe pas encore dans ce pays de l'UE mais que le parlement a décidé jeudi soir de rendre obligatoire. Le gouvernement a assuré que l'application sera prête dans quelques semaines et qu'elle sera similaire à celles utilisées dans d'autres pays de l'UE, sans toutefois préciser la technologie qu'elle mettra en oeuvre. Les Sloènes testés positifs au Covid-19 ou placés en quarantaine devront installer l'application sur leur téléphone sous peine de se

voir infliger une amende pouvant aller jusqu'à 600 euros. "Jusqu'à ce qu'un médicament ou un vaccin efficace contre le coronavirus soit développé, l'introduction d'une telle application est probablement le seul moyen de préserver le mode de vie auquel nous sommes habitués", avait tweeté le Premier ministre Janez Jansa plus tôt dans la semaine. Les médias sloènes ont cependant souligné des réserves sur la nouvelle mesure, rappelant que les géants américains Apple et Google, qui ont développé un modèle d'application, ont eux-mêmes averti que les gouvernements ne pouvaient imposer leur technologie. Le commissaire

slovène à l'information, en charge de la protection des données, a également prévenu que "seule une installation volontaire de l'application serait acceptable". Malgré la controverse, le projet de loi proposé par la coalition de quatre partis de centre droit au pouvoir a été approuvé par 50 voix au parlement de 90 sièges, avec 23 voix contre.

Avec près de 1.800 cas et 111 décès dus au virus, la Slovénie a largement contenu l'épidémie à ce jour, mais le pays de deux millions d'habitants a rétabli ces 15 derniers jours plusieurs restrictions pour juguler une tendance à la hausse des nouvelles contaminations.

## PUBLICITÉ

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ALGER-EST  
NIF: 41101300001332

2<sup>ème</sup> AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°...../2020

Dans le cadre de l'Opération: AMÉNAGEMENT ET REHABILITATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU MOYEN ET DU SECONDAIRE.

La Direction de l'Éducation d'Alger Est, lance le 2<sup>ème</sup> avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, pour:

LOT N°05: LYCEE TAREK BEN ZIYAD BARAKI

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Éducation Alger Est, Service de la Programmation et du Suivi (générallement). Les soumissionnaires doivent soumissionner pour le lot global.

Les soumissionnaires peuvent participer conformément aux articles 39, 40, 42 ou 44 au décret présidentiel n° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

#### POUR L'ENSEMBLE DES LOTS:

Il s'agit d'un 2<sup>ème</sup> avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales. Les entreprises ayant:

- Un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie4 (QUATRE) ou plus, activité bâtiment justifiant la réalisation d'au moins un (01) projet de travaux similaires (travaux d'aménagement et de réhabilitation on bâtiments) par la présentation des attestations de bonne exécution.
  - Chiffre d'affaires: le soumissionnaire doit avoir une moyenne de 4 millions de dinars pour les trois dernières années (2016 - 2017 - 2018).
  - Encadrement prévu pour le projet: Un ingénieur/master en génie civil ou un architecte/master.
  - Moyen matériel: Au moins un camion 2,5 tonnes et plus
1. Le dossier de candidature contient:
- La déclaration de candidature.
  - La déclaration de probité.
  - Les statuts pour la société.
  - Dépot légal des comptes sociaux.
  - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise;
  - tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants;
  - a) Capacités professionnelles: un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie 04 (QUATRE) et plus, activité bâtiment Capacités financières: moyens financiers justifiés une moyenne de 4 millions de dinars par les bilans des trois dernières années (2016-2017- 2018) et les références bancaires.
  - b) Capacités techniques: Attestations de bonne exécution.
2. L'offre technique contient:
- Une déclaration à soumettre;
  - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »;
  - Mémoire technique justifiant les moyens humains et matériels. Les délais et le planning de réalisation.
  - Moyens humains.
  - Moyens matériels.
3. L'offre financière contient:
- La lettre de soumission;
  - Le bordereau des prix unitaires (BPU);
  - Le détail quantitatif et estimatif (DQE).
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans trois(03) enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention < dossier de candidature>, < offre technique> et < offre financière >, selon le cas ces

n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - 2<sup>ème</sup> AVIS Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...../2020 AMÉNAGEMENT ET REHABILITATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU MOYEN ET DU SECONDAIRE, LOT N°05: LYCEE TAREK BEN ZIYAD BARAKI

La durée de préparation des offres est fixée à huit (08) jours. Les offres doivent parvenir le 8<sup>ème</sup> jour à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offre dans le BOAMP ou dans la presse, l'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12:00 h. Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après:

Monsieur le Directeur de l'Éducation d'Alger Est  
Rue Hamid Tahas hacen badi El harach Alger

La séance d'ouverture des plis aura lieu le jour de dépôt des offres à 13h:00 au siège de la direction de l'éducation Alger Est, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres et prorogée au jour ouvrable suivant. Les candidats sont invités à assister. Ils resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois augmentée de la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

## ITALIE -CHINE

# Telecom Italia exclut Huawei d'un appel d'offres pour des réseaux 5G en Italie

Telecom Italia (TIM) a exclu le chinois Huawei Technologies d'un appel d'offres portant sur du matériel de téléphonie 5G destiné aux réseaux que l'opérateur s'apprete à déployer en Italie et au Brésil, indiquent deux sources proches du dossier. Parmi les fournisseurs retenus figurent Cisco, Ericsson, Nokia et Mavenir and Affirmed Networks, une société récemment acquise par Microsoft, selon l'une des sources.

Les représentants de Huawei en Italie et au Brésil se sont refusés à tout commentaire au sujet de cette information. Huawei est au coeur d'un différend

entre les Etats-Unis et la Chine sur le contrôle des hautes technologies.

Washington tente de convaincre ses alliés d'exclure le groupe chinois de la 5G, en arguant du fait que ses équipements pourraient faciliter l'espionnage.

En France, le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) a annoncé dimanche dans un entretien accordé aux Echos qu'il n'y aurait pas de bannissement total de Huawei dans le déploiement de la 5G, tout en invitant les opérateurs qui ne font pas appel au géant chinois des télécoms à poursuivre dans cette voie.

## CHINE

# Lancement d'un nouveau satellite de télécommunications commerciales

La Chine a réussi à envoyer jeudi un satellite de télécommunications commerciales, APSTAR-6D, sur orbite depuis le centre de lancement de satellites de Xichang, dans le sud-ouest de la Chine. Le satellite de télécommunications AP-STAR-6D a été lancé par

une fusée porteuse Longue Marche-3B à 20h11 (heure de Pékin), selon le centre. Le satellite a été développé par l'Académie des sciences spatiales de Chine, une filiale de China Aerospace Science and Technology Corporation. Le satellite a été acheté par APT Mobile

SatCom Limited pour fournir des services de télécommunication à large bande par satellite pour les applications de communication mobile sur les avions, les navires, les véhicules, entre autres. Il s'agit du 339<sup>e</sup> lancement de la série de fusées Longue Marche.

# Programme de la soirée

**TF1** 21:05

**2 Guns**



Après avoir organisé le cambriolage d'une banque, Bobby Trench et Michael Stigman rendent visite au Mexique à Papi Greco, un important baron de la drogue. A leur retour aux USA, les deux hommes sont interrogés par la police. Il se trouve que Trench est un agent des stupéfiants, qui travaille depuis trois ans sous couverture. Mais il ne sait pas que Stigman est lui aussi un agent infiltré, qui travaille pour les Navy Seals.

**france 2** 21:05

**Le petit Spirou**



Aimant les farces et les bêtises avec son meilleur ami Vertignasse, le petit Spirou est un garçon presque comme les autres. Sa singularité lui est rappelée par sa maman : dans leur famille, tout le monde est groom, comme le fut son fantasque grand-père, qui vit avec eux. Afin d'être sûr que le métier de groom est sa destinée, Spirou consulte une voyante qui lui prédit une série d'aventures. Mais comme son destin de groom se confirme, le garçon décide d'organiser un tour du monde qu'il effectuera avec une amie. Pour commencer, il lui faut un véhicule adapté.

**france 3** 21:05

**Hudson et Rex**



Charlie enquête sur Vicky, présentatrice d'une matinale de télévision dont le mari Chris, patron du groupe Harrison Média, est retrouvé mort dans son bureau, à l'heure même où elle était à l'antenne. L'arme du crime est bien insolite : de l'huile d'arachide ! Qui pouvait bien vouloir sa mort ? Sa veuve semble bien placée dans la liste des suspects, surtout depuis que Charlie a découvert que ses deux précédents maris étaient morts dans des circonstances suspectes. Se trouverait-il en présence d'une veuve noire ?

**CANAL+** 20:25

**Killerman**



En compagnie de son complice Bobby, Moe Diamond parcourt différentes boutiques new-yorkaises pour blanchir diverses enveloppes d'argent sale, pour le compte de l'oncle de Bobby, Perico, un caïd de la pègre en pleine ascension. Les deux hommes, qui espèrent également monter en grade, sont chargés de s'occuper d'une importante somme d'argent ainsi que d'une grande quantité de drogue. Seulement, l'opération tourne mal et, après une poursuite en voiture, Moe se retrouve à l'hôpital, frappé d'amnésie.

**6** 21:05

**Capital**



Le magazine a suivi des établissements touristiques et leurs salariés qui font tout leur possible pour tenter de sauver une saison qui a très mal commencé, notamment en raison de la crise sanitaire traversée par le monde. Parmi eux, Evelyne qui gère deux restaurants et trois snacks à la Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône. Elle se bat pour faire repartir son business. A Aix-en-Provence, deux entrepreneurs s'apprêtent à ouvrir leur première boutique de glace. Au Cap d'Agde Jean-Marie s'efforce de sauver son camping 4 étoiles.

## Jeux

### Samourai-Sudoku N°2504

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

8	3	2			1						
5	7	3			9						
	7		5	3	8						
	6	5		1							
5		2	1		4						
	7		6	2							
4	9	1		5							
	8			2	7						
7			3	8	9		1	2		3	1
							3	6			
							8				
							5	9			
1	2	5			3		6	5	2	7	
	8	7			1			7	9		2
	5		8	6	7				9	1	5
	6	8		5				4	1		8
8		2	9		6			8	3	4	9
	4		6	8				6	5	2	
9	4	8		3				7	8	5	4
	6			2	7				9		3
5			3	2	8				6	2	7

«Le mal qu'on sème, ce sont les enfants qui le récoltent.»

Mouloud Feraoun



### Mots croisés N°2504

- Horizontalement :**
- 1 - Antiphrase
  - 2 - Qui donne un bon coup de fourchette - Capone pour ses amis
  - 3 - Tiras des bords pour gagner - Lustré
  - 4 - Liqueur de riz - Sucettes
  - 5 - Nippe - Monologue
  - 6 - Pas très intéressants - Fis reluire
  - 7 - Vaisseaux - Boissons de table
  - 8 - Mère d'Horus - Finaudes
  - 9 - Voile noir - Préposition
  - 10 - Equipons de poulies et cordages - Outil de gauchois
- Verticalement :**
- A - Style de tourisme
  - B - Entreras en action
  - C - Etat de cathode
  - D - Sentiment de débutant - Rythme moderne
  - E - Pouffe - Grande joie pour le cabot - Début et fin d'hibernation
  - F - Nationaliseras
  - G - Choisir une cible - Direction du midi
  - H - Proche adresse - Type de répartition identique - Terre ferme
  - I - Retombera dans l'erreur
  - J - Belle bourde
  - K - Epreuve à la main - Calanques
  - L - Désignais - Drame de geisha

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											





## FESTIVAL NATIONAL DES ÉCHECS EN LIGNE L'équipe de Béjaïa remporte le tournoi

Les échéphiles de la wilaya de Béjaïa ont remporté les épreuves du festival national par équipes des échecs en ligne, clôturé mercredi soir. L'équipe de Béjaïa s'est imposée avec un total de 206 points, remportant plusieurs victoires face aux représentants des wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbès qui ont terminé, respectivement, deuxième et troisième avec 188 et 174 points.

Le prix du meilleur échéphile du tournoi est revenu à maître Brahami Lamine, qui a totalisé le plus grand nombre de points en individuel.

Il a devancé Achour Mohamed Anis (Tipasa), Akram Benrekia (Médéa), Zane Rayane (Béjaïa) et Tria Yacine (Boumerdès). Cette manifestation sportive de sept jours, organisée par la Fédération algérienne des échecs dans le cadre des festivités célébrant le 58e anniversaire de l'Indépendance et de la fête de la jeunesse, a regroupé 40 équipes de différentes wilayas du pays.

## JM ORAN-2022 Création d'un comité ad-hoc pour veiller à la conformité des structures sportives

Un comité ad-hoc a été mis en place par le Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) "Oran-2022", pour veiller à la conformité des infrastructures sportives concernées par l'événement, a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Le comité ad-hoc, qui préside le Secrétaire du COJM, Abdelkader Maaatlah, est composé entre autres, des présidents des 12 commissions issues de l'instance chargée de l'organisation de la 19e édition des JM, a-t-on précisé. Ayant déjà entamé ses travaux, le comité ad-hoc effectue fréquemment des visites sur le terrain.

Ses membres constituent "un appui supplémentaire" pour les bureaux d'études concernés par le suivi des chantiers des différents équipements sportifs, aussi bien en cours de réalisation qu'en réhabilitation, a-t-on indiqué de même source.

Profitant du décalage pour une année supplémentaire des JM à cause de la pandémie de coronavirus, les organisateurs des JM tiennent à ce que les infrastructures sportives dédiées à la manifestation régionale soient en conformité avec les critères fixés par les fédérations sportives internationales concernées par les jeux, fait-on encore savoir.

Le comité ad-hoc, à travers ses premières sorties sur le terrain, a relevé quelques carences et transmis ses remarques aux bureaux d'études concernés, ce qui a permis, entre autres de refaire les études inhérentes à la réalisation du réseau d'éclairage au niveau du stade de football de 40.000 places du complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir-El-Djir, a-t-on indiqué.

Le travail de suivi du comité ad-hoc contribuera pour l'occasion à offrir au pays des équipements sportifs modernes et conformes aux normes internationales, permettant d'accueillir à l'avenir des compétitions de haut niveau, selon les organisateurs.

Outre les sites sportifs, le comité en question intervient également au niveau du parc hôtelier concerné par le rendez-vous méditerranéen, de manière à ce que les établissements retenus pour accueillir les délégations officielles, les journalistes ainsi que les visiteurs, répondent aux normes prescrites dans le cahier des charges du Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), insiste-t-on de même source. La prochaine édition des JM, que l'Algérie abrite pour la deuxième fois dans l'histoire après avoir accueilli l'édition de 1975 à Alger, est programmée du 25 juin au 5 juillet 2022. La cérémonie de clôture coïncidera avec la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de l'indépendance et de la fête de la jeunesse, rappelle-t-on.

APS

## RUGBY / ALGÉRIE - PANDÉMIE Ben Hassen : «On espère reprendre la compétition en septembre, avec l'accord du MJS»

Le président de la Fédération algérienne de rugby (FAR), Sofiane Ben Hassen, a annoncé samedi que son instance "espère reprendre ses activités sportives" dès le mois de septembre prochain et avec l'accord du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS)", pour commencer à préparer la nouvelle saison (2020-2021).

Dans cette perspective, la fédération a déjà préparé un plan de reprise détaillé, qu'elle a remis au MJS, en vue d'être étudié, pour recevoir le feu vert nécessaire à la reprises des activités.

"Le MJS avait exigé une fiche technique détaillée, pour étudier la possibilité de notre retour à l'activité.

Une procédure comportant six étapes, avec la prise en compte de toutes les mesures sanitaires et de prévention nécessaires.

Ce qui a été déjà fait, et nous attendons actuellement de recevoir un avis favorable de la tutelle pour reprendre nos activités dès le mois de septembre prochain.", a indiqué le premier responsable de la FAR.

Malgré une hausse considérable au cours des derniers jours dans le nombre de contamination au COVID-19, Ben Hassen a considéré qu'il n'y a "pas d'autres choix que de s'adapter et de faire avec cette pandémie, comme cela se fait partout" à travers le monde.

"Certes, le virus est toujours là, et les scientifiques tardent à trouver un vaccin suffisamment efficace pour l'éradiquer, mais ce n'est



pas pour autant qu'on doit exclure le sport de manière définitive de nos vies.

J'espère donc que les activités sportives pourront reprendre dès le mois de septembre prochain, avec l'aval du MJS et des autorités sanitaires.", a insisté Ben Hassen. Voulant apporter sa propre pierre à l'édifice dans cette perspective de reprise des activités, le premier responsable de la FAR a annoncé que son instance prévoit de "doter les clubs de bavettes, de gel désinfectant pour les mains et de thermomètres frontaux infrarouges" pour les aider à lutter efficacement contre la pandémie.

Devant la croissante propagation du nouveau coronavirus (COVID-19), le MJS avait décrété une suspen-

sion complète de toutes les activités sportives, et ce, depuis le 16 mars dernier.

Un arrêt complet toujours en vigueur, puisque pas plus tard que jeudi dernier, la tutelle a annoncé qu'il "n'est pas encore possible de reprendre".

De son côté, le comité exécutif de Rugby Afrique a réussi à réunir une somme de 170.000 euros, grâce au fonds de soutien qu'il avait créé au mois de juin dernier, et qui a été réparti sur les différentes fédérations du continent, pour les aider à surmonter la crise générée par la pandémie du nouveau coronavirus. "Bien qu'elle ne soit encore un membre permanent au sein de la World Rugby, la FAR a eu droit à sa part d'aide et à ce propos,

je tiens à remercier le président de Rugby Afrique, le Tunisien Khaled Babbou, qui avait bien défendu notre cause.", a insisté Ben Hassen. Une somme d'argent ayant servi à couvrir une partie des frais relatifs à l'achat de matériel sanitaires, destinés aux clubs, pour lutter contre la pandémie et permettre le retour aux entraînements, pour commencer à préparer la nouvelle saison sportive. Pour ce qui est de la saison en cours (ndlr, 2019-2020), la Fédération algérienne de rugby avait décidé de la décréter comme une saison à blanc dès le mois de mai dernier. Un arrêt définitif ayant concerné l'ensemble des championnats nationaux, sans décerner de titre.

## HANDISPORT

### La fédération algérienne va trancher la semaine prochaine le sort de la saison

La Fédération algérienne handisport (FAH) se penchera en début de semaine prochaine, lors d'une réunion de son bureau exécutif, sur le sort à réserver à la saison 2019-2020, suspendue depuis mars dernier en raison de la propagation du Covid-19, a-t-on appris vendredi du président de l'instance.

"Nous allons nous réunir en visio-conférence, en début de semaine, pour examiner la situation actuelle.

On ne peut plus attendre. On doit

prendre une décision finale pour le bien de tout le monde. N'importe quelle décision que les membres vont prendre sera difficile", a indiqué à l'APS Mohamed Hacheffa.

Selon les échos qui émanent de la majorité des clubs constituant les différents championnats et même au niveau des athlètes, une annonce de fin de saison prématurée (sans champion, ni relégation) est souhaitée.

Excepté le championnat national de goal-ball terminé à temps, les au-

tres tournois sont toujours en suspens, à l'instar de l'athlétisme, du handi-basket, du volley-assis, du judo et du powerlifting, en plus des compétitions de Coupe d'Algérie.

L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du Covid-19.

Jeudi, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" leur reprise.

## JO-2020

### Les athlètes "qualifiés et qualifiables" autorisés à reprendre les entraînements (MJS)

Les athlètes algériens "qualifiés et qualifiables" pour les prochains Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo, reportés à 2021 en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), sont autorisés à reprendre les entraînements "avec le strict respect des mesures de protection", a annoncé jeudi le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS).

"La reprise des entraînements sportifs, avec le strict respect des mesures de protection générale et

spécifique propres à chaque discipline, concerne, dans un premier temps, les athlètes qualifiés et qualifiables pour les JO de Tokyo", a indiqué le département ministériel dans un communiqué.

"Le Centre national de médecine du sport (CNMS) sera chargé de la mise en oeuvre du protocole sanitaire relatif aux athlètes suscités, en coordination avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19",

précise le MJS. L'ensemble des activités sportives, toutes disciplines confondues, sont suspendues en Algérie depuis le 16 mars dernier en raison du Covid-19. S'agissant des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, le MJS souligne qu'il a été décidé de ne pas autoriser leur reprise "pour le moment".

La décision de la tutelle a été prise "conformément aux recommandations du comité scientifique de suivi

de l'évolution de la pandémie de Covid-19, et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence importante au niveau mondial, et compte tenu des risques importants de transmission et de propagation du virus lors des regroupements, des contacts, des situations de promiscuité et des déplacements inhérents aux entraînements et aux compétitions quel qu'en soit leur nature".

## FAF-ANEF Quatre conférences en ligne au programme du 10 au 12 juillet

L'Association nationale des éducateurs de football (ANEF), en partenariat avec la Fédération algérienne de football (FAF), organise quatre conférences en ligne les 10, 11 et 12 juillet sur plusieurs thèmes, rapporte vendredi l'instance fédérale sur son site officiel.

La première web-conférence sera animée par Serge Pautot, docteur en droit et avocat au barreau de Marseille (sud de la France), rédacteur en chef de Legisport (France), vendredi autour du thème "les contrats des managers de football", précise la FAF, qualifiant le conférencier de "pionnier dans le droit du sport".

Michel Pautot animera la seconde web-conférence au programme vendredi (19h00) sur "les contrats des entraîneurs en football". "Il intervient dans les formations consacrées au droit et au management du sport dans des instituts, facultés et colloques". L'ancienne sélectionneuse de l'équipe nationale de football (dames), Radia Fertoul, actuellement entraîneur du FC Constantine et instructrice Elite CAF, sera au rendez-vous samedi



(19h00) pour animer une conférence en ligne sur le thème : "football féminin : constat et perspectives". La série de web-conférences sera

clôturée dimanche avec la contribution de Saïd Haddouche, professeur à l'École fédérale Belge de football, ex-Directeur technique national

(DTN) à la FAF et membre de l'ANEF, autour du thème "les datas numériques : nouvelles approches dans le football".

## Boussouf jouera au KV Courtrai et au PSV Eindhoven lors des deux prochaines saisons



L'ESS tétif a confirmé vendredi le transfert de l'ailier droit international algérien des moins de 20 ans (U-20) Ishak Boussouf, pour un contrat de cinq ans avec la société faitière City Football Group, contre un chèque de 900.000 euros et jouera sa première saison au KV Courtrai (Div.1 belge), a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Le natif de Mila (Est de l'Algérie), âgé de 18 ans, jouera sa première saison (2020-2021) à titre de prêt au KV Courtrai, avant d'endosser la saison d'après (2021-2022) le maillot du PSV Eindhoven (Div.1 néerlandaise), précise l'Entente dans un com-

munié publié sur sa page officielle Facebook, soulignant que le joueur va se déplacer pour passer la traditionnelle visite médicale après la levée du confinement.

Boussouf pourrait rejoindre Manchester City (Premier League anglaise de football), où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez, "s'il parviendrait à s'imposer".

Dans le cas contraire, il rejoindra le club de Lommel SK (Div.2 belge), poursuit l'ESS. "Les négociations avec le City Football Group ont duré quatre mois. Le joueur a signé son contrat le mercredi 8

juillet, l'ensemble des documents ont été envoyés par internet. L'ESS va bénéficier de 10% du montant d'un futur transfert du joueur. Après la levée du confinement, l'Entente va signer un contrat avec cette société pour le transfert de jeunes joueurs du club à l'étranger", poursuit le communiqué.

Auteur de belles prestations sous le maillot sétifien, Boussouf n'a pas tardé à taper dans l'oeil de recruteurs étrangers.

En janvier dernier, il avait reçu deux offres de l'AS Monaco et du Stade Rennais, mais il a préféré prolonger son contrat de deux saisons avec l'Entente.

Le City Football Group est une société faitière créée afin d'administrer les relations entre différents clubs liés à Manchester City. Cette société est elle-même gérée par une holding du nom de Abu Dhabi United Group (ADUG), qui détient 78% des parts, par un consortium d'entreprises publiques de Chine, China Media Capital et CITIC Group, qui détient 12% des parts, et par la multinationale américaine Silver Lake Partners (10% des parts). Huit clubs ont rejoint le City Football Group : New York City FC (Etats-Unis), Melbourne City FC (Australie), Yokohama F. Marinos (Japon), Gérone FC (Espagne), Club Atlético Torque (Uruguay), Sichuan Jiuniu FC (Chine), Mumbai City FC (Inde) et Lommel SK (Belgique).

## REPRISE DES COMPÉTITIONS Mellal appelle la FAF à prendre une décision finale

Le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, a appelé jeudi à Tizi-Ouzou, la Fédération algérienne de football (FAF) à prendre une décision définitive concernant la reprise des compétitions, actuellement suspendues en raison de la pandémie de coronavirus.

S'exprimant lors d'un point de presse au siège du club, le président Mellal a interpellé le bureau fédéral de la FAF à "trancher la poursuite ou la suspension définitive du championnat national" lors de sa réunion qui se tiendra mercredi prochain.

"Il faut prendre une décision", a-t-il déclaré, expliquant que la suspension actuelle des compétitions "fait perdre de l'argent chaque mois aux clubs, qui sont déjà déficitaires, et fait fuir les sponsors qui hésitent à aider les clubs faute de compétition, et donc de publicité pour eux".

A ce titre, il a assuré qu'en cas de reprise, les "Jaune et Vert" sont prêts à disputer les huit journées restantes du championnat, malgré les quatre mois de confinement.

"Nous avons déjà une équipe en place et un protocole médical performant et nous sommes prêts à reprendre la compétition", a-t-il dit.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports a indiqué jeudi qu'il a été décidé de ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions sportives, dont les différents championnats footballistiques, "conformément aux recommandations du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de Covid-19 et au vu du caractère imprévisible de l'évolution de la situation épidémiologique, marquée par une recrudescence importante au niveau mondial".

Dans le cas où il sera décidé de suspendre définitivement la compétition, Mellal réclame de "procéder à l'épuration des affaires pendantes devant les instances judiciaires (affaire des écoutes téléphoniques du directeur général de l'ESS) et sportive (Le Tribunal arbitral du sport pour MCA-USMA). Dans le même sillage, Mellal a également lancé un appel aux instances sportives pour "venir en aide aux équipes qui vivent une situation difficile en raison de cette crise sanitaire, comme cela se fait dans plusieurs pays au monde".

"Tout est en stand-by, on ne peut rien faire tant qu'on n'est pas fixé sur l'issue de la compétition, ni négocier avec les joueurs, ni en libérer, ni recruter d'autres", a-t-il soutenu.

Sur un autre registre et concernant sa condamnation par la justice mardi à deux mois de prison ferme et 20.000 DA d'amenée suite à une plainte pour diffamation déposée par l'ancien président du club, Mohand-Cherif Hannachi, Me Meflah Larbi, du collectif d'avocats du club, a indiqué que Mellal fera appel de ce jugement. "C'est un jugement de première instance contre lequel nous allons faire appel", a-t-il souligné.

La nouvelle direction "a fait face, à sa venue, à une situation financière difficile et réglé beaucoup de dettes envers des anciens joueurs et dirigeants du club héritées de l'ancienne direction", a soutenu, pour sa part, Mellal, faisant savoir que "les dettes de la JSK auprès des impôts dépassent le capital même du club".

## LIGUE 1/FRANCE

### L'Algérien Naoufel Khacéf souhaite rester aux Girondins

L'arrière gauche algérien Naoufel Khacéf, a réitéré son souhait de rester à aux Girondins de Bordeaux, Ligue 1 du championnat de football français.

"Bien sûr que je souhaite rester aux Girondins. C'est pour cette raison que je suis encore à Bordeaux. Je me suis bien adapté à cette ville. Je l'aime bien. Je sais que je peux apporter un grand plus aux Girondins", a indiqué Khacéf dans un entretien au site web-girondins. Sur le plan sportif, l'ancien joueur du NA Hussein Dey a été validé par tout le

monde. Ce qui bloque sa situation avec les Girondins Bordeaux est une action en justice.

Le transfert de l'international algérien U23 a créé une véritable polémique au sein du club bordelais après la plainte déposée par l'agent de joueurs Mehdi Ait Ahmed dans ce dossier. "En fait ce n'est pas terminé. Monsieur Longuépée (président des Girondins, ndlr) a dit que si une solution était trouvée avec l'agent Mehdi Ait Ahmed concernant la plainte qu'il a déposée, je pourrais rester sur Bordeaux", a conclu Naoufel Khacéf.



## PREMIER LEAGUE L'Algérien Mahrez 2<sup>e</sup> meilleur passeur africain

L'international algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, est le deuxième meilleur passeur africain de Premier League. L'aïlier des Citizens a offert 39 passes décisives depuis sa première apparition en première division anglaise lors de la saison 2014-2015.

Elu meilleur joueur du championnat anglais avec Leicester City en 2016, l'année du titre des Foxes, l'attaquant algérien a pris une nouvelle dimension en rejoignant l'équipe de Pep Guardiola.

Riyad Mahrez devance l'ancien attaquant togolais de Tottenham et d'Arsenal Emmanuel Adebayor (36 passes) ainsi que du sud-africain Steven Pienaar et l'international ivoirien Yaya Touré (32 passes). Loin devant le champion d'Afrique algérien, la gloire du football ivoirien, Didier Drogba, occupe la première place de ce classement avec 54 passes décisives offertes.

## CHAMPIONNAT SUISSE - CORONAVIRUS Un joueur du FC Zurich testé positif

Le défenseur Albanais du FC Zurich, Mirlind Kreyziu a été testé positif au COVID-19 et a été aussitôt isolé à domicile, jusqu'au 17 juillet, tout comme le reste des joueurs, des membres de l'encadrement technique et des employés avec lesquels il a été en contact direct, selon un communiqué publié samedi.

Le club n'a pas précisé l'identité ou le nombre de personnes touchées, ni leurs fonctions, se contentant de dire qu'il était en contact avec les autorités sanitaires fédérales et cantonales et qu'il prenait toutes les mesures nécessaires.

Kreyziu, qui avait montré des symptômes légers et a été testé positif vendredi, n'a plus participé aux entraînements, alors que les deux prochains matchs du FC Zurich (ndlr, samedi contre Sion et mardi chez le FC Bâle) ont été reportés.

Pour ce qui est du match à domicile contre les Young Boys de Berne, prévu le 18 juillet, la question est toujours posée, alors que le club est en contact avec la Super League suisse, pour étudier la situation. La date limite pour communiquer à l'UEFA les clubs qualifiés pour les compétitions européennes est fixée au 3 août prochain.

## CONSTANTINE Décès de l'ancien arbitre international Mohamed Kouradji

L'ancien arbitre international de football, Mohamed Kouradji, est décédé jeudi à Constantine à l'âge de 68 ans du coronavirus, a appris l'APS de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Ayant fait partie du gotha des sifflets algériens pendant plus de deux décennies, Mohamed Kouradji a su se faire un nom sur la scène internationale.

Il a notamment officié en phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, organisée en Afrique du Sud en 1996 et a également dirigé plusieurs rencontres dans les différentes compétitions africaines de clubs et de sélections.

En Algérie, Kouradji a arbitré plusieurs matchs importants dont la finale de Coupe d'Algérie 1995-1996 qui vit le MC Oran s'imposer face à l'USM Blida sur le score d'un but à zéro. Très apprécié du monde du football à Constantine notamment, le défunt Mohamed Kouradji a arbitré son dernier match officiel en 1998, mettant ainsi fin à une riche carrière entamée 24 ans plus tôt.

APS

## LIGUE 1 TUNISIENNE (ES TUNIS) PRÉPARATION Tougaï buteur en amical

Le défenseur international algérien des U-23, Mohamed Amine Tougaï, a contribué à la victoire de son équipe l'ES Tunis (Div.1 tunisienne de football), en match amical disputé mercredi à Tunis face à l'AS Soukra (4-0).

Le joueur de 20 ans, transféré en décembre dernier en provenance du NA Hussein-Dey, a inscrit le deuxième but des "Sang et Or" en seconde période (55e). Les autres réalisations ont été l'oeuvre de Youssef Abdelli (34e), Selmi Mbarki (35e) et Mouhib Selmi (88e).

Il s'agit de la deuxième confrontation amicale ayant opposé les deux équipes en une semaine.

Lors du premier match amical, le club tunisois s'est imposé sur le même score grâce notamment à des buts des deux autres joueurs algériens, Abderrahmane Meziane et Abderraouf Benguit.

Les joueurs de l'entraîneur Moaïne Chaâbani, double tenants du titre et leaders au classement du championnat avec 10 points d'avance sur le CS Sfaxien, se préparent à la reprise du championnat, prévue le 2 août prochain. La compétition est suspendue depuis mars dernier en raison de la pandémie de nouveau co-



ronavirus (Covid-19). L'EST compte dans son effectif quatre autres joueurs algériens : les défenseurs Abdelkader Bedrane et Lyes Chetti, le milieu offensif Bilal Bensaha et l'attaquant Tayeb Meziani. Ce dernier

est annoncé sur le départ. Le fait de considérer les joueurs nord-africains comme des locaux, suite à une décision prise par l'UNAF (Union nord-africaine de football), a permis aux clubs tunisiens de faire

leur marché en Algérie. La Tunisie est pour le moment la seule nation à adopter cette mesure, qui a fait l'objet de réclamation par la Fédération algérienne (FAF) auprès de la Confédération africaine (CAF).

## L'ETOILE ROUGE DE BELGRADE Six joueurs testés positifs

Six joueurs de l'Etoile rouge de Belgrade ont été testés positifs au coronavirus, a annoncé samedi le champion en titre de Serbie, pays en proie à une recrudescence de la pandémie.

"Ces joueurs ne participeront pas à la première phase du stage de préparation et seront en isolement au cours des deux semaines à venir.

L'Etoile rouge entreprend toutes les mesures nécessaires de protection", a indiqué le club dans un communiqué.

Le 22 juin, le club avait déjà annoncé que cinq joueurs étaient positifs, deux jours après que ses joueurs avaient célébré leur titre devant 18.000 spectateurs.

Testés, les autres joueurs de l'équipe première sont négatifs au virus. Après

avoir contenu une première vague de l'épidémie au prix de mesures très strictes, les autorités serbes ont procédé à un déconfinement rapide, avec notamment des manifestations sportives de masse. Le football n'est pas le seul sport en Serbie atteint par le Covid-19. Le 22 juin, la Fédération serbe de basket-ball a annulé un stage de préparation de l'équipe nationale, initialement prévu du 25 juin au 5 juillet car deux joueurs avaient été testés positifs.

Le lendemain, le N.1 mondial du tennis Novak Djokovic a annoncé être positif au coronavirus, contracté en marge du tournoi caritatif qu'il organisait dans les Balkans. Il a repris l'entraînement. Trois joueurs ayant participé à l'Adria Tour, qui avait démarré

à la mi-juin à Belgrade, ont également annoncé être positifs au Covid-19: le Bulgare Grigor Dimitrov (19e mondial), le Croate Borna Coric (33e) et le Serbe Viktor Troicki (184e).

Par la suite, le Croate Goran Ivanisevic, directeur d'une des étapes de l'Adria Tour et l'un des entraîneurs de Djokovic, a lui aussi annoncé avoir été testé positif.

La pandémie a contaminé près de 18.000 personnes et fait officiellement 370 morts en Serbie.

Mais le pays est en proie depuis cette semaine à des manifestations émaillées de violences, les protestataires reprochant au pouvoir l'incohérence de sa gestion de la pandémie et l'accusant de minimiser à dessein son ampleur.

## ANGLETERRE Décès du champion du monde 1966 Jack Charlton

L'ex-international anglais Jack Charlton, champion du monde en 1966, est décédé vendredi à 85 ans, a annoncé samedi Leeds United, le club avec lequel il avait effectué toute sa carrière.

L'emblématique défenseur

central anglais, frère aîné de Bobby Charlton, le légendaire avant-centre de Manchester United, qui fut également champion du monde en 1966, avait disputé 35 matchs avec la sélection aux Trois Lions, et 773 avec

Leeds United. La longue et riche carrière de Jack Charlton avait débuté en 1953 et elle avait duré plus de 23 ans.

Il a remporté entre autres un titre de champion d'Angleterre en 1969 et un

Coupe d'Angleterre en 1972.

Bien qu'il était défenseur, Jack Charlton avait réussi à marquer 96 buts, ce qui en fait le 9e meilleur buteur dans l'histoire du club du nord de l'Angleterre.

## MLS Un joueur du Sporting Kansas City positif au coronavirus

Un joueur du Sporting Kansas City, équipe qui prend part au tournoi de reprise de saison du Championnat nord-américain (MLS), a été testé positif au Covid-19 et mis en quarantaine, a fait savoir vendredi le club.

Ce joueur, dont l'identité n'a pas été dévoilée, a subi deux tests de dépistage, tous deux positifs, depuis son arrivée au tournoi "MLS is Back" qui a débuté mercredi à Orlando, en Floride.

Tous les autres membres de l'équipe

et leurs accompagnants ont été testés négatifs, a précisé le club.

Le joueur infecté a été placé en quarantaine dans une aile isolée de son hôtel.

Deux équipes participant au tournoi, Nashville et Dallas, se sont déjà retirées ces derniers jours de la compétition après la découverte de plusieurs cas de coronavirus dans leurs rangs.

Après une interruption de quatre

mois à cause du coronavirus, la MLS a relancé sa saison avec un tournoi de type Coupe du monde réunissant à l'origine 26 équipes dans une "bulle" isolée au sein de Disney World à Orlando, dans un contexte de recrudescence du nombre de cas aux Etats-Unis et notamment en Floride.

Lors du seul match disputé vendredi, les Seattle Sounders et les San José Earthquakes ont fait match nul (0-0) au terme d'un match sans éclat.

**Mandzukic a toujours la cote en Serie A**

Quelques mois seulement après son départ de la Juventus en décembre dernier, Mario Mandzukic (34 ans) pourrait retrouver la Serie A. En effet, l'attaquant vient de résilier son contrat avec le club d'Al-Duhail au Qatar et il est désormais libre de tout contrat. D'après Sky Italia, plusieurs clubs italiens seraient à l'affût. Le récent promu, Benevento, ainsi que la Fiorentina (13ème), seraient tous deux venus aux renseignements pour le buteur croate. Mais les deux formations devront faire face à un concurrent de taille. L'Inter Milan, qui se prépare au très probable départ de Lautaro Martinez (22 ans), aurait également ciblé le joueur.



**POGBA AURAIT REVU SES PLANS SUR SON AVENIR !**

Longtemps annoncé sur le départ, Paul Pogba aurait changé d'avis sur sa situation avec Manchester United.

Le milieu de terrain français n'envisagerait plus de changer d'air à l'intersaison. D'après les informations du

Daily Mail, le footballeur de 27 ans serait ouvert à la discussion concernant la prolongation de son contrat avec les Red Devils, qui expire en juin 2021 et inclut une option pour une saison supplémentaire.

Excité notamment par la perspective de son association dans l'entrejeu avec le Portugais Bruno Fernandes, le champion du monde 2018 serait prêt à inscrire son avenir à Old Trafford. L'entraîneur de Manchester United, Ole-Gunnar Solskjaer, n'a pas caché son envie de voir l'ancien joueur de la Juventus Turin parapher un nouvel engagement. Cinquième de Premier League, les partenaires d'Anthony Martial visent une qualification pour la Ligue des Champions et la perspective de disputer la prochaine C1 facilitera à coup sûr les pourparlers entre les deux parties en vue d'une collaboration sur le long terme.

**UN NOUVEAU RECORD POUR SALAH**

**Mohamed Salah a rejoint trois légendes de Liverpool à après avoir joué un rôle principal dans la victoire de mercredi 1-3 à Brighton et Hove Albion.**

L'international égyptien a marqué deux fois et a effectué une place décisive alors que les champions de Premier League ont enregistré leur premier triomphe à l'extérieur depuis le 15 février dernier, passant à 92 points avec quatre matchs encore à jouer.

Salah été directement impliqué dans 100 buts en Premier League pour Liverpool, marquant personnellement 73 buts et récoltant 27 passes décisives pour réaliser l'exploit en seulement 104 apparitions.

Seuls trois joueurs ont atteint le jalon précédemment pour les Reds. Michael Owen et Robbie Fowler sont respectivement devenus centenaires en 148 et 158 matchs, tandis que Steven Gerrard a atteint son siècle lors de son 212e match.

**Everton en pincerait pour Zouma**

Les Toffees auraient inscrit le nom de Kurt Zouma (25 ans) sur leur short-list, en vue du mercato. D'après les éléments recueillis par le média The Express, Carlo Ancelotti pense à l'international français pour renforcer sa défense, cet été. Une offre pourrait être transmise aux Blues, en vue d'obtenir sa signature, dans les prochains jours. L'opération n'est pas gagnée d'avance, puisque Tottenham s'intéresse également à lui et que ses dirigeants attendraient 30 millions d'euros pour le laisser partir. Kurt Zouma a joué 24 matchs de Premier League, cette saison et son contrat avec les Londoniens porte jusqu'en juin 2023. Il connaît bien Everton, étant donné qu'il y a été prêt, la saison dernière (2018-2019).



**L'agent de Kevin De Bruyne est sorti du silence**

Le représentant de Kevin De Bruyne a évoqué dans un entretien à Spozza l'avenir du milieu offensif de Manchester City. Patrick De Koster a prévenu que l'international belge de 29 ans ne comptait pas quitter l'effectif des Citizens. "Il n'est actuellement pas du tout concerné. Il a un contrat de trois ans avec une équipe de classe mondiale, dans un club et dans une ville où il se sent bien et apprécié. Il n'est pas occupé par un transfert." S'il reconnaît que certaines équipes s'intéressent aux services de son client, il a démenti en bloc les rumeurs sur l'ancien joueur de Chelsea. "Si tout ce que je lisais dans les journaux était vrai, j'aurais besoin d'une montre de 48 heures et d'être partout dans le monde en même temps. Je peux déclarer en bonne conscience et jurer sur la tête de mes enfants que tout ce que je lis est stupide à 90 %." - Source: Topmercato.com - Article: <http://www.topmercato.com/222929,1/man-city--l-agent-de-kevin-de-bruyne-est-sorti-du-silence.html>

PLAN NATIONAL DE RELANCE SOCIOÉCONOMIQUE

## Le Président Tebboune présidera aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, présidera dimanche une réunion du Conseil des ministres consacrée à des questions liées au Plan national de relance socioéconomique, a indiqué samedi un communiqué de la présidence de la République. "Le Conseil des ministres tiendra, dimanche matin, en visioconférence sa réunion

périodique, sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale", indique le communiqué. Le conseil des ministres "examinera plusieurs exposés ministériels en lien direct avec le Plan national de relance socioéconomique", précise la même source.



ANP

## Le Président Tebboune nomme le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4<sup>e</sup> RM

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé jeudi le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4<sup>e</sup> région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan Alaimia.

"Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé, sur proposition du Chef d'Etat-Major de l'Armée

nationale populaire (ANP), le général-major Omar Tlemsani, commandant de la 4<sup>e</sup> région militaire en remplacement du défunt général-major Hassan Alaimia", lit-on dans le communiqué. "Le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a également signé un décret mettant fin aux fonctions du général-major Omar Tlemsani en qualité de chef d'Etat-major des forces terrestres de l'ANP", a ajouté la même source.

DÉCÈS DE QUATRE MÉDECINS DU CORONAVIRUS

## Le Président Tebboune adresse ses condoléances

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé ses sincères condoléances aux familles des quatre (4) médecins décédés des suites du coronavirus ainsi qu'à l'ensemble du corps médical, estimant que ces praticiens "ont voué leur vie au service de la patrie contre l'épidémie". "Nous nous inclinons avec ferveur à la mémoire des médecins martyrs Belhamra Mohamed, Chebela Samir, Houhou Mohamed et Refaoui Mourad qui ont voué leur vie au service de la patrie en luttant contre l'épidémie. Mes sincères et vives condoléances à leurs familles et à l'ensemble du corps médical. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons", a écrit le Président Tebboune sur son compte officiel Twitter.

ALGÉRIE-FRANCE

## Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue français

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi un appel téléphonique de son homologue français, M. Emmanuel Macron, indique un communiqué de la Présidence de la République. "L'entretien qui s'en est suivi a permis aux deux Présidents de passer en revue un certain nombre de questions inscrites à l'agenda bilatéral, notamment celles liées à la mémoire et au centre desquelles

s'est retrouvée celle de la restitution, le 3 juillet dernier, des vingt-quatre restes de combattants de la résistance algérienne comme ceux qui demeurent encore à rapatrier et du besoin de travailler à la réconciliation des mémoires des peuples des deux pays", précise la même source. Les deux Présidents ont eu également l'occasion de s'entretenir de la situation prévalant dans la région, notamment en Libye et au

Sahel, ajoute le communiqué. A cette occasion, le Président Tebboune, comme le Président Macron, "sont convenus de maintenir la coordination et la concertation entre les deux pays, en tant qu'acteurs incontournables dans la région, et de lancer un certain nombre d'initiatives visant à promouvoir des solutions politiques aux crises qui y prévalent", conclut la même source.

ALGÉRIE-ITALIE

## Sabri Boukadoum effectue une visite en Italie

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a effectué, jeudi, une visite en Italie, sur invitation de son homologue italien Luigi Di Maio, indique un communiqué du ministère. Les entretiens entre les deux parties ont porté sur "le calendrier de la coopération bilatérale, particulièrement la prochaine réunion de haut niveau algéro-italienne, prévue en Algérie, ainsi que la visite d'Etat que devra effectuer le président italien en Algérie ultérieurement", note le communiqué.

Outre la question du partenariat économique bilatéral et ses perspectives prometteuses, les deux ministres ont évoqué "nombre de questions d'intérêt commun, à leur tête la situation en Libye. A ce propos, les deux parties ont examiné les voies et moyens de participer au règlement de cette crise, au regard de la détérioration dangereuse de la situation sur le terrain et ses graves répercussions sur les efforts de règlement et la sécurité des pays voisins", ajoute la source. L'entretien a fait ressortir "une convergence des

vues sur l'impératif d'une action rapide pour parvenir à un accord sur un cessez le feu immédiat et la reprise du dialogue interlibyen, en vue d'une solution politique globale garantissant l'unité et la souveraineté de la Libye et à même de réaliser les aspirations légitimes et les choix libres du peuple libyen", indique le communiqué. Les deux parties ont, en outre, convenu de "la nécessité d'un respect total de l'embargo sur les armes en Libye, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil onusien de sécurité et de

l'importance de communiquer avec les différentes parties concernées pour contribuer efficacement à la réunion des conditions nécessaires permettant aux belligérants libyens d'adhérer au processus de règlement politique". Elles ont également eu des échanges sur "la situation au Sahel et les moyens de renforcer la coordination entre les deux pays afin de consolider les efforts de développement dans la région pour le rétablissement de la sécurité et de la stabilité", conclut le communiqué.

WILAYA D'ALGER

## Interdiction, depuis vendredi, du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé vendredi l'interdiction de la circulation du transport urbain collectif public et privé durant les week-ends, à compter de ce vendredi et ce "jusqu'à nouvel ordre", a indiqué un communiqué de ces mêmes services. "Dans le cadre du durcissement des mesures de lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et en concrétisation des instructions des hautes autorités du pays, le wali d'Alger, Youcef Cherfa informe tous les citoyens de la capitale qu'il a été décidé de l'interdiction de la circulation du transport

urbain collectif public et privé, à travers tout le territoire de la wilaya, sous peine de sanctions stipulées par la loi à l'encontre des contrevenants", a ajouté le même communiqué. Cette interdiction de circulation est en vigueur durant les week-ends à compter de ce vendredi 10 juillet 2020, et ce "jusqu'à nouvel ordre". A ce titre, le wali d'Alger appelle tous les citoyens de la capitale "au respect strict de toutes les mesures préventives dictées par l'autorité sanitaire", notamment le port obligatoire du masque de protection, le respect des règles d'hygiène

et de distanciation physique afin de lutter contre cette pandémie et préserver la santé publique. Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait présidé jeudi une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays, à l'issue de laquelle plusieurs décisions ont été prises, dont "l'interdiction de la circulation routière, de et vers les 29 wilayas impactées", dont Alger, pour une semaine, à compter de ce vendredi, et l'interdiction, à partir de ce vendredi, du transport urbain public et privé durant les week-ends au niveau des 29 wilayas impactées.

CRIMES COLONIAUX EN ALGÉRIE

## Le Maréchal Bugeaud "a inventé les chambres à gaz" (Journaliste français)

Le maréchal Thomas Robert Bugeaud, responsable de la mort de milliers d'Algériens lors de la colonisation française de l'Algérie, est surtout réputé pour avoir "inventé les chambres à gaz", a affirmé Jean Michel Apathie, journaliste politique français. Intervenant lors d'une émission diffusée récemment par une chaîne française, Jean Michel Apathie a soutenu que ce personnage dont le nom est le plus souvent inscrit au détour d'une rue en France, a "inventé les chambres à gaz", utilisées plus tard particulièrement par l'Allemagne hitlérienne dans le cadre du programme génocidaire des nazis. S'insurgeant contre la baptisation d'une avenue de Paris du nom du maréchal Bugeaud, il a rappelé que ce personnage avait mis en place en Algérie des stratégies militaires qui ont "scandalisé tout le monde". "On a brûlé des villages, on a tué des gens", a-t-il souligné, déplorant le recours par ce maréchal à "l'enfumade": une technique qui consiste à asphyxier des personnes réfugiées à l'intérieur d'une grotte en allumant devant l'entrée des feux. "Bugeaud a fait enfermer des femmes et des enfants, combattants ou pas, dans des grottes, allumer le feu devant la grotte et tout le monde meurt par asphyxie", a-t-il soutenu.

Selon ce journaliste, la colonisation de l'Algérie "a été terriblement sanglante" et "épouvante" à tel point que "même le ministre français de la Défense, à l'époque, s'est désolidarisé de Bugeaud". "Il y avait même des articles dans la presse française et européenne, tout le monde était scandalisé", a-t-il ajouté. Jean Michel Apathie regrette, aujourd'hui, que ce maréchal qui a recouru à la technique de "la terre brûlée" lors de la colonisation de l'Algérie ait plusieurs statues ou noms de rue à sa mémoire, notamment à Paris.

"Bien sûr que cela suscite de la colère chez les descendants de toute cette histoire douloureuse", a-t-il affirmé, déplorant qu'"aujourd'hui, le visage que nous montrons est le visage de l'égoïsme total". Il a mis l'accent, en outre, sur l'importance d'assumer la responsabilité devant l'Histoire. Depuis mardi, deux jeunes artistes sont à l'origine d'une action de déboulonnage de la statue du maréchal à Périgueux. Ils invitent à la réflexion autour de ce monument glorifiant cette figure militaire périgourdine controversée. C'est sous la question "La statue du Maréchal Bugeaud à Périgueux doit-elle tomber?" qu'un débat est relancé dans cette ville française après qu'un collectif d'artistes ait installé une corde autour du cou du Maréchal. Une flèche au bout invite les passants à tirer dessus pour faire tomber le monument, reprochant au personnage ses "exactions nombreuses" en Algérie.

M'SILA

## Le wali décide un confinement partiel dans 5 communes

Un arrêté de la wilaya de M'sila portant la mise en place d'un confinement partiel dans 5 communes de la wilaya vient d'être signé par le chef de l'exécutif local, Cheikh El Ardja, indique samedi un communiqué des services de cette wilaya. Ce confinement partiel sera imposé à compter de dimanche de 13h00 à 17h00 le lendemain, dans les communes de M'sila, Bousaïd, Barhoum, Sidi Aïssa et Magra, pour une durée de dix jours, dans le cadre du renforcement des mesures préventives contre la propagation du Coronavirus, a précisé la même source. Cette mesure impliquera pour les communes suscitées "un arrêt total" de l'ensemble des activités commerciales, économiques et sociales ainsi que l'organisation plusieurs fois par jour des opérations de désinfection des places publiques et des sites

d'habitation, a-t-on ajouté. Il s'agit aussi de multiplier les campagnes de sensibilisation en direction des citoyens en leur rappelant l'impérieuse nécessité de respecter les mesures préventives telles que la distanciation physique, le port de masque de protection et la désinfection régulière des mains. Par ailleurs, la wilaya a également décidé d'interdire durant la période du confinement partiel, le transport des voyageurs et la circulation de véhicules, ajoute le même communiqué. Il y a lieu de signaler que cette décision a été décrétée alors que plus aucun cas de Coronavirus n'a été signalé dans cette wilaya au cours des dix derniers jours. En effet, selon les services de la wilaya, 235 cas confirmés de Coronavirus ont été enregistrés jusqu'ici dans la wilaya de M'sila dont le dernier remonte au 30 juin dernier.